



## CONVOCATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Mesdames, Messieurs les membres  
du Conseil Municipal  
de la Commune de Molières

Chers collègues,

J'ai l'honneur de vous inviter à participer à la réunion ordinaire du Conseil Municipal qui aura lieu le :

**LUNDI 29 SEPTEMBRE à 18 heures 30, Salle Lestage**

Je vous prie de croire, chers collègues, à l'assurance de ma considération distinguée.

Valérie HÉBRAL  
Maire



### QUESTIONS À L'ORDRE DU JOUR

- N° 1 Décisions du Maire
  - N° 2 Budget Général – Décision modificative n° 2
  - N° 3 Récupération TEOM Bâtiments Communaux
  - N° 4 Budget Bar Hôtel Restaurant – Récupération Taxe foncière 2025
  - N° 5 Budget Supérette – Récupération TEOM
  - N° 6 RPQS Assainissement
  - N° 7 RPQS SPANC
  - N° 8 Groupement granulés bois : répartition des frais
  - N° 9 Salle polyvalente – Approbation du projet de centrale photovoltaïque
  - N° 10 Suppression d'emplois permanents – Mise à jour du tableau des effectifs
  - N° 11 Modification simplifiée N° 3 du PLU
  - N° 12 Résiliation de l'adhésion au label Station Verte
- QD

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL  
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
Session ordinaire du 29 Septembre 2025

L'an deux-mil-vingt-cinq, le 29 Septembre à 18 heures 30, les membres du Conseil Municipal de la Commune de MOLIERES, se sont réunis au lieu ordinaire de ses séances, après convocation légale du 22 Septembre 2025.

Etaient présents : 11 : HEBRAL Valérie, BELREPAYRE Rémi, CHEREAU Gisèle, COMBEDAZOU Véronique, GUGLIELMET Jérôme, COULON Miguel, SEZILLE Murielle, PELISSIE Nicolas, BONNET Pierre, NOYER Roland, FERRER Marie-Hélène.

Etaient excusés : 01 : , DE LASSAT DE PRESSIGNY Marie-Laure.

Etaient absents : 03 : , GRIMEAU Julie, MARC Laurent, GEFFRE Laurent.

Pouvoir : 01 : Les conseillers ci-après ont donné leur mandat : DE LASSAT DE PRESSIGNY Marie-Laure à SEZILLE Murielle.

Le quorum fixé à 8 membres étant atteint, le Conseil Municipal peut valablement délibérer.

Un scrutin a eu lieu, a été nommé M. BELREPAYRE Rémi pour remplir les fonctions de secrétaire

Madame le maire donne lecture du procès-verbal de la réunion du conseil municipal en date du 19 Août 2025 elle demande aux conseillers municipaux de bien vouloir en approuver la teneur.

Ce procès-verbal n'appelant aucune observation est approuvé à l'unanimité des membres présents.

Avant l'ouverture de séance, Madame le Maire propose d'ajouter le point n° 13 :

- Création d'un emploi d'adjoint technique non permanent à temps complet

L'ensemble des conseillers présent ayant donné leur accord, le point n° 13 est ajouté à l'ordre du jour.

Madame le Maire donne ensuite lecture de l'ordre du jour suivant :

- |       |                                                                         |
|-------|-------------------------------------------------------------------------|
| N° 1  | Décisions du Maire                                                      |
| N° 2  | Budget Général – Décision modificative n° 2                             |
| N° 3  | Récupération TEOM Bâtiments Communaux                                   |
| N° 4  | Budget Bar Hôtel Restaurant – Récupération Taxe foncière 2025           |
| N° 5  | Budget Supérette – Récupération TEOM                                    |
| N° 6  | RPQS Assainissement                                                     |
| N° 7  | RPQS SPANC                                                              |
| N° 8  | Groupement granulés bois : répartition des frais                        |
| N° 9  | Salle polyvalente – Approbation du projet de centrale photovoltaïque    |
| N° 10 | Suppression d'emplois permanents – Mise à jour du tableau des effectifs |
| N° 11 | Modification simplifiée N° 3 du PLU                                     |
| N°12  | Résiliation de l'adhésion au label Station Verte                        |
| N°13  | Création d'un emploi d'adjoint technique non permanent à temps complet  |
| QD    |                                                                         |

## COMMUNE DE MOLIERES

DÉLIBÉRATION N° 250929\_01 DU 29 SEPTEMBRE 2025

### DECISIONS DU MAIRE PRISES EN APPLICATION DE L'ARTICLE

L2122-22 DU CGCT – N° 2025\_011 A N°2025\_013

(5-4-1)

Vu l'article L2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales donnant au Conseil Municipal la possibilité de lui déléguer pour la durée de son mandat certaines Attributions de cette assemblée ;

Vu les délibérations du Conseil Municipal N° 200616\_08 en date du 16 Juin 2020, N° 200824\_07 en date du 24 août 2020 et N° 220525\_06 en date du 25 Mai 2022, prises en application de cet article ;

Considérant qu'en vertu de l'article L2122-22 sont soumises aux mêmes règles que celles qui sont applicables aux délibérations du Conseil Municipal portant sur les mêmes objets et que le Maire doit en rendre compte à chacune des réunions obligatoires du Conseil Municipal ;

Madame le Maire donne lecture des décisions suivantes :

| <u>N° de la Décision</u> | <u>Date</u> | <u>Objet de la Décision</u>                                                                              |
|--------------------------|-------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| DDM 2025_011             | 15/09/2025  | Déclaration d'intention d'aliéner d'un bien cadastré<br>AB 415– Décision de non préemption               |
| DDM 2025_012             | 15/09/2025  | Déclaration d'intention d'aliéner d'un bien cadastré<br>AB 43 - AB 44 – AB45. Décision de non préemption |
| DDM 2025_013             | 26/09/2025  | Marché de maîtrise d'œuvre pour la rénovation de la<br>Climatisation de la salle de la Pyramide          |

Après en avoir pris connaissance,

Les membres du conseil municipal à l'unanimité prennent acte des décisions énoncées ci-dessus.

## DÉCISION DU MAIRE

PRISE EN APPLICATION DES ARTICLES L. 2122-22 ET L. 2122-23  
DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

DÉCISION N° DDM2025\_011

OBJET : DECLARATION D'INTENTION D'ALIENER D'UN BIEN CADASTRÉ AB 415  
DECISION DE NON PREEMPTION

(2 3)

## Le Maire de Molières,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 2121-7 à L. 2121-34 relatifs aux fonctionnements du Conseil Municipal et les articles L. 2122-21 à L. 2122-23 relatifs aux attributions du Maire exercées au nom de la Commune.

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Molières approuvé par délibération N° 170727\_02 en date du 27 juillet 2017 ;

Vu la délibération N°180405-25 du 5 Avril 2018 approuvant la modification simplifiée N°1 du PLU pour rectification d'erreur matérielle ;

Vu la délibération N°170928\_06 du 28 septembre 2017 instaurant un droit de préemption Urbain tel qu'il résulte des dispositions légales du Code de l'Urbanisme sur l'ensemble des zones urbaines (U) et à urbaniser (AU) délimitées par le Plan Local d'Urbanisme.

Vu les délibérations N°200824\_07 en date du 24 Août 2020 et N°200616\_08 en date du 16 Juin 2020 par lesquelles le Conseil Municipal de Molières confère à Madame le Maire certaines délégations.

Vu la déclaration d'intention d'aliéner reçue par la commune le 12 septembre 2025 présentée par Maître Nicolas AUBRY, domicilié 10 avenue d'Albi – 82000 MONTAUBAN, portant sur l'immeuble cadastré AB 415, d'une superficie totale de 290 m<sup>2</sup>, située 4 Rue principale 82220 Molières, propriété de Monsieur TOULOUSE Serge.

CONSIDÉRANT que la commune ne porte pas de projet d'intérêt public dans ce secteur.

## DECIDE

Article 1<sup>er</sup> :

La commune de Molières ne fait pas usage de son droit de préemption sur l'immeuble et le terrain cadastré AB 415, d'une superficie totale de 290 m<sup>2</sup>, située 4 Rue principale 82220 Molières, propriété de Monsieur TOULOUSE Serge.

## Article 2 :

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations de la commune, régulièrement publiée et sera transmise à Monsieur le Préfet de Tarn-et-Garonne au titre du contrôle de légalité.

## Article 3 :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Toulouse dans le délai de deux mois à compter de sa transmission au contrôle de légalité et / ou de sa publication.

Fait à MOLIÈRES, le 15 septembre 2025.

Madame Le Maire

Valérie HÉBRAL



## DÉCISION DU MAIRE

PRISE EN APPLICATION DES ARTICLES L. 2122-22 ET L. 2122-23  
DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

DÉCISION N° DDM2025\_012

OBJET : DECLARATION D'INTENTION D'ALIENER D'UN BIEN CADASTRÉ AB 43 AB 44 - AB 45  
DECISION DE NON PREEMPTION

(2-3)

## Le Maire de Molières,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 2121-7 à L. 2121-34 relatifs aux fonctionnements du Conseil Municipal et les articles L. 2122-21 à L. 2122-23 relatifs aux attributions du Maire exercées au nom de la Commune.

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Molières approuvé par délibération N° 170727\_02 en date du 27 juillet 2017 ;

Vu la délibération N°180405-25 du 5 Avril 2018 approuvant la modification simplifiée N°1 du PLU pour rectification d'erreur matérielle ;

Vu la délibération N°170928\_06 du 28 septembre 2017 instaurant un droit de préemption Urbain tel qu'il résulte des dispositions légales du Code de l'Urbanisme sur l'ensemble des zones urbaines (U) et à urbaniser (AU) délimitées par le Plan Local d'Urbanisme.

Vu les délibérations N°200824\_07 en date du 24 Août 2020 et N°200616\_08 en date du 16 Juin 2020 par lesquelles le Conseil Municipal de Molières confère à Madame le Maire certaines délégations.

Vu la déclaration d'intention d'aliéner reçue par la commune le 12 septembre 2025 présentée par Maître Nicolas AUBRY, domicilié 10 avenue d'Albi – 82000 MONTAUBAN, portant sur l'immeuble cadastré AB 43 – AB 44 – AB 45, d'une superficie totale de 10182 m<sup>2</sup>, située au lieu-dit Les Bouisses 82220 Molières, propriété de Monsieur TOULOUSE Serge.

CONSIDÉRANT que la commune ne porte pas de projet d'intérêt public dans ce secteur.

## DECIDE

Article 1<sup>er</sup> :

La commune de Molières ne fait pas usage de son droit de préemption sur l'immeuble et le terrain cadastré AB 43 – AB 44 – AB 45, d'une superficie totale de 10182 m<sup>2</sup>, située au lieu-dit Les Bouisses 82220 Molières, propriété de Monsieur TOULOUSE Serge.

## Article 2 :

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations de la commune, régulièrement publiée et sera transmise à Monsieur le Préfet de Tarn-et-Garonne au titre du contrôle de légalité.

## Article 3 :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Toulouse dans le délai de deux mois à compter de sa transmission au contrôle de légalité et / ou de sa publication.

Fait à MOLIÈRES, le 15 septembre 2025.

Madame Le Maire

Valérie HÉBRAL



REPUBLIQUE FRANCAISE  
DÉPARTEMENT DE TARN-ET-GARONNE

## COMMUNE DE MOLIÈRES

## DÉCISION DU MAIRE

PRISE EN APPLICATION DES ARTICLES L. 2122-22 ET L. 2122-23  
DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

DÉCISION N° DDM2025\_013

OBJET : MARCHÉ DE MAÎTRISE D'ŒUVRE POUR LA RENOVATION DE LA CLIMATISATION DE LA  
SALLE DE LA PYRAMIDE (1-6-1)

## Le Maire de Molières,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 2121-7 à L. 2121-34 relatifs aux fonctionnements du Conseil Municipal et les articles L. 2122-21 à L. 2122-23 relatifs aux attributions du Maire exercées au nom de la Commune.

Vu la délibération en date du 16 juin 2020 par laquelle le Conseil Municipal de Molières confère à Madame le Maire l'autorisation de signer tout contrat ou marché inférieur à 214 000 € HT,

Vu le livre IV du code de la commande publique,

CONSIDERANT que le projet de rénovation de l'installation de climatisation de la salle de la Pyramide nécessite le recours à un maître d'œuvre,

CONSIDERANT la proposition du bureau d'études INGENIERIE 47,

## DECIDE :

Article 1<sup>er</sup> :

Le marché de maîtrise d'œuvre pour projet de rénovation de l'installation de climatisation de la salle de la Pyramide est attribué au bureau d'études INGENIERIE 47 – 65 Boulevard Scaliger – 47 000 AGEN, comme maître d'œuvre de l'opération pour :

- Mission de base (dossier de consultation de entreprises + analyse des offres) pour un montant de 1 420.00 € HT
- Mission optionnelle (VISA – Suivi travaux et Réception travaux) pour un montant de 1 260.00,00 € HT.

Soit un montant total de 2 680.00 € HT.

La facturation et les règlements se feront en fonction de l'avancement de la mission.

## Article 2 :

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations de la commune, régulièrement publiée et sera transmise à Madame la Préfète de Tarn-et-Garonne au titre du contrôle de légalité.

## Article 3 :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Toulouse dans le délai de deux mois à compter de sa transmission au contrôle de légalité et / ou de sa publication.

Fait à MOLIÈRES, le 26 Septembre 2025



Le Maire

# COMMUNE DE MOLIERES

DÉLIBÉRATION N° 250929\_02 DU 29 SEPTEMBRE 2025

## BUDGET COMMUNE – DECISION MODIFICATIVE N°2 (7-1-2)

Madame le Maire présente le projet de décision modificative N°2 du budget général de la commune..

| Désignation                                               | Dépenses              |                         | Recettes              |                         |
|-----------------------------------------------------------|-----------------------|-------------------------|-----------------------|-------------------------|
|                                                           | Diminution de crédits | Augmentation de crédits | Diminution de crédits | Augmentation de crédits |
| <b>FONCTIONNEMENT</b>                                     |                       |                         |                       |                         |
| D 60613 : Chauffage urbain                                | 3 000,00 €            |                         |                       |                         |
| D 60623 : Alimentation                                    | 5 000,00 €            |                         |                       |                         |
| D 60624 : Produits de traitement                          | 1 500,00 €            |                         |                       |                         |
| D 60633 : Fournitures de voirie                           | 3 000,00 €            |                         |                       |                         |
| D 611 : Contrats de prestations de services               | 5 000,00 €            |                         |                       |                         |
| D 615221 : Entretien et réparations sur bâtiments public  | 5 000,00 €            |                         |                       |                         |
| D 615232 : Entretien et réparations sur réseaux           | 2 000,00 €            |                         |                       |                         |
| D 6156 : Maintenance                                      | 2 000,00 €            |                         |                       |                         |
| D 617 : Etudes et recherches                              | 2 000,00 €            |                         |                       |                         |
| D 623 : Publicité, publications, relations publiques      | 1 500,00 €            |                         |                       |                         |
| TOTAL D 011 : Charges à caractère général                 | 30 000,00 €           |                         |                       |                         |
| D 6411 : Personnel titulaire                              |                       | 3 000,00 €              |                       |                         |
| D 6413 : Personnel non titulaire                          |                       | 10 000,00 €             |                       |                         |
| D 6450 : Charges de sécurité sociale et de prévoyance     |                       | 5 000,00 €              |                       |                         |
| D 6470 : Autres charges sociales                          |                       | 5 000,00 €              |                       |                         |
| TOTAL D 012 : Charges de personnel et frais assimilé      |                       | 23 000,00 €             |                       |                         |
| D 73918 : Autres versements et restitutions sur fiscalité |                       | 7 000,00 €              |                       |                         |
| TOTAL D 014 : Atténuations de produits                    |                       | 7 000,00 €              |                       |                         |
| Total                                                     | 30 000,00 €           | 30 000,00 €             |                       |                         |
| Total Général                                             |                       | 0,00 €                  |                       | 0,00 €                  |

Après en avoir délibéré,  
Le Conseil Municipal, à l'unanimité

APPROUVE la décision modificative N°2 du budget général.

## DÉLIBÉRATION N° 250929\_03 DU 29 SEPTEMBRE 2025

## BATIMENTS COMMUNAUX - RÉCUPÉRATION DE LA TAXE D'ENLEVEMENT

## DES ORDURES MÉNAGÈRES 2025 (3-6-2)

Madame le Maire rappelle à l'Assemblée que les ordures ménagères sont de la compétence de la Communauté de Communes du Quercy Caussadais et précise que celle-ci a instauré, à compter de 2011 la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM).

Toutefois, conformément à l'article 23 de la loi du 06 juillet 1989, cette taxe peut être récupérée auprès des locataires.

Considérant les taxes foncières 2025 de l'ensemble des bâtiments communaux, Madame le Maire propose de répartir la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères à récupérer sur les locataires des immeubles communaux.

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité

FIXE les montants de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères de l'exercice 2025 à récupérer auprès des locataires, comme ci-dessous :

| <u>Immeuble</u><br><u>Montant</u>            | <u>Locataire</u> |                  |                 |
|----------------------------------------------|------------------|------------------|-----------------|
| Logements PALULOS La Ville                   | POTIER           | 86 M²            | 153.74 €        |
|                                              | EFTEREFF         | 93 M²            | 166.26 €        |
|                                              | <b>Cumul</b>     | <b>179 M²</b>    | <b>320.00 €</b> |
|                                              |                  |                  |                 |
| Logements PLA 3 Rue Soubirous Bas<br>94.32 € | CAVAGNE          | 81 M²            |                 |
|                                              | DESSEAUX         | 83 M²            | 96.64 €         |
|                                              | SAHUC            | 124 M²*5/12      | 60.16 €         |
|                                              | SPIGOLIS         | 124 M²*7/12      | 84.22 €         |
|                                              | GARCIA           | 156 M²*6/12      | 90.83 €         |
|                                              | CAUCHY           | 156 M²*6/12      | 90.83 €         |
|                                              | <b>Cumul</b>     | <b>444 M²</b>    | <b>517.00 €</b> |
|                                              |                  |                  |                 |
| Appartement Le Faubourg                      | BELY             |                  | 260.00 €        |
| Bureau de Poste La Ville                     | LOCA POSTE       | 253 x 112.49/171 | 166.43 €        |
| Campanile                                    | DIOCESE          |                  | 157.00 €        |
| Locaux 1 rue principale « Ilot Pierre »      | ADMR             |                  |                 |
| <b>125.00 €</b>                              |                  |                  |                 |

DIT que ces montants seront recouvrés au moyen de titres de recettes et imputés sur Le Budget Général - Article 70878 — Remboursements de frais par d'autres redevables.

CHARGE Madame le Maire de l'application de ces décisions.

## COMMUNE DE MOLIERES

### DÉLIBÉRATION N° 250929\_04 DU 29 SEPTEMBRE 2025

#### BAR HOTEL RESTAURANT - RÉPARTITION DE LA TAXE FONCIÈRE 2025 (3-6-2)

Considérant le crédit bail du 16 juin 2006 notamment la page 8, conclu entre la Commune de Molières et l'Auberge du Quercy Blanc.

Considérant la taxe foncière 2025 du Bar Hôtel Restaurant, s'élevant à 2 533 € dont 443 € de Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères.

Après en avoir délibéré,  
Le Conseil Municipal, à l'unanimité

FIXE les montants de la taxe foncière 2024 à récupérer auprès de l'Auberge du Quercy Blanc, comme ci-dessous :

|           |       |               |
|-----------|-------|---------------|
| JANVIER   | 2026  | 211.00        |
| FÉVRIER   | 2026  | 211.00        |
| MARS      | 2026  | 211.00        |
| AVRIL     | 2026  | 211.00        |
| MAI       | 2026  | 211.00        |
| JUIN      | 2026  | 211.00        |
| JUILLET   | 2026  | 211.00        |
| AOUT      | 2026  | 211.00        |
| SEPTEMBRE | 2026  | 211.00        |
| OCTOBRE   | 2026  | 211.00        |
| NOVEMBRE  | 2026  | 211.00        |
| DÉCEMBRE  | 2026  | <u>212.00</u> |
|           | TOTAL | 2 533.00      |

DIT que les crédits seront inscrits sur le budget de l'exercice 2026 du « BAR HOTEL RESTAURANT »  
Article 70878 - Remboursements de frais par d'autres redevables.  
CHARGE Madame le Maire de l'application de ces décisions.

DÉLIBÉRATION N° 250929\_05 DU 29 SEPTEMBRE 2025

## BUDGET SUPERETTE - RÉCUPÉRATION DE LA TAXE D'ENLEVEMENTS

DES ORDURES MÉNAGÈRES 2025 (3-6-2)

Madame le Maire rappelle à l'Assemblée que les ordures ménagères sont de la compétence de la Communauté de Communes du Quercy Caussadais et précise que celle-ci a instauré, à compter de 2011 la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM).

Toutefois, conformément à l'article 23 de la loi du 06 juillet 1989, cette taxe peut être récupérée auprès des locataires.

Considérant la taxe foncière 2025 de l'immeuble Superette incluant la taxe ordures ménagères,

Après en avoir délibéré,  
Le Conseil Municipal, à l'unanimité

FIXE le montant de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères de l'exercice 2025 à récupérer auprès du gérant de la Superette, comme ci-dessous :

| <u>Immeuble</u>                    | <u>Locataire</u>   |           | <u>Montant</u> |
|------------------------------------|--------------------|-----------|----------------|
| Superette SPAR 45 Avenue de Larché | SARL NAESSENS Enzo | 561€*7/12 | 327.25 €       |

DIT que ce montant sera recouvré au moyen de titres de recettes et imputé sur l'Article 70878 « Remboursements de frais par d'autres redevables » du Budget Superette.

CHARGE Madame le Maire de l'application de ces décisions.

## COMMUNE DE MOLIERES

DÉLIBÉRATION N° 250929\_06 DU 29 SEPTEMBRE 2025

### RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC

DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF 2024 (8-8)

Madame le Maire rappelle que le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) impose, par son article L.2224-5, la réalisation d'un rapport annuel sur le prix et la qualité du service (RPQS) d'assainissement collectif pour l'année écoulée.

Ce rapport doit être présenté à l'assemblée délibérante dans les 9 mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné et faire l'objet d'une délibération. En application de l'article D.2224-7 du CGCT, le présent rapport et sa délibération seront transmis dans un délai de 15 jours, par voie électronique, au Préfet et au système d'information prévu à l'article L. 213-2 du code de l'environnement (le SISPEA). Ce SISPEA correspond à l'observatoire national des services publics de l'eau et de l'assainissement.

Le présent rapport est public et permet d'informer les usagers du service, notamment par une mise en ligne sur le site de l'observatoire national des services publics de l'eau et de l'assainissement.

Après présentation de ce rapport,

Le conseil municipal à l'unanimité :

- ✓ **ADOpte** le rapport 2024 sur le prix et la qualité du service public d'assainissement collectif
- ✓ **DECIDE** de mettre en ligne le rapport et sa délibération sur le site [www.services.eaufrance.fr](http://www.services.eaufrance.fr)
- ✓ **DECIDE** de renseigner et publier les indicateurs de performance sur le SISPEA
- ✓ **DIT** qu'un exemplaire du RPQS 2024 est annexé à la présente délibération

Molières 20250031

assainissement collectif

**Rapport annuel  
sur le Prix et la Qualité du Service  
public de l'assainissement collectif**

**Exercice 2024**

Rapport annuel relatif au prix et à la qualité du service public de l'assainissement collectif pour l'exercice présenté conformément à l'article L2224 - 5 du code général des collectivités territoriales et au décret du 2 mai 2007.

Les informations sur fond bleu sont obligatoires au titre du décret.

Tout renseignement concernant la réglementation en vigueur, la définition et le calcul des différents indicateurs peut être obtenu sur le site [www.services.eaufrance.fr](http://www.services.eaufrance.fr), rubrique « l'Observatoire »

Si les informations pré-remplies ne sont pas correctes, veuillez contacter votre DDT

## Table des matières

|         |                                                                                                                                                                                          |                                               |
|---------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|
| 1.      | Caractérisation technique du service.....                                                                                                                                                | 4                                             |
| 1.1.    | Présentation du territoire desservi .....                                                                                                                                                | 4                                             |
| 1.2.    | Mode de gestion du service .....                                                                                                                                                         | 4                                             |
| 1.3.    | Estimation de la population desservie (D201.0).....                                                                                                                                      | <b>Erreur ! Source du renvoi introuvable.</b> |
| 1.4.    | Nombre d'abonnés.....                                                                                                                                                                    | <b>Erreur ! Source du renvoi introuvable.</b> |
| 1.5.    | Volumes facturés.....                                                                                                                                                                    | <b>Erreur ! Source du renvoi introuvable.</b> |
| 1.6.    | Détail des imports et exports d'effluents .....                                                                                                                                          | 7                                             |
| 1.7.    | Autorisations de déversements d'effluents industriels (D.202.0) .....                                                                                                                    | 7                                             |
| 1.8.    | Linéaire de réseaux de collecte (hors branchements) et/ou transfert.....                                                                                                                 | 8                                             |
| 1.9.    | Ouvrages d'épuration des eaux usées.....                                                                                                                                                 | 9                                             |
| 1.10.   | Quantités de boues issues des ouvrages d'épuration (D203.0).....                                                                                                                         | 11                                            |
| 1.10.1. | Quantités de boues produites par les ouvrages d'épuration.....                                                                                                                           | 11                                            |
| 1.10.2. | Quantités de boues évacuées des ouvrages d'épuration.....                                                                                                                                | 11                                            |
| 2.      | Tarification de l'assainissement et recettes du service.....                                                                                                                             | 12                                            |
| 2.1.    | Modalités de tarification.....                                                                                                                                                           | 12                                            |
| 2.2.    | Facture d'assainissement type (D204.0).....                                                                                                                                              | <b>Erreur ! Source du renvoi introuvable.</b> |
| 2.3.    | Recettes.....                                                                                                                                                                            | 15                                            |
| 3.      | Indicateurs de performance .....                                                                                                                                                         | 16                                            |
| 3.1.    | Taux de desserte par le réseau d'assainissement collectif (P201.1) .....                                                                                                                 | 16                                            |
| 3.2.    | Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux .....                                                                                                                      | 16                                            |
| 3.3.    | Conformité de la collecte des effluents (P203.3).....                                                                                                                                    | 18                                            |
| 3.4.    | Conformité des équipements des stations de traitement des eaux usées (P204.3) .....                                                                                                      | 18                                            |
| 3.5.    | Conformité de la performance des ouvrages d'épuration (P205.3) .....                                                                                                                     | 19                                            |
| 3.6.    | Taux de boues évacuées selon les filières conformes à la réglementation (P206.3) .....                                                                                                   | 19                                            |
| 3.7.    | Taux de débordement des effluents dans les locaux des usagers (P251.1).....                                                                                                              | 20                                            |
| 3.8.    | Points noirs du réseau de collecte (P252.2).....                                                                                                                                         | <b>Erreur ! Source du renvoi introuvable.</b> |
| 3.9.    | Taux moyen de renouvellement des réseaux de collecte (P253.2) .....                                                                                                                      | 21                                            |
| 3.10.   | Conformité des performances des équipements d'épuration (P254.3) .....                                                                                                                   | 22                                            |
| 3.11.   | Indice de connaissance des rejets au milieu naturel (P255.3).....                                                                                                                        | <b>Erreur ! Source du renvoi introuvable.</b> |
| 3.12.   | Durée d'extinction de la dette de la collectivité (P256.2) .....                                                                                                                         | 23                                            |
| 3.13.   | Taux d'impayés sur les factures de l'année précédente (P257.0) .....                                                                                                                     | 24                                            |
| 3.14.   | Taux de réclamations (P258.1) .....                                                                                                                                                      | <b>Erreur ! Source du renvoi introuvable.</b> |
| 4.      | Financement des investissements.....                                                                                                                                                     | 26                                            |
| 4.1.    | Montants financiers .....                                                                                                                                                                | 26                                            |
| 4.2.    | Etat de la dette du service .....                                                                                                                                                        | 26                                            |
| 4.3.    | Amortissements .....                                                                                                                                                                     | 26                                            |
| 4.4.    | Présentation des projets à l'étude en vue d'améliorer la qualité du service à l'utilisateur et les performances environnementales du service et montants prévisionnels des travaux ..... | 26                                            |
| 4.5.    | Présentation des programmes pluriannuels de travaux adoptés par l'assemblée délibérante au cours du dernier exercice .....                                                               | 26                                            |
| 5.      | Actions de solidarité et de coopération décentralisée dans le domaine de l'eau .....                                                                                                     | 27                                            |
| 5.1.    | Abandons de créance ou versements à un fonds de solidarité (P207.0).....                                                                                                                 | 27                                            |
| 5.2.    | Opérations de coopération décentralisée (cf. L 1115-1-1 du CGCT) .....                                                                                                                   | 27                                            |
| 6.      | Tableau récapitulatif des indicateurs .....                                                                                                                                              | 28                                            |

# 1. Caractérisation technique du service

## 1.1. Présentation du territoire desservi



Le service est géré au niveau ☒ communal  
☐ intercommunal

- Nom de la collectivité : Molières
- Nom de l'entité de gestion : assainissement collectif
- Caractéristiques (commune, EPCI et type, etc.) : Commune
- Compétences liées au service :

**Oui**      **Non**

Collecte ☒ ☐

Transport ☒ ☐

Dépollution ☒ ☐

Contrôle de raccordement ☐ ☐

Elimination des boues produites ☐ ☐

Et à la demande des propriétaires : Les travaux de mise en conformité de la partie privative du branchement ☐ ☐

Les travaux de suppression ou d'obturation des fosses ☐ ☐

- Territoire desservi (communes adhérentes au service, secteurs et hameaux desservis, etc.) : Molières
- Existence d'une CCSPL ☐ Oui ☒ Non
- Existence d'un zonage ☐ Oui, date d'approbation\* : ..... ☐ Non
- Existence d'un règlement de service ☐ Oui, date d'approbation\* : ..... ☐ Non

## 1.2. Mode de gestion du service



Le service est exploité en Régie à autonomie financière

\* Approbation en assemblée délibérante

### 1.3. Estimation de la population desservie (D201.0)



Est ici considérée comme un habitant desservi toute personne – y compris les résidents saisonniers – domiciliée dans une zone où il existe à proximité une antenne du réseau public d'assainissement collectif sur laquelle elle est ou peut être raccordée.

Le service public d'assainissement collectif dessert **670** habitants au 31/12/2024 (670 au 31/12/2023).

### 1.4. Nombre d'abonnés



Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'Agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.

Le service public d'assainissement collectif dessert **319** abonnés au 31/12/2024 (319 au 31/12/2023).

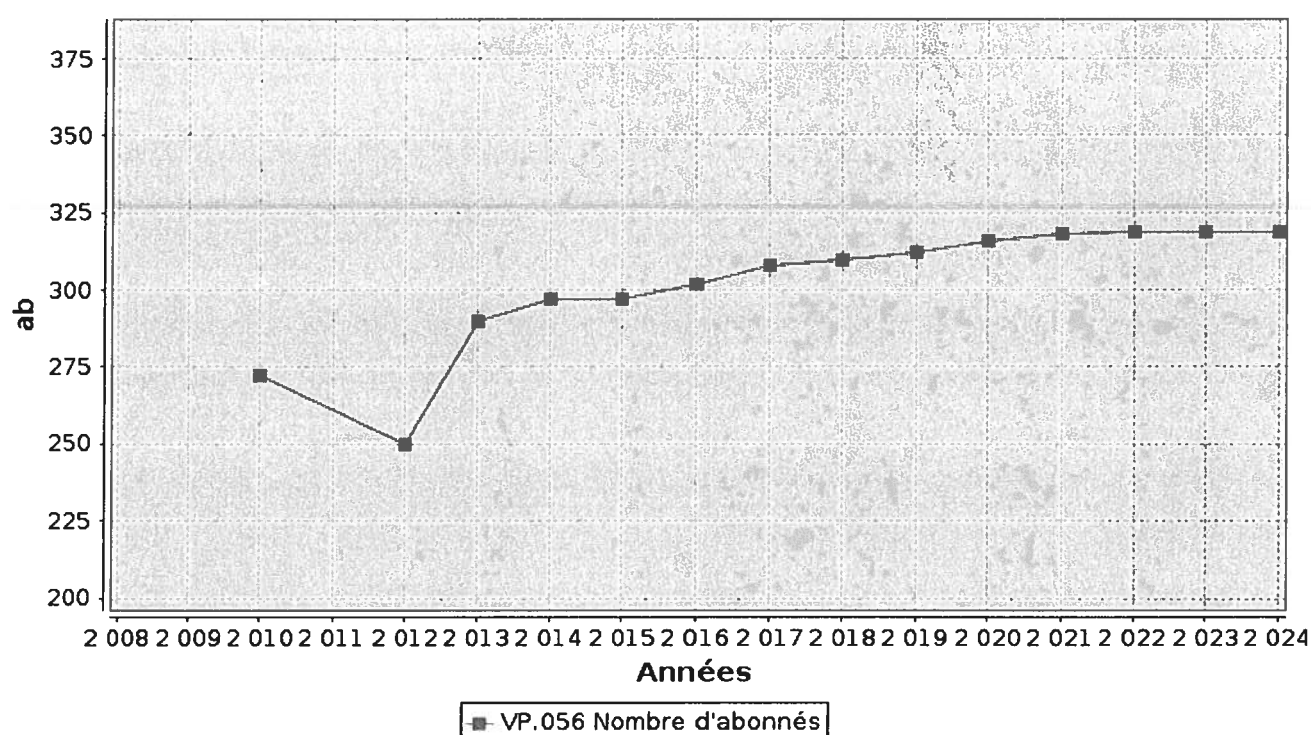
La répartition des abonnés par commune est la suivante

| Commune      | Nombre total d'abonnés 31/12/2023 | Nombre d'abonnés domestiques au 31/12/2024 | Nombre d'abonnés non domestiques au 31/12/2024 | Nombre total d'abonnés au 31/12/2024 | Variation en % |
|--------------|-----------------------------------|--------------------------------------------|------------------------------------------------|--------------------------------------|----------------|
| Molières     |                                   |                                            |                                                |                                      |                |
| <b>Total</b> | <b>319</b>                        | <b>319</b>                                 | <b>0</b>                                       | <b>319</b>                           | <b>0%</b>      |

Nombre d'abonnés potentiels déterminé à partir du document de zonage d'assainissement : 321.

La densité linéaire d'abonnés (nombre d'abonnés par km de réseau hors branchement est de 44,31 abonnés/km) au 31/12/2024. (44,31 abonnés/km au 31/12/2023).

Le nombre d'habitants par abonné (population desservie rapportée au nombre d'abonné) est de 2,1 habitants/abonné au 31/12/2024. (2,1 habitants/abonné au 31/12/2023).

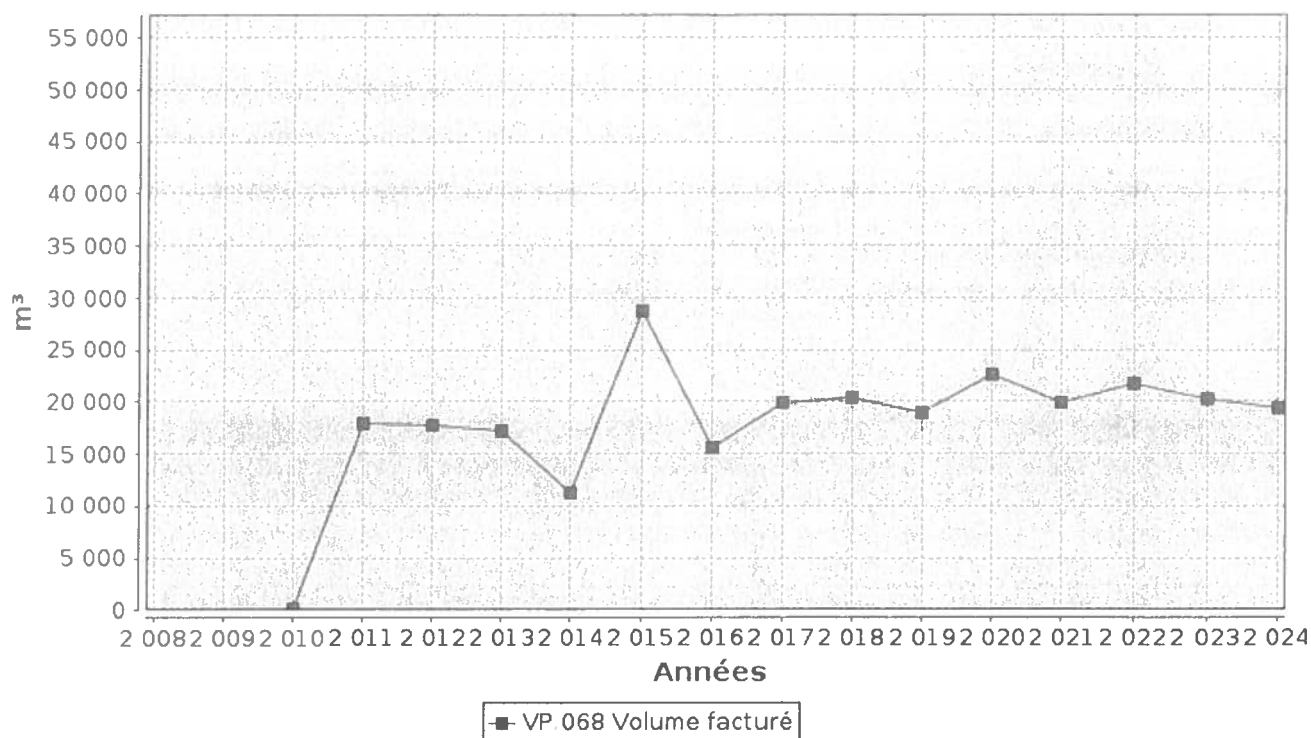


## 1.5. Volumes facturés



|                                               | Volumes facturés durant l'exercice 2023 en m³ | Volumes facturés durant l'exercice 2024 en m³ | Variation en % |
|-----------------------------------------------|-----------------------------------------------|-----------------------------------------------|----------------|
| Abonnés domestiques <sup>(1)</sup>            | 20 244                                        | 19 344                                        | -4.5%          |
| Abonnés non domestiques                       | 0                                             | 0                                             | 0              |
| <b>Total des volumes facturés aux abonnés</b> | <b>20 244</b>                                 | <b>19 344</b>                                 | <b>-4,5%</b>   |

(1) Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'Agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.



### 1.6. Détail des imports et exports d'effluents



| Volumes exportés vers...          | Volumes exportés durant l'exercice 2023 en m³ | Volumes exportés durant l'exercice 2024 en m³ | Variation en % |
|-----------------------------------|-----------------------------------------------|-----------------------------------------------|----------------|
|                                   |                                               |                                               |                |
|                                   |                                               |                                               |                |
| <b>Total des volumes exportés</b> |                                               |                                               |                |
| Volumes importés depuis...        | Volumes importés durant l'exercice 2023 en m³ | Volumes importés durant l'exercice 2024 en m³ | Variation en % |
|                                   |                                               |                                               |                |
|                                   |                                               |                                               |                |
| <b>Total des volumes importés</b> |                                               |                                               |                |

### 1.7. Autorisations de déversements d'effluents industriels (D.202.0)



Le nombre d'arrêtés autorisant le déversement d'eaux usées non-domestiques signés par la collectivité responsable du service de collecte des eaux usées en application et conformément aux dispositions de l'article L1331-10 du Code de la santé publique est de 0 au 31/12/2024 (0 au 31/12/2023).

### 1.8. Linéaire de réseaux de collecte (hors branchements) et/ou transfert



Le réseau de collecte et/ou transfert du service public d'assainissement collectif est constitué de :

- 0 km de réseau unitaire hors branchements,
- 7,2 km de réseau séparatif d'eaux usées hors branchements,

soit un linéaire de collecte total de 7,2 km (7,2 km au 31/12/2023).

Les ouvrages permettent la maîtrise des déversements d'effluents au milieu naturel par temps de pluie.

| Type d'équipement (cf. annexe) | Localisation | Volume éventuel de stockage |
|--------------------------------|--------------|-----------------------------|
|                                |              |                             |
|                                |              |                             |



## 1.9. Ouvrages d'épuration des eaux usées

20250035

Le service gère 2 Stations de Traitement des Eaux Usées (STEU) qui assurent le traitement des eaux usées.

STEU N°1 : Station d'épuration nouvelle Espanel

Code Sandre de la station : 0582113V002

| Caractéristiques générales                                    |                         |                                                                                                             |           |                      |           |                                                         |           |              |           |               |           |
|---------------------------------------------------------------|-------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|----------------------|-----------|---------------------------------------------------------|-----------|--------------|-----------|---------------|-----------|
| Filière de traitement (cf. annexe)                            |                         |                                                                                                             |           | Filtres Plantés      |           |                                                         |           |              |           |               |           |
| Date de mise en service                                       |                         |                                                                                                             |           | 01/12/2008           |           |                                                         |           |              |           |               |           |
| Commune d'implantation                                        |                         |                                                                                                             |           | Molières (82113)     |           |                                                         |           |              |           |               |           |
| Lieu-dit                                                      |                         |                                                                                                             |           | ESPANEL              |           |                                                         |           |              |           |               |           |
| Capacité nominale STEU en EH <sup>(1)</sup>                   |                         |                                                                                                             |           | 80                   |           |                                                         |           |              |           |               |           |
| Nombre d'abonnés raccordés                                    |                         |                                                                                                             |           | 17                   |           |                                                         |           |              |           |               |           |
| Nombre d'habitants raccordés                                  |                         |                                                                                                             |           | 34                   |           |                                                         |           |              |           |               |           |
| Débit de référence journalier admissible en m <sup>3</sup> /j |                         |                                                                                                             |           | 12                   |           |                                                         |           |              |           |               |           |
| Prescriptions de rejet                                        |                         |                                                                                                             |           |                      |           |                                                         |           |              |           |               |           |
| Soumise à                                                     |                         | <input type="checkbox"/> Autorisation en date du ...<br><input type="checkbox"/> Déclaration en date du ... |           |                      |           |                                                         |           |              |           |               |           |
| Milieu récepteur du rejet                                     |                         | Type de milieu récepteur                                                                                    |           | Eau douce de surface |           |                                                         |           |              |           |               |           |
|                                                               |                         | Nom du milieu récepteur                                                                                     |           | Merlanes Lemboulas   |           |                                                         |           |              |           |               |           |
| Polluant autorisé                                             |                         | Concentration au point de rejet (mg/l)                                                                      |           |                      |           | et / ou                                                 |           |              |           | Rendement (%) |           |
| DBO <sub>5</sub>                                              |                         | 35                                                                                                          |           |                      |           | <input type="checkbox"/> et <input type="checkbox"/> ou |           |              |           | 60            |           |
| DCO                                                           |                         | 200                                                                                                         |           |                      |           | <input type="checkbox"/> et <input type="checkbox"/> ou |           |              |           | 60            |           |
| MES                                                           |                         |                                                                                                             |           |                      |           | <input type="checkbox"/> et <input type="checkbox"/> ou |           |              |           | 50            |           |
| NGL                                                           |                         |                                                                                                             |           |                      |           | <input type="checkbox"/> et <input type="checkbox"/> ou |           |              |           |               |           |
| NTK                                                           |                         |                                                                                                             |           |                      |           | <input type="checkbox"/> et <input type="checkbox"/> ou |           |              |           |               |           |
| pH                                                            |                         |                                                                                                             |           |                      |           | <input type="checkbox"/> et <input type="checkbox"/> ou |           |              |           |               |           |
| NH <sub>4</sub> <sup>+</sup>                                  |                         |                                                                                                             |           |                      |           | <input type="checkbox"/> et <input type="checkbox"/> ou |           |              |           |               |           |
| Pt                                                            |                         |                                                                                                             |           |                      |           | <input type="checkbox"/> et <input type="checkbox"/> ou |           |              |           |               |           |
| Charges rejetées par l'ouvrage                                |                         |                                                                                                             |           |                      |           |                                                         |           |              |           |               |           |
| Date du bilan<br>24h                                          | Conformité<br>(Oui/Non) | Conformité du rejet en concentration et/ou en rendement selon arrêté                                        |           |                      |           |                                                         |           |              |           |               |           |
|                                                               |                         | DBO <sub>5</sub>                                                                                            |           | DCO                  |           | MES                                                     |           | NGL          |           | Pt            |           |
|                                                               |                         | Conc<br>mg/l                                                                                                | Rend<br>% | Conc<br>mg/l         | Rend<br>% | Conc<br>mg/l                                            | Rend<br>% | Conc<br>mg/l | Rend<br>% | Conc<br>mg/l  | Rend<br>% |
| 15/05/2024                                                    | OUI                     | 1.4                                                                                                         |           | 48                   |           | 5                                                       |           | 12.6         |           | 5.3           |           |
| 17/09/2024                                                    | OUI                     | Pas de rejet d'effluents dans le milieu naturel                                                             |           |                      |           |                                                         |           |              |           |               |           |
|                                                               |                         |                                                                                                             |           |                      |           |                                                         |           |              |           |               |           |

<sup>(1)</sup> EH ou Equivalent-Habitant : unité de mesure de la capacité d'une filière d'épuration, basée sur le rejet journalier moyen théorique d'un abonné domestique

<sup>(2)</sup> en tonnes de Matière Sèche (tMS)

**STEU N°2 : Station d'épuration "péchourbal"**  
Code Sandre de la station : 0582113V001

| <b>Caractéristiques générales</b>                             |                         |                                                                                                                                     |           |                      |           |                                                         |           |              |           |               |           |
|---------------------------------------------------------------|-------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|----------------------|-----------|---------------------------------------------------------|-----------|--------------|-----------|---------------|-----------|
| Filière de traitement (cf. annexe)                            |                         |                                                                                                                                     |           | Lagunage naturel     |           |                                                         |           |              |           |               |           |
| Date de mise en service                                       |                         |                                                                                                                                     |           | 31/12/1979           |           |                                                         |           |              |           |               |           |
| Commune d'implantation                                        |                         |                                                                                                                                     |           | Molières (82113)     |           |                                                         |           |              |           |               |           |
| Lieu-dit                                                      |                         |                                                                                                                                     |           | PECHOURBAL           |           |                                                         |           |              |           |               |           |
| Capacité nominale STEU en EH <sup>(1)</sup>                   |                         |                                                                                                                                     |           | 700                  |           |                                                         |           |              |           |               |           |
| Nombre d'abonnés raccordés                                    |                         |                                                                                                                                     |           | 302                  |           |                                                         |           |              |           |               |           |
| Nombre d'habitants raccordés                                  |                         |                                                                                                                                     |           | 634                  |           |                                                         |           |              |           |               |           |
| Débit de référence journalier admissible en m <sup>3</sup> /j |                         |                                                                                                                                     |           | 105                  |           |                                                         |           |              |           |               |           |
| <b>Prescriptions de rejet</b>                                 |                         |                                                                                                                                     |           |                      |           |                                                         |           |              |           |               |           |
| Soumise à                                                     |                         | <input type="checkbox"/> Autorisation en date du ...<br><input checked="" type="checkbox"/> Déclaration en date du ... 24 MARS 2004 |           |                      |           |                                                         |           |              |           |               |           |
| Milieu récepteur du rejet                                     |                         | Type de milieu récepteur                                                                                                            |           | Eau douce de surface |           |                                                         |           |              |           |               |           |
|                                                               |                         | Nom du milieu récepteur                                                                                                             |           | Lemboulas            |           |                                                         |           |              |           |               |           |
| Polluant autorisé                                             |                         | Concentration au point de rejet (mg/l)                                                                                              |           |                      |           | et / ou                                                 |           |              |           | Rendement (%) |           |
| DBO <sub>5</sub>                                              |                         | 25                                                                                                                                  |           |                      |           | <input type="checkbox"/> et <input type="checkbox"/> ou |           |              |           |               |           |
| DCO                                                           |                         | 125                                                                                                                                 |           |                      |           | <input type="checkbox"/> et <input type="checkbox"/> ou |           |              |           |               |           |
| MES                                                           |                         | 150                                                                                                                                 |           |                      |           | <input type="checkbox"/> et <input type="checkbox"/> ou |           |              |           |               |           |
| NGL                                                           |                         |                                                                                                                                     |           |                      |           | <input type="checkbox"/> et <input type="checkbox"/> ou |           |              |           |               |           |
| NTK                                                           |                         |                                                                                                                                     |           |                      |           | <input type="checkbox"/> et <input type="checkbox"/> ou |           |              |           |               |           |
| pH                                                            |                         |                                                                                                                                     |           |                      |           | <input type="checkbox"/> et <input type="checkbox"/> ou |           |              |           |               |           |
| NH <sub>4</sub> <sup>+</sup>                                  |                         |                                                                                                                                     |           |                      |           | <input type="checkbox"/> et <input type="checkbox"/> ou |           |              |           |               |           |
| Pt                                                            |                         |                                                                                                                                     |           |                      |           | <input type="checkbox"/> et <input type="checkbox"/> ou |           |              |           |               |           |
| <b>Charges rejetées par l'ouvrage</b>                         |                         |                                                                                                                                     |           |                      |           |                                                         |           |              |           |               |           |
| Date du bilan<br>24h                                          | Conformité<br>(Oui/Non) | Conformité du rejet en concentration et/ou en rendement selon arrêté                                                                |           |                      |           |                                                         |           |              |           |               |           |
|                                                               |                         | DBO <sub>5</sub>                                                                                                                    |           | DCO                  |           | MES                                                     |           | NGL          |           | Pt            |           |
|                                                               |                         | Conc<br>mg/l                                                                                                                        | Rend<br>% | Conc<br>mg/l         | Rend<br>% | Conc<br>mg/l                                            | Rend<br>% | Conc<br>mg/l | Rend<br>% | Conc<br>mg/l  | Rend<br>% |
| 15/05/2024                                                    | OUI                     | 10                                                                                                                                  |           | 91                   |           | 45                                                      |           | 16           |           | 3.6           |           |
| 17/09/2024                                                    | OUI                     | 11                                                                                                                                  | 92%       | 110                  | 79%       | 94                                                      | 78%       | 19.74        | 82%       | 5.5           | 57%       |
|                                                               |                         |                                                                                                                                     |           |                      |           |                                                         |           |              |           |               |           |

**1.10. Quantités de boues issues des ouvrages d'épuration (D203.0)****1.10.1. Quantités de boues produites par les ouvrages d'épuration**

| Boues produites entre le 1 <sup>er</sup> janvier et le 31 décembre  | Exercice 2023 en tMS      | Exercice 2024 en tMS      |
|---------------------------------------------------------------------|---------------------------|---------------------------|
| Station d'épuration nouvelle Espanel<br>(Code Sandre : 0582113V002) | 0                         | 0                         |
| Station d'épuration "péchourbal"<br>(Code Sandre : 0582113V001)     | 4.05<br>Estimation SATESE | 2.78<br>Estimation SATESE |
| <b>Total des boues produites</b>                                    | <b>4.05</b>               | <b>2.78</b>               |

**1.10.2. Quantités de boues évacuées des ouvrages d'épuration**

| Boues évacuées entre le 1 <sup>er</sup> janvier et le 31 décembre   | Exercice 2023 en tMS | Exercice 2024 en tMS |
|---------------------------------------------------------------------|----------------------|----------------------|
| Station d'épuration nouvelle Espanel<br>(Code Sandre : 0582113V002) | 0                    | 0                    |
| Station d'épuration "péchourbal"<br>(Code Sandre : 0582113V001)     | 0                    | 0                    |
| <b>Total des boues évacuées</b>                                     | <b>0</b>             | <b>0</b>             |

## 2. Tarification de l'assainissement et recettes du service

### 2.1. Modalités de tarification



La facture d'assainissement collectif comporte une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, etc.).

Les tarifs applicables aux 01/01/2024 et 01/01/2025 sont les suivants :

|                                                                    | Au 01/01/2024 | Au 01/01/2025 |
|--------------------------------------------------------------------|---------------|---------------|
| Frais d'accès au service:                                          | 0             | 0             |
| Participation pour l'Assainissement Collectif (PAC) <sup>(1)</sup> | 1000          | 1100          |
| Participation aux frais de branchement                             | 0             | 0             |

<sup>(1)</sup> Cette participation, créée par l'article 30 de la loi de finances rectificative pour 2012 n° 2012-354 du 14 mars 2012, correspond à l'ancienne Participation pour le Raccordement au Réseau d'Assainissement (PRRA), initialement Participation pour Raccordement à l'Egout (PRE)

| Tarifs                                      |                                                         | Au 01/01/2024         | Au 01/01/2025          |
|---------------------------------------------|---------------------------------------------------------|-----------------------|------------------------|
| <b>Part de la collectivité</b>              |                                                         |                       |                        |
| Part fixe (€ HT/an)                         |                                                         |                       |                        |
|                                             | Abonnement <sup>(1)</sup>                               | 73,5 €                | 80,5 €                 |
| Part proportionnelle (€ HT/m <sup>3</sup> ) |                                                         |                       |                        |
|                                             | Prix au m <sup>3</sup>                                  | 0,95 €/m <sup>3</sup> | 1,05 €/m <sup>3</sup>  |
| Autre : .....                               |                                                         | ___ €                 | ___ €                  |
| <b>Taxes et redevances</b>                  |                                                         |                       |                        |
| Taxes                                       |                                                         |                       |                        |
|                                             | Taux de TVA <sup>(2)</sup>                              | 10 %                  | 10 %                   |
| Redevances                                  |                                                         |                       |                        |
|                                             | Modernisation des réseaux de collecte (Agence de l'Eau) | 0,25 €/m <sup>3</sup> | 0,105 €/m <sup>3</sup> |
|                                             | VNF rejet :                                             | ___ €/m <sup>3</sup>  | ___ €/m <sup>3</sup>   |
|                                             | Autre : _____                                           | ___ €/m <sup>3</sup>  | ___ €/m <sup>3</sup>   |

<sup>(1)</sup> Cet abonnement est celui pris en compte dans la facture 120 m<sup>3</sup>.

<sup>(2)</sup> L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les services en régie et obligatoire en cas de délégation de service public.

Les délibérations fixant les différents tarifs et prestations aux abonnés pour l'exercice sont les suivantes :

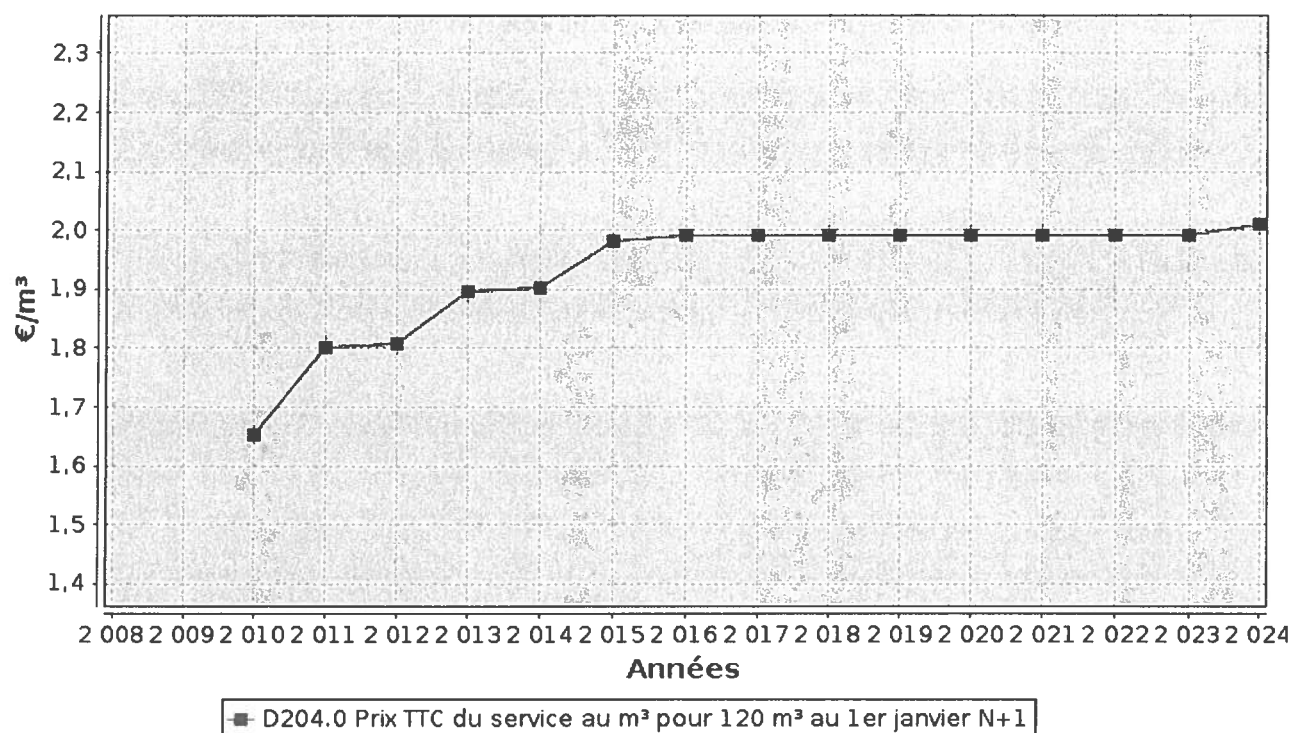
- Délibération du 20/12/2024 effective à compter du 01/01/2025 fixant les tarifs du service d'assainissement collectif.
- Délibération du 20/12/2024 effective à compter du 01/01/2025 fixant la Participation pour le Raccordement au Réseau d'Assainissement.

2.2. **Facture d'assainissement type (D204.0)**

Les tarifs applicables au 01/01/2024 et au 01/01/2025 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m<sup>3</sup>/an) sont :

| Facture type                                                              | Au 01/01/2024 en € | Au 01/01/2025 en € | Variation en % |
|---------------------------------------------------------------------------|--------------------|--------------------|----------------|
| <b>Part de la collectivité</b>                                            |                    |                    |                |
| Part fixe annuelle                                                        | 73,50              | 80,50              | 9,5%           |
| Part proportionnelle                                                      | 114,00             | 126,00             | 10,5%          |
| Montant HT de la facture de 120 m <sup>3</sup> revenant à la collectivité | 187,50             | 206,50             | 10,1%          |
| <b>Part du délégataire (en cas de délégation de service public)</b>       |                    |                    |                |
| Part fixe annuelle                                                        | _____              | _____              | _____%         |
| Part proportionnelle                                                      | _____              | _____              | _____%         |
| Montant HT de la facture de 120 m <sup>3</sup> revenant au délégataire    | _____              | _____              | _____%         |
| <b>Taxes et redevances</b>                                                |                    |                    |                |
| Redevance de modernisation des réseaux de collecte (Agence de l'Eau)      | 30,00              | 12.60              | -58%           |
| VNF Rejet :                                                               | _____              | _____              | _____%         |
| Autre : _____                                                             | _____              | _____              | _____%         |
| TVA                                                                       | 21,75              | 21.91              | 0.7%           |
| Montant des taxes et redevances pour 120 m <sup>3</sup>                   | 51,75              | 34.51              | -33,3%         |
| <b>Total</b>                                                              | <b>239,25</b>      | <b>241.01</b>      | <b>0,7%</b>    |
| <b>Prix TTC au m<sup>3</sup></b>                                          | <b>1,99</b>        | <b>2,01</b>        | <b>1%</b>      |

**ATTENTION :** si la production et/ou le transport sont effectués par un autre service et sont facturés directement à l'abonné, il convient de rajouter ces tarifs dans le tableau précédent.



Dans le cas d'un EPCI, le tarif pour chaque commune est :

| Commune  | Prix au 01/01/2024<br>en €/m³ | Prix au 01/01/2025<br>en €/m³ |
|----------|-------------------------------|-------------------------------|
| Molières |                               |                               |

La facturation est effectuée avec une fréquence :

- ☒ annuelle  
☐ semestrielle  
☐ trimestrielle  
☐ quadrimestrielle

Pour chaque élément du prix ayant évolué depuis l'exercice précédent, les éléments explicatifs (financement de travaux, remboursement de dettes, augmentation du coût des fournitures, etc.) sont les suivants :

Financement des travaux de réparation du réseau et étude diagnostic du réseau

|  |
|--|
|  |
|  |
|  |

**Recettes de la collectivité :**

| Type de recette                               | Exercice 2023 en € | Exercice 2024 en € | Variation en % |
|-----------------------------------------------|--------------------|--------------------|----------------|
| Redevance eaux usées usage domestique         | 42 237.30          | 41 823.30          |                |
| <i>dont abonnements</i>                       |                    |                    |                |
| Redevance eaux usées usage non domestique     |                    |                    |                |
| <i>dont abonnements</i>                       |                    |                    |                |
| Recette pour boues et effluents importés      |                    |                    |                |
| Régularisations (+/-)                         |                    |                    |                |
| Total recettes de facturation                 |                    |                    |                |
| Recettes de raccordement                      | 0                  | 0                  |                |
| Prime de l'Agence de l'Eau                    | 5 061.00           | 4 836.00           |                |
| Contribution au titre des eaux pluviales      |                    |                    |                |
| Recettes liées aux travaux                    |                    |                    |                |
| Contribution exceptionnelle du budget général |                    |                    |                |
| Autres recettes (préciser)                    |                    |                    |                |
| Total autres recettes                         |                    |                    |                |
| <b>Total des recettes</b>                     | <b>47 298.30</b>   | <b>46 659.30</b>   |                |

**Recettes globales :** Total des recettes de vente d'eau au 31/12/2024 : 46 659.30 € (47 298 au 31/12/2023).

### **3. Indicateurs de performance**

#### **3.1. Taux de desserte par le réseau d'assainissement collectif (P201.1)**



Cet indicateur est le ratio entre le nombre d'abonnés desservis par le réseau d'assainissement collectif et le nombre d'abonnés potentiels déterminé à partir du document de zonage d'assainissement.

$$\text{taux de desserte par les réseaux d'eaux usées} = \frac{\text{nombre d'abonnés desservis}}{\text{nombre d'abonnés potentiels}} * 100$$

Pour l'exercice 2024, le taux de desserte par les réseaux d'eaux usées est de **99,38%** des 321 abonnés potentiels (99,69% pour 2023).

#### **3.2. Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P202.2B)**



L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées a évolué en 2013 (indice modifié par l'arrêté du 2 décembre 2013). De nouvelles modalités de calcul ayant été définies, les valeurs d'indice affichées à partir de l'exercice 2013 ne doivent pas être comparées à celles des exercices précédents.

L'obtention de 40 points pour les parties A et B ci-dessous est nécessaire pour considérer que le service dispose du descriptif détaillé des ouvrages de collecte et de transport des eaux usées mentionné à l'article D 2224-5-1 du code général des collectivités territoriales.

**La valeur de cet indice varie entre 0 et 120 (ou 0 et 100 pour les services n'ayant pas la mission de distribution).**

La valeur de l'indice est obtenue en faisant la somme des points indiqués dans les parties A, B et C décrites ci-dessous et avec les conditions suivantes :

- Les 30 points d'inventaire des réseaux (partie B) ne sont comptabilisés que si les 15 points des plans de réseaux (partie A) sont acquis.
- Les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.

|                                                                                                                                                                                                                                                            | nombre de points                             | Valeur   | points potentiels |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------|----------|-------------------|
| <b>PARTIE A : PLAN DES RESEAUX</b><br>(15 points)                                                                                                                                                                                                          |                                              |          |                   |
| VP.250 - Existence d'un plan de réseaux mentionnant la localisation des ouvrages annexes (relèvement, refoulement, déversoirs d'orage, ...) et les points d'autosurveillance du réseau                                                                     | oui : 10 points<br>non : 0 point             | Oui      | 10                |
| VP.251 - Existence et mise en œuvre d'une procédure de mise à jour, au moins chaque année, du plan des réseaux pour les extensions, réhabilitations et renouvellements de réseaux (en l'absence de travaux, la mise à jour est considérée comme effectuée) | oui : 5 points<br>non : 0 point              | Oui      | 5                 |
| <b>PARTIE B : INVENTAIRE DES RESEAUX</b><br>(30 points qui ne sont décomptés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)                                                                                                                 |                                              |          |                   |
| VP.252 - Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan, du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques                                                 | 0 à 15 points sous conditions <sup>(1)</sup> | Oui      | 0                 |
| VP.254 - Procédure de mise à jour des plans intégrant la mise à jour de l'inventaire des réseaux                                                                                                                                                           |                                              | Non      |                   |
| VP.253 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres                                                                                                                                       |                                              | 10%      |                   |
| VP.255 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose                                                                                                                                    | 0 à 15 points sous conditions <sup>(2)</sup> | 10%      | 0                 |
| <b>PARTIE C : AUTRES ELEMENTS DE CONNAISSANCE ET DE GESTION DES RESEAUX</b><br>(75 points qui ne sont décomptés que si 40 points au moins ont été obtenus en partie A et B)                                                                                |                                              |          |                   |
| VP.256 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel le plan des réseaux mentionne l'altimétrie                                                                                                                                                          | 0 à 15 points sous conditions <sup>(3)</sup> | 10%      | 0                 |
| VP.257 Localisation et description des ouvrages annexes (relèvement, refoulement, déversoirs d'orage, ...)                                                                                                                                                 | oui : 10 points<br>non : 0 point             | Oui      | 10                |
| VP.258 Inventaire mis à jour, au moins chaque année, des équipements électromécaniques existants sur les ouvrages de collecte et de transport des eaux usées (en l'absence de modifications, la mise à jour est considérée comme effectuée)                | oui : 10 points<br>non : 0 point             | Oui      | 10                |
| VP.259 - Nombre de branchements de chaque tronçon dans le plan ou l'inventaire des réseaux <sup>(4)</sup>                                                                                                                                                  | oui : 10 points<br>non : 0 point             | Oui      | 10                |
| VP.260 - Localisation des interventions et travaux réalisés (curage curatif, désobstruction, réhabilitation, renouvellement, ...) pour chaque tronçon de réseau                                                                                            | oui : 10 points<br>non : 0 point             | Oui      | 10                |
| VP.261 - Existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel d'inspection et d'auscultation du réseau assorti d'un document de suivi contenant les dates des inspections et les réparations ou travaux qui en résultent                                  | oui : 10 points<br>non : 0 point             | —        | 0                 |
| VP.262 - Existence et mise en œuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement (programme détaillé assorti d'un estimatif portant sur au moins 3 ans)                                                                                                         | oui : 10 points<br>non : 0 point             | —        | 0                 |
| <b>TOTAL (indicateur P202.2B)</b>                                                                                                                                                                                                                          | <b>120</b>                                   | <b>-</b> | <b>15</b>         |

(1) l'existence de l'inventaire et d'une procédure de mise à jour ainsi qu'une connaissance minimum de 50 % des matériaux et diamètres sont requis pour obtenir les 10 premiers points. Si la connaissance des matériaux et diamètres atteint 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points supplémentaires sont respectivement de 1, 2, 3, 4 et 5

(2) l'existence de l'inventaire ainsi qu'une connaissance minimum de 50 % des périodes de pose sont requis pour obtenir les 10 premiers points. Si la connaissance des périodes de pose atteint 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points supplémentaires sont respectivement de 1, 2, 3, 4 et 5

(3) Si la connaissance de l'altimétrie atteint 50, 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points obtenus sont respectivement de 10, 11, 12, 13, 14 et 15

(4) non pertinent si le service n'a pas la mission de collecte

L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux du service est 15 pour l'exercice 2024 (15 pour 2023).

### 3.3. Conformité de la collecte des effluents (P203.3)



(réseau collectant une charge > 2000 EH)

Cet indicateur – de valeur 0 (non-conforme) ou 100 (conforme) pour chaque système de collecte (ensemble de réseaux aboutissant à une même station) – s'obtient auprès des services de la Police de l'Eau.

Un indice de conformité global pour le service est ensuite obtenu en pondérant par l'importance de la charge brute de pollution organique transitant par chaque système.

|                                      | Charge brute de pollution transitant par le système de collecte en kg DBO5/j pour l'exercice 2024 | Conformité exercice 2023<br>0 ou 100 | Conformité exercice 2024<br>0 ou 100 |
|--------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------|--------------------------------------|
| Station d'épuration nouvelle Espanel | 1,02                                                                                              | 100                                  | 100                                  |
| Station d'épuration "péchourbal"     | 14,9                                                                                              | 100                                  | 100                                  |

Pour l'exercice 2024, l'indice global de conformité de la collecte des effluents est **100** (100 en 2023).

### 3.4. Conformité des équipements des stations de traitement des eaux usées (P204.3)



(uniquement pour les STEU d'une capacité > 2000 EH)

Cet indicateur – de valeur 0 (non-conforme) ou 100 (conforme) pour chaque station de traitement des eaux usées d'une capacité > 2000 EH – s'obtient auprès des services de la Police de l'Eau.

Un indice de conformité global pour le service est ensuite obtenu en pondérant par les charges brutes de pollution organique pour le périmètre du système de traitement de chaque station de traitement des eaux usées.

|                                      | Charge brute de pollution organique reçue par la station de traitement des eaux usées en kg DBO5/j exercice 2024 | Conformité exercice 2023<br>0 ou 100 | Conformité exercice 2024<br>0 ou 100 |
|--------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------|--------------------------------------|
| Station d'épuration nouvelle Espanel | 1,02                                                                                                             | 100                                  | 100                                  |
| Station d'épuration "péchourbal"     | 14,9                                                                                                             | 100                                  | 100                                  |

Pour l'exercice 2024, l'indice global de conformité des équipements des STEU est **100** (100 en 2023).

### 3.5. Conformité de la performance des ouvrages d'épuration (P205.3)



(uniquement pour les STEU d'une capacité > 2000 EH)

Cet indicateur – de valeur 0 (non-conforme) ou 100 (conforme) pour chaque station de traitement des eaux usées d'une capacité > 2000 EH – s'obtient auprès de la Police de l'Eau.

Un indice de conformité global pour le service est ensuite obtenu en pondérant par les charges brutes de pollution organique pour le périmètre du système de traitement de chaque station de traitement des eaux usées.

|                                      | Charge brute de pollution organique reçue par la station de traitement des eaux usées en kg DBO5/j exercice 2024 | Conformité exercice 2023<br>0 ou 100 | Conformité exercice 2024<br>0 ou 100 |
|--------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------|--------------------------------------|
| Station d'épuration nouvelle Espanel | 1,02                                                                                                             | 100                                  | 100                                  |
| Station d'épuration "péchourbal"     | 14,9                                                                                                             | 100                                  | 100                                  |

Pour l'exercice 2024, l'indice global de conformité de la performance des ouvrages d'épuration est **100** (100 en 2023).

### 3.6. Taux de boues évacuées selon les filières conformes à la réglementation (P206.3)



Une filière d'évacuation des boues d'épuration est dite conforme si elle remplit les deux conditions suivantes :

- le transport des boues est effectué conformément à la réglementation en vigueur,
- la filière de traitement est autorisée ou déclarée selon son type et sa taille.

#### Station d'épuration nouvelle Espanel :

| Filières mises en oeuvre                            |                                       | tMS   |
|-----------------------------------------------------|---------------------------------------|-------|
| Valorisation agricole                               | <input type="checkbox"/> Conforme     |       |
|                                                     | <input type="checkbox"/> Non conforme |       |
| Compostage                                          | <input type="checkbox"/> Conforme     |       |
|                                                     | <input type="checkbox"/> Non conforme |       |
| Incinération                                        | <input type="checkbox"/> Conforme     |       |
|                                                     | <input type="checkbox"/> Non conforme |       |
| Evacuation vers une STEU <sup>(1)</sup>             | <input type="checkbox"/> Conforme     |       |
|                                                     | <input type="checkbox"/> Non conforme |       |
| Autre : ...                                         | <input type="checkbox"/> Conforme     |       |
|                                                     | <input type="checkbox"/> Non conforme |       |
| Tonnage total de matières sèches évacuées conformes |                                       | _____ |

<sup>(1)</sup> L'évacuation vers une STEU d'un autre service peut être considérée comme une filière conforme si le service qui réceptionne les boues a donné son accord (convention de réception des effluents) et si sa STEU dispose elle-même d'une filière conforme.

### Station d'épuration "péchourbal" :

| Filières mises en oeuvre                            |                                       | tMS   |
|-----------------------------------------------------|---------------------------------------|-------|
| Valorisation agricole                               | <input type="checkbox"/> Conforme     |       |
|                                                     | <input type="checkbox"/> Non conforme |       |
| Compostage                                          | <input type="checkbox"/> Conforme     |       |
|                                                     | <input type="checkbox"/> Non conforme |       |
| Incinération                                        | <input type="checkbox"/> Conforme     |       |
|                                                     | <input type="checkbox"/> Non conforme |       |
| Evacuation vers une STEU <sup>(1)</sup>             | <input type="checkbox"/> Conforme     |       |
|                                                     | <input type="checkbox"/> Non conforme |       |
| Autre : ...                                         | <input type="checkbox"/> Conforme     |       |
|                                                     | <input type="checkbox"/> Non conforme |       |
| Tonnage total de matières sèches évacuées conformes |                                       | _____ |

$$\text{taux de boues évacuées selon les filières conformes à la réglementation} = \frac{\text{TMS admis par une filière conforme}}{\text{TMS total évacué par toutes les filières}} * 100$$

Pour l'exercice 2024, le taux de boues évacuées selon les filières conformes à la réglementation est  % (  % en 2023).

### 3.7. Taux de débordement des effluents dans les locaux des usagers (P251.1)



L'indicateur mesure un nombre d'événements ayant un impact direct sur les habitants, de par l'impossibilité de continuer à rejeter les effluents au réseau public et les atteintes portées à l'environnement (nuisance, pollution). Il a pour objet de quantifier les dysfonctionnements du service dont les habitants ne sont pas responsables à titre individuel.

L'exercice 2024, 0 demandes d'indemnisation ont été déposées en vue d'un dédommagement.

$$\text{taux de débordement des effluents pour 1000 hab} = \frac{\text{nombre de demandes d'indemnisation déposées en vue d'un dédommagement}}{\text{nombre d'habitants desservis}} * 1000$$

Pour l'exercice 2024, le taux de débordement des effluents est de 0 pour 1000 habitants (0 en 2023).



### 3.8. Points noirs du réseau de collecte (P252.2)

20250091

Cet indicateur donne un éclairage sur l'état et le bon fonctionnement du réseau de collecte des eaux usées à travers le nombre de points sensibles nécessitant des interventions d'entretien spécifiques ou anormalement fréquentes.

Est un point noir tout point du réseau nécessitant au moins deux interventions par an (préventive ou curative), quelle que soit la nature du problème (contre-pente, racines, déversement anormal par temps sec, odeurs, mauvais écoulement, etc.) et celle de l'intervention (curage, lavage, mise en sécurité, etc.).

Sont à prendre en compte les interventions sur les parties publiques des branchements et – si l'intervention est nécessitée par un défaut situé sur le réseau public – dans les parties privatives des usagers.

Nombre de points noirs pour l'exercice 2024 : 0

$$\text{nombre de points noirs ramené à 100 km de réseau} = \frac{\text{nombre de points noirs}}{\text{linéaire du réseau de collecte hors branchements}} * 100$$

Pour l'exercice 2024, le nombre de points noirs est de 0 par 100 km de réseau (0 en 2023).



### 3.9. Taux moyen de renouvellement des réseaux de collecte (P253.2)

Ce taux est le quotient, exprimé en pourcentage, de la moyenne sur 5 ans du linéaire de réseau renouvelé par la longueur totale du réseau. Le linéaire renouvelé inclut les sections de réseaux remplacées à l'identique ou renforcées ainsi que les sections réhabilitées. Les interventions ponctuelles effectuées pour mettre fin à un incident localisé en un seul point du réseau ne sont pas comptabilisées, même si un élément de canalisation a été remplacé.

| Exercice                                                            | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|---------------------------------------------------------------------|------|------|------|------|------|
| Taux moyen de renouvellement des réseaux d'assainissement collectif | —    | —    | —    | 0    | 0    |

Au cours des 5 dernières exercices, 0 km de linéaire de réseau ont été renouvelés.

Le taux moyen de renouvellement des réseaux est :

$$\text{taux moyen de renouvellement des réseaux} = \frac{L_N + L_{N-1} + L_{N-2} + L_{N-3} + L_{N-4}}{5 * \text{linéaire du réseau de desserte}} * 100$$

Pour l'exercice 2024, le taux moyen de renouvellement des réseaux est 0% (0% en 2023).

### 3.10. Conformité des performances des équipements d'épuration (P254.3)



(uniquement pour les STEU d'une capacité > 2000 EH)

Cet indicateur est le pourcentage de bilans réalisés sur 24 heures dans le cadre de l'auto-surveillance qui sont conformes soit à l'arrêté préfectoral, soit au manuel d'auto-surveillance établis avec la Police de l'Eau (en cas d'absence d'arrêté préfectoral et de manuel d'auto-surveillance, l'indicateur n'est pas évalué).

Les bilans jugés utilisables pour évaluer la conformité des rejets mais montrant que l'effluent arrivant à la station est en-dehors des limites de capacité de traitement de celle-ci (que ce soit en charge hydraulique ou en pollution) sont à exclure.

La conformité des performances des équipements d'épuration se calcule pour chaque STEU de capacité > 2000 EH selon la formule suivante :

$$\text{conformité des performances des équipements d'épuration} = \frac{\text{nombre de bilans conformes}}{\text{nombre de bilans réalisés}} * 100$$

Pour l'exercice 2024, les indicateurs de chaque STEU de capacité > 2000 EH sont les suivants :

|                                      | Nombre de bilans réalisés exercice 2024 | Nombre de bilans conformes exercice 2024 | Pourcentage de bilans conformes exercice 2023 | Pourcentage de bilans conformes exercice 2024 |
|--------------------------------------|-----------------------------------------|------------------------------------------|-----------------------------------------------|-----------------------------------------------|
| Station d'épuration nouvelle Espanel | 2                                       | 2                                        | 100                                           | 100                                           |
| Station d'épuration "péchourbal"     | 2                                       | 2                                        | 100                                           | 100                                           |

Un indice de conformité global pour le service est ensuite obtenu en pondérant par les charges annuelles en DBO<sub>5</sub> arrivant sur le périmètre du système de traitement de chaque station de traitement des eaux usées.

Pour l'exercice 2024, l'indice global de conformité des performances des équipements d'épuration est **100** (100 en 2023).

### 3.11. Indice de connaissance des rejets au milieu naturel (P255.3)



La valeur de cet indice est comprise entre 0 et 120, avec le barème suivant :

| L'obtention des 80 premiers points se fait par étape, la deuxième ne pouvant être acquise si la première ne l'est |                                                                                                                                                                                                                                                                        | Exercice 2023 | Exercice 2024 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|---------------|
| 20                                                                                                                | identification sur plan et visite de terrain pour localiser les points de rejet potentiels aux milieux récepteurs                                                                                                                                                      | Oui           | Oui           |
| + 10                                                                                                              | évaluation sur carte et sur une base forfaitaire de la pollution collectée en amont de chaque point potentiel                                                                                                                                                          | Oui           | Oui           |
| + 20                                                                                                              | enquêtes de terrain pour situer les déversements, témoins de rejet pour en identifier le moment et l'importance                                                                                                                                                        | Oui           | Oui           |
| + 30                                                                                                              | mesures de débit et de pollution sur les rejets (cf. arrêté du 22/12/1994 relatif à la surveillance des ouvrages)                                                                                                                                                      | Non           | Non           |
| Les 40 points ci-dessous peuvent être obtenus si le service a déjà collecté les 80 points ci-dessus               |                                                                                                                                                                                                                                                                        |               |               |
| + 10                                                                                                              | rapport sur la surveillance des réseaux et STEU des agglomérations d'assainissement et ce qui en est résulté                                                                                                                                                           | Oui           | Oui           |
| + 10                                                                                                              | connaissance de la qualité des milieux récepteurs et évaluation de l'impact des rejets                                                                                                                                                                                 | Oui           | Oui           |
| Pour les secteurs équipés en réseaux séparatifs ou partiellement séparatifs                                       |                                                                                                                                                                                                                                                                        |               |               |
| + 10                                                                                                              | évaluation de la pollution déversée par les réseaux pluviaux au milieu récepteur, les émissaires concernés devant drainer au moins 70% du territoire desservi en amont, les paramètres observés étant a minima la pollution organique (DCO) et l'azote organique total | Oui           | Oui           |
| Pour les secteurs équipés en réseaux unitaires ou mixtes                                                          |                                                                                                                                                                                                                                                                        |               |               |
| + 10                                                                                                              | Mise en place d'un suivi de la pluviométrie caractéristique du service d'assainissement et des rejets des principaux déversoirs d'orage                                                                                                                                | Oui           | Oui           |

L'indice de connaissance des rejets au milieu naturel du service est **50** (50 en 2023).

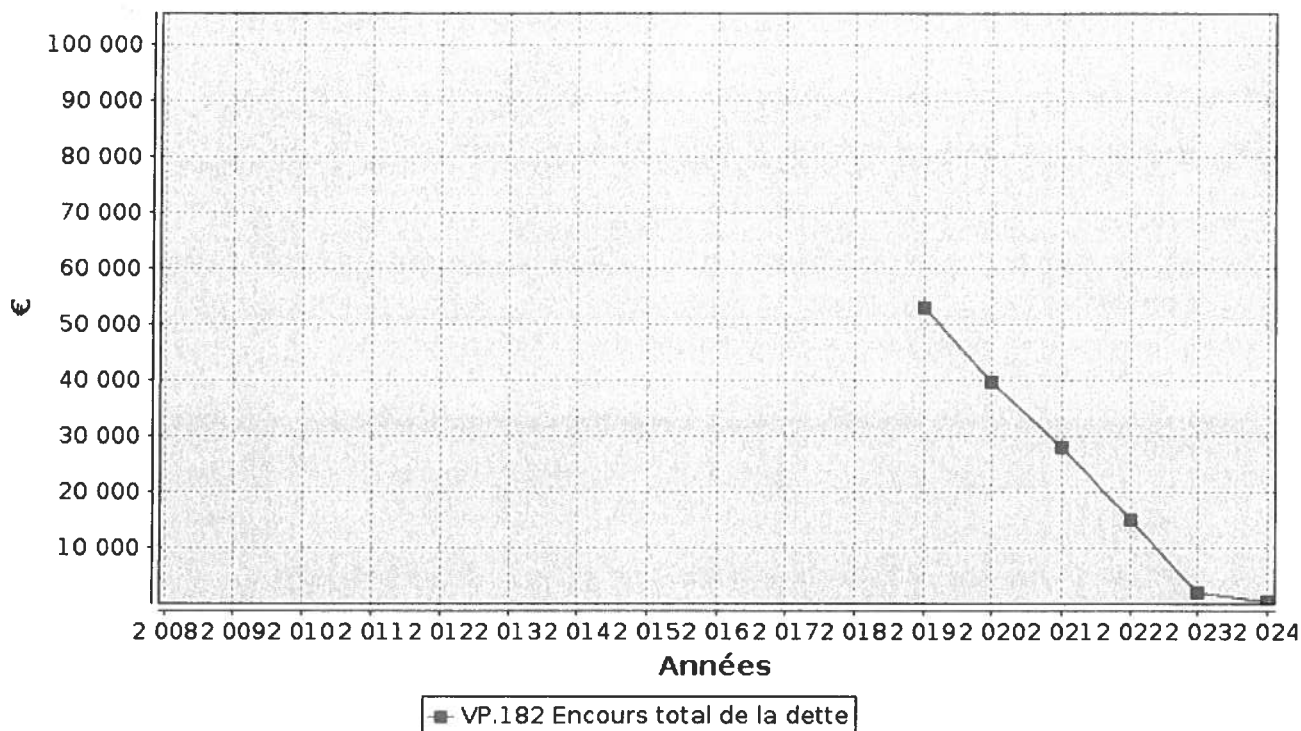
### 3.12. Durée d'extinction de la dette de la collectivité (P256.2)



La durée d'extinction de la dette se définit comme la durée théorique nécessaire pour rembourser la dette du service si la collectivité affecte à ce remboursement la totalité de l'autofinancement dégagé par le service ou épargne brute annuelle (recettes réelles – dépenses réelles, calculée selon les modalités prescrites par l'instruction comptable M49).

$$\text{durée d'extinction de la dette pour l'année de l'exercice} = \frac{\text{encours de la dette au 31 décembre de l'exercice}}{\text{épargne brute annuelle}}$$

|                                          | Exercice 2023 | Exercice 2024 |
|------------------------------------------|---------------|---------------|
| Encours de la dette en €                 | 2 140,76      | 494           |
| Epargne brute annuelle en €              | 16 474,69     | 17 997,99     |
| Durée d'extinction de la dette en années | 0,1           | 0             |



### 3.13. Taux d'impayés sur les factures de l'année précédente (P257.0)



Ne sont ici considérées que les seules factures portant sur l'assainissement collectif proprement dit. Sont donc exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers, ainsi que les éventuels avoirs distribués (par exemple suite à une erreur de facturation ou à une fuite).

Toute facture impayée au 31/12/2024 est comptabilisée, quelque soit le motif du non-paiement.

$$\text{taux d'impayés sur les factures de l'année précédente} = \frac{\text{montant d'impayés au titre de l'année précédente tel que connu au 31 décembre de l'année en cours}}{\text{chiffre d'affaires TTC (hors travaux) au titre de l'année précédente}} \times 100$$

|                                                                             | Exercice \$NMinus1.year | Exercice 2024 |
|-----------------------------------------------------------------------------|-------------------------|---------------|
| Montant d'impayés en € au titre de l'année 2023 tel que connu au 31/12/2024 | 412,19                  | 537,93        |
| Chiffre d'affaires TTC facturé (hors travaux) en € au titre de l'année 2023 | 58 650,57               | 52 028,13     |
| Taux d'impayés en % sur les factures d'assainissement 2023                  | 0,7                     | 1,03          |

## 3.14. Taux de réclamations (P258.1)



Cet indicateur reprend les réclamations écrites de toute nature relatives au service de l'assainissement collectif, à l'exception de celles qui sont relatives au niveau de prix (cela comprend notamment les réclamations réglementaires, y compris celles qui sont liées au règlement de service).

Existence d'un dispositif de mémorisation des réclamations reçues

☐ Oui ☒ Non

Nombre de réclamations écrites reçues par l'opérateur : \_\_\_\_\_

Nombre de réclamations écrites reçues par la collectivité : 0

$$\text{taux de réclamations} = \frac{\text{nombre de réclamations (hors prix) laissant une trace écrite}}{\text{nombre total d'abonnés du service}} * 1000$$

Pour l'exercice 2024, le taux de réclamations est de 0 pour 1000 abonnés (0 en 2023).

## 4. Financement des investissements

### 4.1. *Montants financiers*



|                                                                                   | Exercice 2023 | Exercice 2024 |
|-----------------------------------------------------------------------------------|---------------|---------------|
| Montants financiers HT des travaux engagés pendant le dernier exercice budgétaire | 29 897.47     | 12 245.98     |
| Montants des subventions en €                                                     | 0             | 0             |
| Montants des contributions du budget général en €                                 | 0             | 0             |

### 4.2. *Etat de la dette du service*



L'état de la dette au 31 décembre [N] fait apparaître les valeurs suivantes :

|                                                                |             | Exercice 2023 | Exercice 2024 |
|----------------------------------------------------------------|-------------|---------------|---------------|
| Encours de la dette au 31 décembre N (montant restant dû en €) |             | 2 140,76      | 494           |
| Montant remboursé durant l'exercice en €                       | en capital  | 13 065.95     | 1 646.76      |
|                                                                | en intérêts | 216.97        | 0             |

### 4.3. *Amortissements*



Pour l'exercice 2024, la dotation aux amortissements a été de 34 828.17 € (33 833.17 € en 2023).

### 4.4. *Présentation des projets à l'étude en vue d'améliorer la qualité du service à l'usager et les performances environnementales du service et montants prévisionnels des travaux*



| Projets à l'étude | Montants prévisionnels en € | Montants prévisionnels de l'année précédente en € |
|-------------------|-----------------------------|---------------------------------------------------|
|                   |                             |                                                   |
|                   |                             |                                                   |

### 4.5. *Présentation des programmes pluriannuels de travaux adoptés par l'assemblée délibérante au cours du dernier exercice*



| Programmes pluriannuels de travaux adoptés | Année prévisionnelle de réalisation | Montants prévisionnels en € |
|--------------------------------------------|-------------------------------------|-----------------------------|
|                                            |                                     |                             |
|                                            |                                     |                             |

## 5. Actions de solidarité et de coopération décentralisée dans le domaine de l'eau

### 5.1. *Abandons de créance ou versements à un fonds de solidarité (P207.0)*



Cet indicateur a pour objectif de mesurer l'implication sociale du service.

Entrent en ligne de compte :

- les versements effectués par la collectivité au profit d'un fonds créé en application de l'article L261-4 du Code de l'action sociale et des familles (Fonds de Solidarité Logement, par exemple) pour aider les personnes en difficulté,
- les abandons de créance à caractère social, votés au cours de l'année par l'assemblée délibérante de la collectivité (notamment ceux qui sont liés au FSL).

L'année 2024, le service a reçu 0 demandes d'abandon de créance et en a accordé 0.

0 € ont été abandonnés et/ou versés à un fonds de solidarité, soit 0 €/m<sup>3</sup> pour l'année 2024 (0,0291 €/m<sup>3</sup> en 2023).

### 5.2. *Opérations de coopération décentralisée (cf. L 1115-1-1 du CGCT)*



Peuvent être ici listées les opérations mises en place dans le cadre de l'article L1115-1-1 du Code général des collectivités territoriales, lequel ouvre la possibilité aux collectivités locales de conclure des conventions avec des autorités locales étrangères pour mener des actions de coopération ou d'aide au développement.

| Bénéficiaire | Montant en € |
|--------------|--------------|
|              |              |
|              |              |

## 6. Tableau récapitulatif des indicateurs

|         |                                                                                                                                                                     | Valeur 2023 | Valeur 2024 |
|---------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|-------------|
|         | <b>Indicateurs descriptifs des services</b>                                                                                                                         |             |             |
| D201.0  | Estimation du nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaire ou séparatif                                                          | 670         | 670         |
| D202.0  | Nombre d'autorisations de déversement d'effluents d'établissements industriels au réseau de collecte des eaux usées                                                 | 0           | 0           |
| D203.0  | Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration [tMS]                                                                                                             | 0           | 0           |
| D204.0  | Prix TTC du service au m <sup>3</sup> pour 120 m <sup>3</sup> [€/m <sup>3</sup> ]                                                                                   | 1,99        | 2,01        |
|         | <b>Indicateurs de performance</b>                                                                                                                                   |             |             |
| P201.1  | Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées                                                                                                         | 99,69%      | 99,38%      |
| P202.2B | Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées [points]                                                                   | 15          | 15          |
| P203.3  | Conformité de la collecte des effluents aux prescriptions définies en application du décret 94-469 du 3 juin 1994 modifié par le décret du 2 mai 2006               | 100%        | 100%        |
| P204.3  | Conformité des équipements d'épuration aux prescriptions définies en application du décret 94-469 du 3 juin 1994 modifié par le décret du 2 mai 2006                | 100%        | 100%        |
| P205.3  | Conformité de la performance des ouvrages d'épuration aux prescriptions définies en application du décret 94-469 du 3 juin 1994 modifié par le décret du 2 mai 2006 | 100%        | 100%        |
| P206.3  | Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation                                                             | ____%       | ____%       |
| P207.0  | Montant des abandons de créance ou des versements à un fonds de solidarité [€/m <sup>3</sup> ]                                                                      | 0,0291      | 0           |

COMMUNE DE MOLIERES

DÉLIBÉRATION N° 250929\_07 DU 29 SEPTEMBRE 2025

RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC

L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF DE LA CCQC – EXERCICE 2024 (5-7-8)

Madame le Maire présente au Conseil Municipal le rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement non collectif relatif à l'exercice 2024.

Ce rapport a été présenté et validé lors du Conseil Communautaire du Quercy Caussadais, EPCI compétente en matière de gestion du service public de l'assainissement non collectif sur le territoire, le 24 Juin 2025, en application de l'article D 2224-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le présent rapport est public et permet d'informer les usagers du service.

Madame le Maire indique qu'un exemplaire de ce rapport est transmis aux communes et doit être présenté aux conseils municipaux afin que ceux-ci en prennent acte (art D.2224-3 du Code Général des Collectivités Territoriales).

Madame le Maire propose au Conseil Municipal de prendre acte du contenu du rapport sur le prix et la qualité du service de l'assainissement non collectif de l'exercice 2024.

Où l'exposé de Madame le Maire,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Le Conseil Municipal prend acte du rapport sur le prix et la qualité du service de l'assainissement non collectif pour l'exercice 2024 annexé à la présente.

**RAPPORT ANNUEL  
PRIX ET QUALITE DU  
SERVICE PUBLIC  
D'ASSAINISSEMENT  
NON COLLECTIF**

**RPQS**

**2024**





Sommaire :

|                                                                                         |           |
|-----------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| <b>Préambule :</b> .....                                                                | <b>3</b>  |
| <b>Informations générales</b> .....                                                     | <b>4</b>  |
| <b>Mode de gestion du service</b> .....                                                 | <b>5</b>  |
| <b>Règlement de service</b> .....                                                       | <b>7</b>  |
| <b>Habitants desservis</b> .....                                                        | <b>7</b>  |
| <b>Indice de mise en œuvre du service</b> .....                                         | <b>7</b>  |
| <b>Périodicité des contrôles</b> .....                                                  | <b>8</b>  |
| <b>Tableau d'évolution du nombre d'installations recensées entre 2013 et 2024</b> ..... | <b>9</b>  |
| <b>Installations neuves</b> .....                                                       | <b>10</b> |
| <b>Données financières</b> .....                                                        | <b>12</b> |
| <b>Evolution tarifaire par type de contrôle entre 2017 et 2025</b> .....                | <b>12</b> |
| <b>Équilibre budgétaire et hausse des tarifs</b> .....                                  | <b>13</b> |
| <b>Tarifications</b> .....                                                              | <b>13</b> |
| <b>Le résultat de clôture 2024 du SPANC avec report N-1</b> .....                       | <b>14</b> |

# Préambule

D'après les Arrêtés du 7 septembre 2009 et du 27 avril 2012, les termes « installation d'assainissement non collectif » désignent toute installation d'assainissement assurant la collecte, le transport, le traitement et l'évacuation des eaux usées domestiques ou assimilées au titre de l'article R. 214-5 du Code de l'environnement des immeubles ou parties d'immeubles non raccordés au réseau public de collecte des eaux usées.

Le service public d'assainissement non collectif (SPANC), introduit par la loi sur l'eau du 3 janvier 1992, a notamment pour mission de vérifier la conception et la réalisation des installations neuves ou à réhabiliter ainsi que le fonctionnement et l'entretien de tous les autres dispositifs d'assainissement non collectif présents sur son territoire.

Le SPANC, comme tout service d'eau ou d'assainissement, est financièrement géré comme un service à caractère industriel et commercial, les usagers doivent notamment s'acquitter d'une redevance nécessaire à la réalisation de ses missions.

En France, **environ 4,5 millions de logements** soit près de **17 % de la population** ne sont pas raccordés à un réseau public de collecte des eaux usées, car situés en dehors des zones desservies. Ces foyers ont l'obligation de disposer d'un **système d'assainissement non collectif (ANC)**, chargé de traiter directement sur la parcelle leurs eaux usées domestiques avant leur rejet dans le milieu naturel.

On distingue ainsi deux formes d'assainissement :

- **l'assainissement collectif (AC)**, assuré par un réseau public ;
- **l'assainissement non collectif (ANC)**, autonome et individuel ou regroupé, pour les zones non raccordables.

Depuis la Loi sur l'eau du 3 janvier 1992, les communes (ou leurs groupements) sont tenues d'assurer le suivi des installations d'ANC, même si elles n'en sont pas les gestionnaires directs. Un dispositif mal conçu, mal entretenu ou défectueux peut en effet représenter un risque sanitaire ou environnemental important : pollution des sols, des eaux souterraines ou de surface, notamment en amont des zones sensibles (captages d'eau potable, zones de baignade...).

**L'ANC représente à ce jour environ 5 % des pressions polluantes sur la ressource en eau au niveau national.**

Pour prévenir ces risques, les installations doivent faire l'objet d'un contrôle régulier, afin de vérifier leur conformité, leur bon fonctionnement et, si besoin, d'inviter les usagers à effectuer les actions nécessaires (vidange, réparations, mise aux normes...).

Ces missions sont assurées par les SPANC (Services Publics d'Assainissement Non Collectif), portés soit par les communes, soit par des Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) comme les syndicats mixtes ou les communautés de communes lorsque la compétence leur a été transférée.

D'une manière générale, le SPANC intervient sur des installations recevant une charge brute de pollution allant de 0 à 1,2 kg/j de DBO5. Pour une installation neuve, le SPANC instruit les

projets de construction ou de réhabilitation dès le dépôt du permis de construire. Il peut même être amené à donner un avis en amont lors du dépôt d'un certificat d'urbanisme.

L'objet est de vérifier la compatibilité de la filière d'assainissement proposée par le pétitionnaire avec la réglementation, la nature du sol et la configuration géométrique du terrain. De plus, le SPANC vérifie si le dimensionnement du dispositif est adapté à l'occupation de l'habitation. Il vérifie ensuite la bonne réalisation des travaux par rapport au projet validé.

Pour les dispositifs d'assainissement déjà existants, le SPANC vérifie périodiquement que les installations ne portent pas atteinte à la salubrité publique, ni à la sécurité des personnes et permettent de préserver l'environnement. Il informe également l'usager sur ses obligations en matière d'entretien.

## Informations générales

Raison sociale : Communauté de Communes du Quercy Caussadais

Code SIRET : 248 200 057 00037

Adresse : 264 route de Treilhou

Tél. : 05.63.93.28.66

Courriel : [patricia.serin@quercycaussadais.fr](mailto:patricia.serin@quercycaussadais.fr)

**Le service est géré au niveau intercommunal par la Communauté de Communes du Quercy Caussadais.**

Les 19 communes composant la Communauté de Communes du Quercy Caussadais concernées par ce service sont : Auty, Caussade, Cayrac, Cayrieuch, Labastide de Penne, Lapenche, Lavaurette, Mirabel, Molières, Montalzat, Monteils, Montpezat de Quercy, Montfermier, Puylaroque, Réalville, Saint-Cirq, Saint-Georges, Saint-Vincent-d 'Autejac, Septfonds.

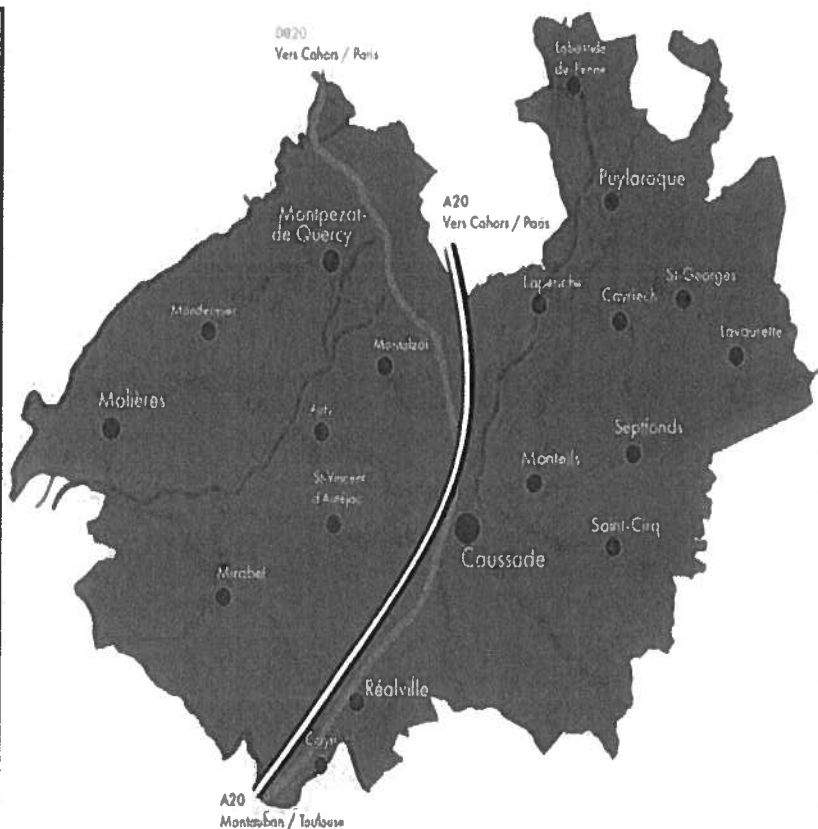
La population est d'environ 20 991 habitants.

- L'assainissement collectif est une compétence qui reste portée par les communes du Quercy Caussadais (avec transfert ou non à un Syndicat des Eaux)
- La compétence de l'assainissement non collectif a été transférée à la Communauté de Communes du Quercy Caussadais au 1<sup>er</sup> janvier 2006.

Les installations visées par ces contrôles sont celles qui équipent ou doivent équiper tout bâtiment (à usage domestique ou équivalent : c'est-à-dire hors installations industrielles et agricoles mais incluant par exemple les locaux administratifs, les hôtels, campings...) non raccordé à un réseau d'assainissement collectif, qu'il soit ou non raccordé au réseau d'adduction en eau potable. Les bâtiments peuvent être publics ou privés, à usage permanent, temporaire ou saisonnier.

### Schéma d'assainissement déterminant les zones d'ANC

| Communes      | Date des zonages après enquête publique |
|---------------|-----------------------------------------|
| AUTY          | 03/11/2003                              |
| CAUSSADE      | 27/09/2007                              |
| CAYRAC        | 06/11/2003                              |
| CAYRIECH      | 07/08/2007                              |
| LABASTIDE     | 24/10/2003                              |
| LAPENCHE      | 03/07/2018                              |
| LAVAURETTE    | 06/11/2003                              |
| MIRABEL       | 06/11/2003                              |
| MOLIERES      | 07/06/2018                              |
| MONTALZAT     | 09/12/2003                              |
| MONTEILS      | 14/09/2007                              |
| MONTPEZAT     | 17/10/2003                              |
| MONTFERMIER   | 12/12/2003                              |
| PUYLARQUE     | 17/10/2003                              |
| REALVILLE     | 07/06/2018                              |
| SAINT CIRQ    | 11/04/2016                              |
| SAINT GEORGES | 05/12/2003                              |
| SAINT VINCENT | 20/10/2003                              |
| SEPTFONDS     | 17/07/2017                              |



## Mode de gestion du service

La SAUR intervient pour le compte de la Communauté de Communes du Quercy Caussadais dans le cadre des missions de contrôle des installations d'assainissement non collectif (ANC). Les interventions sont déclenchées à la demande de notaires (dans le cadre de transactions immobilières), de particuliers (pétitionnaires) ou suite à des signalements de dysfonctionnements.

**Type de contrat :** Marché public

**Période de validité du marché :** du 01/01/2023 au 31/12/2026

**Référente :** Marjorie ARNAL – [marjorie.arnal@saur.com](mailto:marjorie.arnal@saur.com) 06.83.86.36.03

**Rappel des missions obligatoires du SPANC**

- Information et sensibilisation des usagers ;
- Diagnostic des installations existantes (notamment lors de ventes immobilières) et contrôle périodique de leur bon fonctionnement ;
- Contrôle de conception et de réalisation des installations neuves ou à réhabiliter.

Conformément au décret du 27 avril 2012, la SAUR contrôle :

**Contrôle de conception (visite de conseil préalable à l'installation)**

Durée minimale de 30 minutes, visant à :

- Vérifier l'adéquation de la filière proposée avec la nature du sol ;
- S'assurer du respect des prescriptions techniques en vigueur ;
- Contrôler le bon positionnement du système d'assainissement sur la parcelle.

À l'issue de cette visite, le prestataire :

- Fournit des conseils techniques et des fiches d'information ;
- Rédige un rapport de visite (« demande d'installation ») avec un schéma descriptif ;
- Adresse ce rapport à la Communauté de Communes, à la commune et au propriétaire.

**Contrôle de réalisation des travaux**

Effectué en deux temps (bas de filtre puis haut de filtre, avant remblaiement), il vise à :

- Vérifier la conformité des travaux réalisés : dimensionnement, implantation, raccordement, qualité des ouvrages et conformité au projet validé ;
- Produire un rapport de visite (« contrôle de bonne exécution ») incluant plans et coupes
- Transmettre le rapport à l'ensemble des parties prenantes.

**Diagnostic de l'existant (dans le cadre de ventes ou de contrôles périodiques)**

- L'inventaire, le dimensionnement, l'état et l'adéquation des ouvrages ;
- Le raccordement de toutes les eaux usées ;
- Le bon état des ventilations, regards, tampons, dispositifs de répartition et d'écoulement
- Le niveau des boues, la fréquence des vidanges et l'entretien des dispositifs annexes ;
- Les nuisances éventuelles (odeurs, écoulements...).
- Consulte les données des services compétents (ARS, mairies) ;
- Élabore des plans de situation (plan + coupe) des installations ;
- Sensibilise les usagers à l'entretien et au bon usage des systèmes d'assainissement ;
- Fournit un rapport synthétique de la visite, validé par la Communauté de Communes et transmis à tous les destinataires concernés.

## Règlement de service

Le règlement de service a été approuvé par délibération du 26 janvier 2006. Il est consultable au siège de la Communauté de Communes du Quercy Caussadais. En 2024, il n'y a pas eu de modification de schéma d'assainissement.

## Habitants desservis

Selon les données INSEE 2021, le nombre moyen de personnes par foyer dans la Communauté de Communes du Quercy Caussadais était de 2,1. En rapportant ce chiffre aux quelque 5 425 installations d'assainissement non collectif (ANC), le nombre d'habitants desservis par le SPANC peut être estimé à **environ 11 400 personnes**. Cette estimation reste indicative, certaines installations étant associées à des résidences secondaires, des logements inoccupés ou des usages spécifiques.

## Indice de mise en œuvre du service

L'indice de mise en œuvre du service pour l'année 2024 est de **100**.

### Partie A, 100 points

| Eléments Obligatoires                                  | Exercice 2024 | Points *   |
|--------------------------------------------------------|---------------|------------|
| Délimitation des zones d'ANC par une délibération      | oui           | 20/20      |
| Application d'un règlement de service                  | oui           | 20/20      |
| Mise en œuvre du contrôle des installations neuves     | oui           | 30/30      |
| Mise en œuvre du contrôle des installations existantes | oui           | 30/30      |
| <b>TOTAL</b>                                           |               | <b>100</b> |

### Partie B, 40 points

| Eléments facultatifs                                           | Exercice 2024 | Points * |
|----------------------------------------------------------------|---------------|----------|
| Le service assure l'entretien des installations                | Non           | 0/10     |
| Le service assure les travaux de réalisation et réhabilitation | Non           | 0/20     |
| Le service assure le traitement des matières de vidange        | Non           | 0/10     |
| <b>TOTAL</b>                                                   |               | <b>0</b> |

(\*) Les indicateurs techniques et financiers figurant obligatoirement dans les rapports annuels sur le prix et la qualité des services publics de l'eau potable et de l'assainissement sont définis par les annexes V et VI aux articles D. 2224-1, D. 2224-2 et D. 2224-3 du CGCT. **Formule de calcul** : [http://www.services.eaufrance.fr/docs/indicateurs/D302.0\\_fiche.pdf](http://www.services.eaufrance.fr/docs/indicateurs/D302.0_fiche.pdf)

## Périodicité des contrôles

Les diagnostics initiaux ayant été réalisés avant le 31 décembre 2012, les visites effectuées aujourd'hui relèvent désormais du **contrôle périodique de bon fonctionnement des installations** d'assainissement non collectif. La **dernière campagne de contrôles** s'est achevée au **31 décembre 2022**. Ces contrôles sont programmés **tous les dix ans**, à compter de la dernière vérification de l'installation. Ainsi, du **1er janvier au 31 décembre 2024**, des **contrôles de bon fonctionnement** ont été menés.

Elle s'est déroulée dans différentes communes du territoire, selon la répartition présentée dans le tableau ci-dessous.

| COMMUNES              | Total installations recensées en 2023 | Total installations recensées en 2024 | CBF en 2024 |
|-----------------------|---------------------------------------|---------------------------------------|-------------|
| AUTY                  | 74                                    | 75                                    |             |
| CAUSSADE              | 864                                   | 873                                   | 1           |
| CAYRAC                | 252                                   | 254                                   |             |
| CAYRIECH              | 109                                   | 109                                   |             |
| LABASTIDE DE PENNE    | 76                                    | 76                                    |             |
| LAPENCHE              | 82                                    | 82                                    |             |
| LAVAURETTE            | 128                                   | 128                                   |             |
| MIRABEL               | 423                                   | 424                                   |             |
| MOLIERES              | 382                                   | 384                                   | 2           |
| MONTALZAT             | 319                                   | 320                                   | 1           |
| MONTEILS              | 369                                   | 380                                   |             |
| MONTPEZAT DE QUERCY   | 542                                   | 543                                   |             |
| MONTFERMIER           | 48                                    | 48                                    |             |
| PUYLAROCQUE           | 287                                   | 287                                   | 1           |
| SAINT CIRQ            | 189                                   | 191                                   | 1           |
| SAINT GEORGES         | 131                                   | 131                                   |             |
| SAINT VINCENT D'AUTEJ | 131                                   | 131                                   | 2           |
| SEPTFONDS             | 495                                   | 495                                   |             |
| REALVILLE             | 493                                   | 494                                   |             |
|                       | 5 394                                 | 5 425                                 | 8           |

La périodicité des contrôles de bon fonctionnement est de 10 ans : délibération 2021-41 du 13/04/2021.

Tableau d'évolution du nombre d'installations recensées entre 2013 et 2024

| INSTALLATIONS RECENSÉES | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|-------------------------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| AUTY                    | 65   | 66   | 66   | 67   | 65   | 73   | 73   | 73   | 78   | 74   | 74   | 75   |
| CAUSSADE                | 755  | 777  | 791  | 800  | 755  | 804  | 815  | 820  | 860  | 856  | 864  | 873  |
| CAYRAC                  | 211  | 220  | 220  | 221  | 211  | 228  | 235  | 238  | 258  | 251  | 252  | 254  |
| CAYRIECH                | 107  | 108  | 109  | 113  | 107  | 115  | 115  | 115  | 120  | 109  | 109  | 109  |
| LABASTIDE DE PENNE      | 75   | 77   | 78   | 78   | 75   | 79   | 79   | 79   | 82   | 76   | 76   | 76   |
| LAPENCHE                | 77   | 79   | 79   | 80   | 77   | 87   | 87   | 87   | 89   | 82   | 82   | 82   |
| LAVAURETTE              | 125  | 127  | 127  | 130  | 125  | 125  | 125  | 125  | 131  | 128  | 128  | 128  |
| MIRABEL                 | 394  | 404  | 406  | 414  | 394  | 420  | 423  | 423  | 432  | 419  | 423  | 424  |
| MOLIERES                | 362  | 371  | 371  | 374  | 362  | 389  | 394  | 394  | 408  | 379  | 382  | 384  |
| MONTALZAT               | 267  | 277  | 282  | 288  | 267  | 316  | 319  | 319  | 329  | 316  | 319  | 320  |
| MONTEILS                | 327  | 338  | 342  | 347  | 327  | 361  | 361  | 361  | 374  | 363  | 369  | 380  |
| MONTPEZAT DE QUERCY     | 466  | 489  | 494  | 500  | 466  | 535  | 540  | 545  | 567  | 534  | 542  | 543  |
| MONTFERMIER             | 48   | 50   | 51   | 51   | 48   | 53   | 53   | 53   | 56   | 48   | 48   | 48   |
| PUYLAROQUE              | 270  | 278  | 282  | 283  | 270  | 300  | 302  | 304  | 318  | 285  | 287  | 287  |
| SAINT CIRQ              | 181  | 498  | 503  | 195  | 181  | 202  | 204  | 204  | 215  | 188  | 189  | 191  |
| SAINT GEORGES           | 117  | 191  | 191  | 124  | 117  | 132  | 135  | 135  | 141  | 129  | 131  | 131  |
| SAINT VINCENT D'AUTEJAC | 129  | 122  | 123  | 139  | 129  | 140  | 140  | 140  | 142  | 131  | 131  | 131  |
| SEPTFONDS               | 442  | 133  | 135  | 487  | 442  | 503  | 503  | 505  | 516  | 495  | 495  | 495  |
| REALVILLE               | 450  | 467  | 482  | 508  | 570  | 518  | 520  | 520  | 535  | 491  | 493  | 494  |
|                         | 4868 | 5072 | 5132 | 5199 | 4988 | 5380 | 5423 | 5440 | 5651 | 5354 | 5394 | 5425 |

Le tableau ci-dessus nous permet de mettre en évidence l'évolution du parc d'assainissement non collectif entre 2013 & 2024. Celui-représente 11,4% d'évolution soit une augmentation du nombre d'installations de 557 sur cette même période.

## INSTALLATIONS NEUVES

Rappel : la Communauté de Communes réalise le contrôle des installations neuves (conception + réalisation) depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006, date de la prise de compétence du SPANC.

Pour l'année 2024, le bilan des contrôles effectués est le suivant :

| COMMUNES                | Contrôle<br>Réalisation<br>2023 | Contrôle<br>Réalisation<br>2024 | Conformité<br>2024 |
|-------------------------|---------------------------------|---------------------------------|--------------------|
| AUTY                    | 0                               | 1                               | 1                  |
| CAUSSADE                | 16                              | 17                              | 17                 |
| CAYRAC                  | 4                               | 3                               | 3                  |
| CAYRIECH                | 1                               | 1                               | 1                  |
| LABASTIDE DE PENNE      | 0                               |                                 |                    |
| LAPENCHE                | 0                               | 1                               | 1                  |
| LAVAURETTE              | 2                               | 2                               | 2                  |
| MIRABEL                 | 4                               | 2                               | 2                  |
| MOLIERES                | 9                               | 9                               | 9                  |
| MONTALZAT               | 9                               | 4                               | 4                  |
| MONTEILS                | 4                               | 11                              | 11                 |
| MONTPEZAT DE QUERCY     | 5                               | 13                              | 13                 |
| MONTFERMIER             | 0                               |                                 |                    |
| PUYLAROQUE              | 1                               |                                 |                    |
| SAINT CIRQ              | 1                               | 3                               | 3                  |
| SAINT GEORGES           | 1                               |                                 |                    |
| SAINT VINCENT D'AUTEJAC | 0                               | 1                               | 1                  |
| SEPTFONDS               | 9                               | 7                               | 7                  |
| REALVILLE               | 7                               | 5                               | 5                  |
|                         | 73                              | 80                              | 80                 |

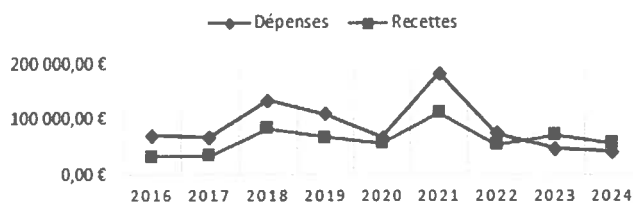
# Évolution du nombre d'installations neuves ou réhabilitée entre 2013 et 2024

| INSTALLATION NEUVE<br>OU RÉHABILITÉE | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|--------------------------------------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| AUTY                                 | 2    | 0    | 0    | 1    | 4    | 0    | 2    | 0    | 2    | 3    | 0    | 0    |
| CAUSSADE                             | 12   | 14   | 14   | 9    | 18   | 16   | 12   | 15   | 12   | 16   | 15   | 15   |
| CAYRAC                               | 7    | 2    | 1    | 1    | 5    | 8    | 8    | 5    | 7    | 3    | 2    | 2    |
| CAYRIECH                             | 1    | 0    | 1    | 4    | 3    | 2    | 0    | 1    | 2    | 4    | 0    | 0    |
| LABASTIDE DE PENNE                   | 1    | 1    | 1    | 0    | 0    | 0    | 0    | 1    | 3    | 2    | 0    | 0    |
| LAPENCHE                             | 1    | 1    | 0    | 1    | 0    | 0    | 0    | 0    | 3    | 1    | 0    | 0    |
| LAVAURETTE                           | 1    | 1    | 0    | 3    | 1    | 1    | 2    | 1    | 3    | 4    | 0    | 0    |
| MIRABEL                              | 6    | 5    | 2    | 8    | 7    | 8    | 8    | 5    | 11   | 6    | 10   | 10   |
| MOLIERES                             | 7    | 3    | 0    | 3    | 5    | 4    | 6    | 2    | 5    | 7    | 5    | 5    |
| MONTALZAT                            | 4    | 6    | 5    | 5    | 8    | 5    | 5    | 8    | 2    | 3    | 6    | 6    |
| MONTEILS                             | 8    | 3    | 4    | 5    | 6    | 6    | 6    | 0    | 3    | 6    | 8    | 8    |
| MONTPEZAT DE QUERCY                  | 14   | 9    | 6    | 6    | 6    | 6    | 8    | 5    | 4    | 12   | 11   | 11   |
| MONTFERMIER                          | 2    | 0    | 1    | 0    | 0    | 0    | 0    | 2    | 0    | 0    | 0    | 0    |
| PUYLAROCQUE                          | 7    | 1    | 4    | 1    | 6    | 3    | 3    | 4    | 8    | 4    | 5    | 5    |
| SAINT CIRQ                           | 10   | 3    | 5    | 4    | 2    | 4    | 1    | 1    | 6    | 1    | 1    | 1    |
| SAINT GEORGES                        | 7    | 4    | 0    | 1    | 2    | 1    | 8    | 1    | 3    | 4    | 2    | 2    |
| SAINT VINCENT D'AUTEJAC              | 1    | 3    | 1    | 4    | 2    | 0    | 2    | 1    | 4    | 3    | 2    | 2    |
| SEPTFONDS                            | 1    | 13   | 2    | 5    | 6    | 7    | 5    | 6    | 5    | 6    | 6    | 6    |
| REALVILLE                            | 12   | 6    | 10   | 5    | 6    | 8    | 5    | 5    | 4    | 3    | 5    | 5    |
|                                      | 104  | 75   | 57   | 66   | 87   | 79   | 81   | 63   | 87   | 88   | 78   | 78   |

## Données financières

| Année | Dépenses     | Recettes     |
|-------|--------------|--------------|
| 2016  | 71 329,35 €  | 32 860,00 €  |
| 2017  | 68 621,57 €  | 35 269,00 €  |
| 2018  | 135 529,29 € | 85 164,00 €  |
| 2019  | 110 775,50 € | 69 003,00 €  |
| 2020  | 67 879,65 €  | 57 481,00 €  |
| 2021  | 185 005,58 € | 114 533,00 € |
| 2022  | 76 197,45 €  | 54 987,23 €  |
| 2023  | 47 835,15 €  | 72 986,83 €  |
| 2024  | 42 046,74 €  | 57 550,57 €  |

ÉVOLUTION DES DÉPENSES ET DE RECETTES DE FONCTIONNEMENT ENTRE 2016 &amp; 2024

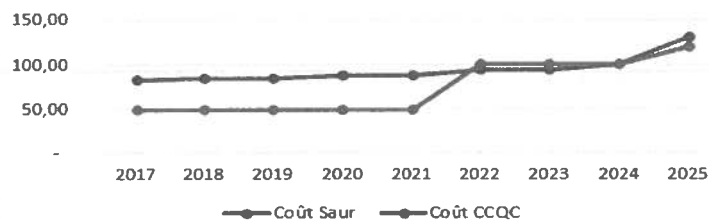


## Evolution tarifaire par type de contrôle entre 2017 et 2025

## CONTROLE DE CONCEPTION

| Années | Coût Saur | Coût CCQC |
|--------|-----------|-----------|
| 2017   | 82,50     | 49,00     |
| 2018   | 84,36     | 49,00     |
| 2019   | 84,36     | 49,00     |
| 2020   | 87,32     | 49,00     |
| 2021   | 87,32     | 49,00     |
| 2022   | 93,50     | 100,00    |
| 2023   | 93,50     | 100,00    |
| 2024   | 99,28     | 100,00    |
| 2025   | 131,00    | 120,00    |

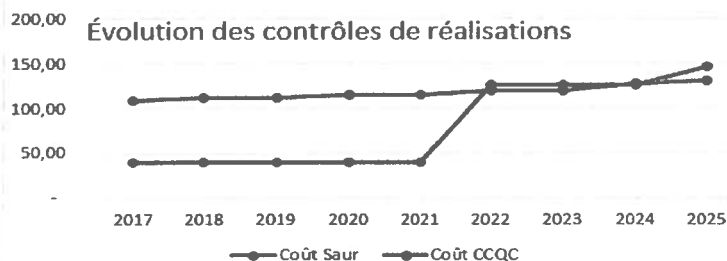
Évolution des contrôles de conceptions



## CONTROLE DE RÉALISATION

| Années | Coût Saur | Coût CCQC |
|--------|-----------|-----------|
| 2017   | 110,00    | 40,00     |
| 2018   | 112,48    | 40,00     |
| 2019   | 112,48    | 40,00     |
| 2020   | 116,43    | 40,00     |
| 2021   | 116,43    | 40,00     |
| 2022   | 121,00    | 127,00    |
| 2023   | 121,00    | 127,00    |
| 2024   | 128,48    | 127,00    |
| 2025   | 131,97    | 147,00    |

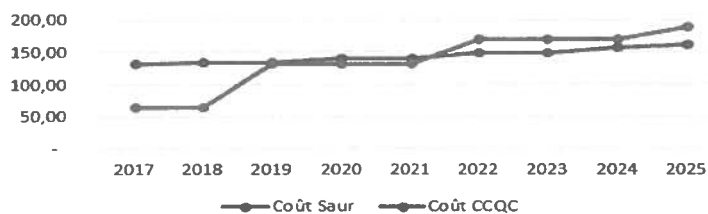
Évolution des contrôles de réalisations



## CONTROLE POUR VENTE

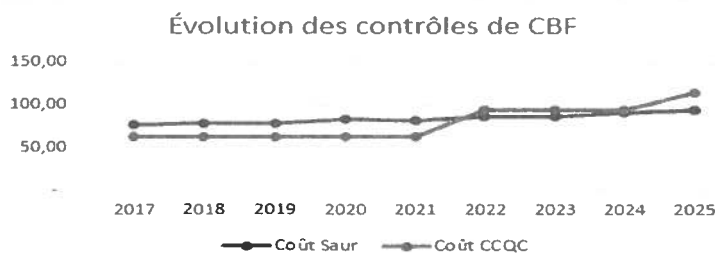
| Années | Coût Saur | Coût CCQC |
|--------|-----------|-----------|
| 2017   | 132,00    | 63,00     |
| 2018   | 134,97    | 63,00     |
| 2019   | 134,97    | 132,00    |
| 2020   | 139,79    | 132,00    |
| 2021   | 139,72    | 132,00    |
| 2022   | 148,50    | 170,00    |
| 2023   | 148,50    | 170,00    |
| 2024   | 157,67    | 170,00    |
| 2025   | 161,95    | 190,00    |

Évolution des contrôles pour ventes



## CONTROLE DE BON FONCTIONNEMENT

| Années | Coût Saur | Coût CCQC |
|--------|-----------|-----------|
| 2017   | 77,00     | 63,00     |
| 2018   | 78,73     | 63,00     |
| 2019   | 78,73     | 63,00     |
| 2020   | 84,10     | 63,00     |
| 2021   | 81,51     | 63,00     |
| 2022   | 86,35     | 95,00     |
| 2023   | 86,35     | 95,00     |
| 2024   | 91,68     | 95,00     |
| 2025   | 94,17     | 115,00    |



Le SPANC étant un Service Public Industriel et Commercial (SPIC), son fonctionnement est soumis aux règles budgétaires spécifiques de l'instruction M4. Ces dispositions imposent que les dépenses du SPANC soient exclusivement couvertes par les recettes issues des redevances perçues auprès des usagers, et interdisent toute subvention issue du budget principal de la collectivité (articles L.2224-1 et L.2224-2 du CGCT).

## Tarifications

La participation des usagers repose sur le principe de la facturation après réalisation de la prestation. Cette facturation donne lieu à l'émission d'un titre de recette par la trésorerie, adressé directement au propriétaire concerné.

Les montants sont les suivants :

- **Contrôle des installations existantes** : 115 €
- **Contrôle des installations existantes inutilisables ou absentes** (mise hors service) : 115 €
- **Contrôle des installations neuves** :
  - 120 € pour la **visite de conception**
  - 147 € pour le **contrôle de réalisation**
- **Contrôle dans le cadre d'une vente immobilière** : 190 €

## Équilibre budgétaire et hausse des tarifs

Depuis sa création, les redevances aux usagers ont été maintenues à un niveau inférieur au coût réel des contrôles grâce aux excédents accumulés et aux aides de l'Agence de l'Eau Adour-Garonne. Cependant, ces excédents étant désormais absorbés, les perspectives budgétaires pour 2024 montrent un déficit si les tarifs ne sont pas ajustés.

### Situation des titres impayés :

Au 31 décembre 2024, la somme des impayés représente 3 355€ (trois mille trois cent cinquante- cinq) euros.

## Le résultat de clôture 2024 du SPANC avec report N-1

| Libellé        | Montant            |
|----------------|--------------------|
| Fonctionnement | 5 486.91€          |
| Investissement | 10 016.92€         |
| <b>TOTAL</b>   | <b>15 503.83 €</b> |

### Évolution des contrôles dans le cadre des ventes et des campagnes de bon fonctionnement

Après une baisse progressive du nombre de contrôles liés aux ventes immobilières entre 2017 et 2023 (passant de 116 en 2017 à 73 en 2020), une reprise a été observée en 2024, avec **90 contrôles réalisés** sur l'année. Concernant les contrôles périodiques de bon fonctionnement, la dernière campagne s'est achevée au **31 décembre 2022**. Initialement prévue pour redémarrer au **1er janvier 2023**, la nouvelle campagne a été reportée en raison du **retard accumulé dans la réalisation des contrôles**. Afin d'assurer une meilleure cohérence dans le calendrier et d'homogénéiser les périodes d'intervention, elle reprendra à compter du **1er janvier 2025**.

## COMMUNE DE MOLIERES

DÉLIBÉRATION N° 250929\_08 DU 29 SEPTEMBRE 2025

### GROUPEMENT DE COMMANDES POUR LA FOURNITURE DE COMBUSTIBLES

#### GRANULES BOIS – CONVENTION DE REPARTITION DES FRAIS (1-1-8)

Madame le Maire rappelle que la commune est membre du groupement de commandes coordonnés par la commune de la SALVETAT BELMONTET pour la fourniture de granulés bois destinés à la chaudière de la salle polyvalente (délibérations N°180531-17 du 31 Mai 2018, N°220907-09 du 7 Septembre 2022, N°240311-12 du 11 Mars 2024 et N°240410-12 du 10 Avril 2024).

Elle indique que la commune de VERLHAC-TESCOU s'est chargée de la passation du marché pour la saison de chauffe 2025-26 au nom du groupement et qu'elle a fait l'avance de 1 188.00 € TTC de frais.

CONSIDERANT que l'article 10 de la convention constitutive du groupement précise que Le coordonnateur pourra être indemnisé, [...] des frais afférents au fonctionnement du groupement, à la passation et à l'exécution des marchés. [...] Le coordonnateur arrête par convention les conditions d'indemnisation de ses frais chaque année.

Madame le Maire informe que la part des frais à la charge de la commune de MOLIERES est de vingt-huit euros et vingt-huit centimes (28.28 €) et demande au Conseil :

- De l'autoriser à signer la convention d'organisation et de répartition des frais communs
- De l'autoriser à verser une participation de vingt-huit euros et vingt-huit centimes (28.28 €) au titre des frais engagés pour le marché de fourniture de granulés bois 2025-26.

Après en avoir délibéré  
Le Conseil Municipal, à l'unanimité

AUTORISE Madame le Maire à signer la convention d'organisation et de répartition des frais communs ci-annexée ;

AUTORISE Madame le Maire à verser une participation de vingt-huit euros et vingt-huit centimes (28.28 €) au titre des frais engagés pour le marché de fourniture de granulés bois pour la saison de chauffe 2025-26.

ETAT DETAILLE DES DEPENSES ENGAGEES  
SAISON DE CHAUFFE 2025-2026

|                                                                                                                                                 | Montant HT      | Montant TTC       |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------|-------------------|
| Facture de la Direction de l'Information Légale et Administrative pour l'achat d'unités de publication européens CH25042818 en date du 31/05/25 | 720,00 €        | 864,00 €          |
| Facture de la Direction de l'Information Légale et Administrative pour l'achat d'unités de publication européens CH25059195 en date du 28/07/25 | 270,00 €        | 324,00 €          |
| <b>Total des frais engagés</b>                                                                                                                  | <b>990,00 €</b> | <b>1 188,00 €</b> |

Répartition des frais entre les 42 membres : 1 188/42 = 28,28€

| Membres du groupement                                | Répartition des frais engagés |
|------------------------------------------------------|-------------------------------|
| Commune de BEAUMONT-DE-LOMAGNE                       | 28,28 €                       |
| Commune de BESSENS                                   | 28,28 €                       |
| Commune de BIOULE                                    | 28,28 €                       |
| Commune de BRUNIQUEL                                 | 28,28 €                       |
| Commune de CAMPSAS                                   | 28,28 €                       |
| Commune de CAYLUS                                    | 28,28 €                       |
| Commune de FINHAN                                    | 28,28 €                       |
| Commune de LA-SALVETAT-BELMONTET                     | 28,28 €                       |
| Commune de LACOURT-ST-PIERRE                         | 28,28 €                       |
| Commune de LAMOTHE-CAPDEVILLE                        | 28,28 €                       |
| Commune de LE CAUSE                                  | 28,28 €                       |
| Commune de MEAUZAC                                   | 28,28 €                       |
| Commune de MIRABEL                                   | 28,28 €                       |
| Commune de MOISSAC                                   | 28,28 €                       |
| Commune de MOLIERES                                  | 28,28 €                       |
| Commune de MONTBARTIER                               | 28,28 €                       |
| Commune de MONTRICOUX                                | 28,28 €                       |
| Commune de NEGREPELISSE                              | 28,28 €                       |
| Commune de REALVILLE                                 | 28,28 €                       |
| Commune de ST-ANTONIN-NOBLE-VAL                      | 28,28 €                       |
| Commune de SAINT-NAUPHARY                            | 28,28 €                       |
| Commune de ST-NICOLAS-DE-LA-GRAVE                    | 28,28 €                       |
| Commune de VARENNES                                  | 28,28 €                       |
| Commune de VERLHAC-TESCOU                            | 28,28 €                       |
| Communauté de communes de LOMAGNE TARN ET GARONNAISE | 28,28 €                       |
| Communauté de communes de GRAND SUD TARN ET GARONNE  | 28,28 €                       |
| COLLÈGE SIMONE VEIL                                  | 28,28 €                       |
| COLLEGE PIERRE BAYROU                                | 28,28 €                       |
| LYCÉE OLYMPE DE GOUGES                               | 28,28 €                       |
| Association APIM LE BARRADIS                         | 28,28 €                       |
| Association SOLVIEHL                                 | 28,28 €                       |
| Commune d'AMBEYRAC                                   | 28,28 €                       |
| Commune de BEAUZELLE                                 | 28,28 €                       |
| Commune de CASTELNAU D'ESTRETEFONDS                  | 28,28 €                       |
| Commune de LUNAC                                     | 28,28 €                       |
| Commune de MARTIEL                                   | 28,28 €                       |
| Commune de MONTEILS                                  | 28,28 €                       |
| Commune de SAINTE-CROIX                              | 28,28 €                       |
| Commune de SAVIGNAC                                  | 28,28 €                       |
| Commune de SANVENSAS                                 | 28,28 €                       |
| Commune de TOULONJAC                                 | 28,28 €                       |
| Commune de VAILHOURLES                               | 28,28 €                       |
| <b>Total des frais engagés</b>                       | <b>1 187,76 €</b>             |

AR Prefecture

082-218201135-20250929-250929\_08-DE  
Reçu le 30/09/2025

**CONVENTION D'ORGANISATION ET DE REPARTITION DE FRAIS COMMUNS DES MEMBRES DU  
GROUPEMENT DE COMMANDE FOURNITURE DE GRANULES BOIS  
POUR LA PASSATION DU MARCHE PUBLIC DE FOURNITURE DE GRANULES BOIS  
SAISON DE CHAUFFE 2025-2026**

**ENTRE :**

La Mairie de Verlhac-Tescou coordonnateur du groupement, sis 73, route de Monclar 82230 VERLHAC-TESCOU, représenté par son Maire Monsieur Michel REGAMBERT, dûment autorisé à la signature de la présente convention par délibération du Conseil Municipal en date du 21/08/2025,

**D'UNE PART,**

**ET :**

La commune de [nom de la commune] ou nom de la structure, représenté(e) par son Maire ou qualité du représentant de la structure, dûment autorisé à la signature de la présente par délibération du conseil municipal ou de l'organe délibérant en date du date conseil municipal ou l'organe délibérant.

**D'AUTRE PART,**

Il a tout d'abord été exposé ce qui suit :

**PREAMBULE :**

La commune de VERLHAC-TESCOU en tant que coordonnateur a été désignée pour centraliser, commander et avancer les frais communs aux membres du groupement.

**ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention a pour objet de fixer les modalités financières de remboursement de ces frais au coordonnateur.

**ARTICLE 2 : DETERMINATION DES FRAIS AVANCES**

Il s'agit des frais portant sur :

\* la publication du marché

**ARTICLE 3 : MODALITES DE REPARTITION ET DE REGLEMENT**

Le coordonnateur présentera de manière contradictoire un état détaillé des dépenses effectivement engagées (cf annexe 1 ci-après) en conformité avec l'article 2 ci-dessus.

La participation de chaque membre sera calculée par le coordonnateur au vu des dépenses qu'il aura réalisées et du nombre de membres participant à la consultation. Le coordonnateur paiera en premier lieu les dépenses afférentes aux frais de procédure puis émettra un titre de recette pour le remboursement auprès de chaque membre.

|                                                                                |                                                                                                                                           |
|--------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Fait à VERLHAC-TESCOU, le / /<br><br>Le Coordonnateur,<br><br>Michel REGAMBERT | Fait à , le<br><br>Pour La commune de [nom de la commune] ou nom<br>de la structure<br>«Qualité_du_signataire»<br><br>«Nom_du_signataire» |
|--------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

DÉLIBÉRATION N° 250929\_09 DU 29 SEPTEMBRE 2025

## APPROBATION DU PROJET DE CENTRALE PHOTOVOLTAÏQUE

EN TOITURE DE LA SALLE POLYVALENTE (9-1)

Madame le Maire rappelle au Conseil le projet de centrale photovoltaïque qui doit être positionnée en toiture de la salle polyvalente de Molières.

Elle rappelle que la société SOELIA a été mandatée pour réaliser une assistance à maîtrise d'œuvre ayant conduit au dépôt d'une déclaration préalable d'urbanisme qui a été accordé par arrêté en date du 8 Juillet 2025 et présente l'étude d'opportunité du projet mis à jour de mai 2025.

Madame le Maire informe que la prochaine étape consistera à déposer une demande de raccordement auprès d'ENEDIS avant que ne soit établi un cahier des charges et la rédaction d'un marché public de travaux pour la réalisation de la centrale.

Madame le Maire demande aux membres du Conseil de bien vouloir valider formellement ce projet.

Où l'exposé de Madame le Maire

Après en avoir délibéré

Le Conseil Municipal, à l'unanimité

VALIDE le projet de centrale photovoltaïque en toiture de la salle polyvalente de Molières tel que présenté dans l'étude d'opportunité du projet de Mai 2025 ci-annexé.

AUTORISE Madame le Maire à signer tout document résultant de la présente décision.

## COMMUNE DE MOLIERES

DÉLIBÉRATION N° 250929\_10 DU 29 SEPTEMBRE 2025

### SUPPRESSION D'EMPLOIS PERMANENTS ET MISE A JOUR

DU TABLEAU DES EFFECTIFS PERMANENTS (4-1-3)

**Vu** le code général de la fonction publique ;

Mme le Maire expose aux membres de l'organe délibérant de la collectivité, qu'il conviendrait de supprimer, à compter du 31 Octobre 2025, les emplois suivants :

| Nombre d'emploi | Grade                                                           | Temps de travail<br>Hebdomadaire |
|-----------------|-----------------------------------------------------------------|----------------------------------|
| 1               | Agent de maîtrise principal                                     | 35 heures                        |
| 1               | Adjoint administratif principal de 2 <sup>ème</sup> classe      | 35 heures                        |
| 1               | Adjoint technique territorial principal 2 <sup>ème</sup> classe | 35 heures                        |
| 1               | Adjoint technique territorial                                   | 35 heures                        |
| 1               | ATSEM 2 <sup>ème</sup> classe                                   | 35 heures                        |

**Les membres du conseil après avoir délibéré à l'unanimité :**

**Sous réserve de l'avis du comité social territorial du CDG 82 en date du 3 Octobre 2025 ;**

**Acceptent** les propositions de Mme le Maire ;

**Chargent** Madame le Maire, de l'application des décisions prises ;

Et en conséquence :

**Vu** le code général de la fonction publique ;

Madame le Maire expose qu'il appartient à l'organe délibérant, sur proposition de l'autorité territoriale, de déterminer les effectifs des emplois permanents nécessaires au fonctionnement des services de la collectivité, et propose d'établir le tableau des effectifs comme suit, établi à la date du 1<sup>er</sup> Novembre 2025 :

| Cadres et emplois                                                            | Catégorie | Effectif | Temps<br>travail<br>hebdomadaire | de<br>Nombre<br>d'emplois<br>pourvus | Nombre<br>d'emplois<br>vacants |
|------------------------------------------------------------------------------|-----------|----------|----------------------------------|--------------------------------------|--------------------------------|
| <b><u>Secteur Administratif</u></b>                                          |           |          |                                  |                                      |                                |
| Rédacteur principal de 1 <sup>ère</sup> classe                               | B         | 1        | 35 H                             | 1                                    | 0                              |
| Adjoint administratif territorial principal 1 <sup>ère</sup> classe          | C         | 2        | 35 H                             | 2                                    | 0                              |
| Adjoint administratif territorial                                            | C         | 1        | 35 H                             | 1                                    | 0                              |
| <b><u>Secteur Technique</u></b>                                              |           |          |                                  |                                      |                                |
| Agent de Maîtrise                                                            | C         | 1        | 35 H                             | 1                                    | 0                              |
| Adjoint technique principal de 1 <sup>ère</sup> classe                       | C         | 2        | 35 H                             | 2                                    | 0                              |
| Adjoint technique principal de 2 <sup>ème</sup> classe                       | C         | 1        | 35 H                             | 1                                    | 0                              |
| Adjoint technique territorial                                                | C         | 7        | 35 H                             | 6                                    | 1                              |
| Adjoint technique territorial                                                | C         | 1        | 20 H                             | 1                                    | 0                              |
| <b><u>Secteur Animation</u></b>                                              |           |          |                                  |                                      |                                |
| Adjoint d'animation territorial                                              | C         | 2        | 35 H                             | 2                                    | 0                              |
| <b><u>Secteur social</u></b>                                                 |           |          |                                  |                                      |                                |
| Agent spécialisé principal de 1 <sup>ère</sup> classe des écoles Maternelles | C         | 1        | 35 H                             | 1                                    | 0                              |
|                                                                              | CUMUL     | 19       |                                  | 18                                   | 1                              |

**Acceptent** les propositions ci-dessus dans les conditions précitées ;

**Disent** que les crédits nécessaires à la rémunération des agents occupant ces postes et aux paiements des charges s'y rapportant sont inscrits au budget de la collectivité aux articles et chapitre prévus à cet effet de l'année en cours.

# COMMUNE DE MOLIERES

DÉLIBÉRATION N° 250929\_11 DU 29 SEPTEMBRE 2025

## PLAN LOCAL D'URBANISME – APPROBATION DE LA MODIFICATION

SIMPLIFIÉE N°3 DU PLU (2-1-2)

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L 153-36 et suivants et L 153-45 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 4 Décembre 2008 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) ;

Vu la délibération du Conseil Municipal N°170727\_02 en date du 27 Juillet 2017 approuvant le PLU ;

Vu la délibération N°180405\_25 du Conseil Municipal en date du 5 Avril 2018 approuvant la modification simplifiée N°1 du PLU pour rectification d'erreur matérielle portant sur l'article A5.1 du règlement ;

Vu la délibération du Conseil Municipal N°221220\_70 en date du 20 Décembre 2022 approuvant la modification simplifiée N°2 du PLU pour rectification d'erreur matérielle portant sur le document graphique ;

Vu l'arrêté du Maire N°25-053 en date du 23 Mai 2025 engageant la modification simplifiée N°3 du PLU pour corriger un oubli de pastillage pour permettre le changement de destination de bâtiments en secteur naturel lié aux activités touristiques du domaine de Massoulac, sur le document graphique du PLU ;

Vu la délibération du Conseil Municipal N°250528\_10 en date du 28 Mai 2025 définissant les modalités de mise à disposition du public du dossier de modification simplifiée N°3 du PLU ;

Vu les pièces du dossier de modification simplifiée N°3 du PLU mise à disposition du public du 4 août 2025 au 5 Septembre 2025.

Vu l'avis de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale de l'Inspection Générale de l'Environnement et du Développement Durable (MRAe) d'Occitanie ;

Vu l'avis du Département de Tarn-et-Garonne,

Vu l'avis de la chambre des métiers et de l'artisanat de Tarn-et-Garonne ;

Considérant l'avis tacite favorable de la CDPENAF en date du 7 Septembre 2025 ;

Entendu le bilan de la mise à disposition du public du dossier de modification simplifiée N°3 du PLU,

Considérant que l'ensemble des membres du Conseil Municipal ont disposé de l'intégralité des documents et informations dans la convocation ;

Considérant que le projet de modification simplifiée du plan local d'urbanisme tel qu'il est présenté au conseil municipal est prêt à être adopté, conformément à l'article L.153-43 du code de l'urbanisme ;

Madame le Maire demande au conseil municipal de délibérer sur la modification simplifiée N°3 du plan local d'urbanisme (PLU) a été engagée.

Le Conseil Municipal,

Ouï l'exposé de Madame le Maire

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité de ses membres présents et représentés,

1. DECIDE d'approuver la modification simplifiée n°3 du PLU telle qu'elle est annexée à la présente ;
2. AUTORISE Mme le Maire à signer tous les actes et à prendre toutes les dispositions nécessaires à la mise en oeuvre de la présente délibération.
3. INDIQUE que le dossier de modification simplifiée N°3 du PLU est tenu à la disposition du public à la Mairie de Molières aux jours et heures habituels d'ouverture.
4. INDIQUE que conformément à l'article R.153-21 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera, l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. La présente délibération, accompagnée du dossier de modification simplifiée N°3 du PLU approuvé, sera transmise en préfecture au titre du contrôle de légalité ;
5. INDIQUE que la présente délibération produira ses effets juridiques à compter de sa réception par le Préfet et après l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité (premier jour de l'affichage en mairie ou insertion dans un journal).

**COMMUNE DE MOLIERES**  
TARN ET GARONNE

**PROJET DE MODIFICATION SIMPLIFIEE  
DU PLAN LOCAL D'URBANISME  
N°3**

**DOSSIER DE MISE A  
DISPOSITION DU PUBLIC**

1- ARRETÉ ENGAGEANT LA PROCEDURE DE MODIFICATION DU PLU

**ARRETE N° 25-053**  
**prescrivant une procédure de modification simplifiée N°3**  
**du Plan Local d'Urbanisme de la commune**

Le Maire de la commune de Molières (Tarn-et-Garonne)

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L 153-36 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 4 Décembre 2008 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) ;

Vu la délibération du Conseil Municipal N°170727 02 en date du 27 Juillet 2017 approuvant le PLU ;

Vu la délibération du Conseil Municipal N°180125 07 en date du 25 Janvier 2018 engageant de la procédure de modification simplifiée du PLU pour rectification d'erreur matérielle N°1 entachant l'article A5.1 du règlement ;

Vu la délibération du Conseil Municipal N°180405 25 en date du 5 Avril 2018 approuvant la modification simplifiée N°1 du PLU pour rectification d'erreur matérielle portant sur l'article A5.1 du règlement ;

Vu la délibération du Conseil Municipal N°220907 13 en date du 22 Septembre 2022 engageant de la procédure de modification simplifiée du PLU pour rectification d'erreur matérielle N°2 entachant le document graphique ;

Vu la délibération du Conseil Municipal N°221220 70 en date du 20 Décembre 2022 approuvant la modification simplifiée N°2 du PLU pour rectification d'erreur matérielle portant sur le document graphique ;

**CONSIDÉRANT** que la modification simplifiée du PLU a pour objet de corriger un oubli de pastillage pour permettre le changement de destination de bâtiments en secteur naturel lié aux activités touristiques du domaine de Massoulac, sur le document graphique du PLU.

**CONSIDÉRANT** que cette modification n'a pas pour conséquence de changer les orientations du plan d'aménagement et de développement durables (PADD), de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou naturelle ou une protection édictée en raison d'un risque de nuisance, de la qualité des sites, des paysages, ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance ;

**CONSIDÉRANT** en conséquence, que cette modification n'entre pas dans le champ d'application de la procédure de révision ;

**CONSIDÉRANT** que cette modification n'a pas pour effet (1) de majorer de plus de 20 % les possibilités de construire résultant, dans la zone, de l'ensemble des règles du plan, (2) de diminuer les possibilités de construire, (3) de diminuer la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser et respecte les majorations de droit à construire définies à l'article L151-28 ;

**CONSIDÉRANT** en conséquence, que cette modification n'entre pas dans le champ d'application de la procédure de modification dite de droit commun ;

**CONSIDÉRANT** que la procédure de modification simplifiée est menée à l'initiative du maire ;

**CONSIDÉRANT** que la procédure de modification doit être notifiée aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du code de l'urbanisme

**CONSIDÉRANT** que la procédure de modification simplifiée nécessite la mise à disposition du public du projet de modification simplifiée du PLU pendant une durée de 1 mois en mairie, conformément à l'article L.153-47 du code de l'urbanisme ;

**Arrête :**

**AR Prefecture**

082-218201135-20250523-AR25\_053-AR  
Reçu le 23/05/2025

**Article 1<sup>er</sup>.**

Une procédure de modification simplifiée N°3 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Molières est prescrite.

Les modalités de mise à disposition du public du projet de modification simplifiée N°3 du Plan Local d'Urbanisme (PLU), avec l'exposé des motifs et le cas échéant les avis de la Préfecture et des personnes publiques associées, seront définies par délibération du Conseil Municipal. Cette mise à disposition permettant de recueillir les observations du public sur un registre ne pourra être inférieure à un mois calendaire.

**Article 2.**

Le projet de modification simplifiée N°3 porte sur la correction d'un oubli de pastillage pour permettre le changement de destination de bâtiments en secteur naturel lié aux activités touristiques du domaine de Massoulac, sur le document graphique du PLU.

**Article 3.**

Le dossier de modification simplifiée N°3 du PLU sera notifié pour avis au Préfet ainsi qu'aux personnes publiques associées (PPA) mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9, avant la mise à disposition du public.

**Article 4 :** Le dossier de modification simplifiée fera l'objet d'une mise à disposition du public selon les modalités qui seront arrêtées par délibération du conseil municipal conformément aux dispositions de l'article L.153-47 du code de l'urbanisme.

**Article 5 :** Les crédits destinés au financement des dépenses afférentes à la modification du PLU seront inscrits au budget de l'exercice considéré.

**Article 6 :** A l'issue de la mise à disposition prévue à l'article 4 ci-dessus, le maire ou son représentant, en présente le bilan au conseil municipal qui en délibère et adopte le projet éventuellement amendé pour tenir compte des avis émis et des observations du public, par délibération motivée.

**Article 7 :** Le présent arrêté fera l'objet de mesures de publicité définies aux articles R.153-20 à R.153-22. Il sera affiché en mairie pendant le délai d'un mois et la mention de cet affichage sera publiée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. Une copie du présent arrêté sera adressée à Monsieur le préfet.

Fait à Molières, le 23 Mai 2025

Le Maire  
Valérie HEBRAL



A handwritten signature in black ink, reading "V. Hebral", written over a horizontal line.

20250108

**COMMUNE DE MOLIERES**  
TARN ET GARONNE

**PROJET DE MODIFICATION SIMPLIFIEE  
DU PLAN LOCAL D'URBANISME  
N°3**

**DOSSIER DE MISE A  
DISPOSITION DU PUBLIC**

2- DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

AR Prefecture

082-218201135-20250528-2505 - E  
Reçu le 30/05/2025

VILLE DE

**MOLIÈRES**

*P. s. s.*

Commune de MOLIÈRES - Canton de QUERCY-AVEYRON

Arrondissement de MONTAUBAN

Département de TARN ET GARONNE

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL  
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
Session ordinaire du 28 Mai 2025

L'an deux-mil-vingt-cinq, le 28 Mai à 18 heures 30, les membres du Conseil Municipal de la Commune de MOLIÈRES, se sont réunis au lieu ordinaire de ses séances, après convocation légale du 23 Mai 2025.

Etaient présents : 08 : HEBRAL Valérie, BELREPAYRE Rémi, CHEREAU Gisèle, GUGLIELMET Jérôme, COULON Miguel, DE LASSAT DE PRESSIGNY Marie-Laure, PELISSIE Nicolas, BONNET Pierre.

Etaient excusés : 06 : COMBEDAZOU Véronique, SEZILLE Murielle, GRIMEAU Julie, MARC Laurent, NOYER Roland, FERRER Marie-Hélène.

Etaient absents : 01 : GEFFRE Laurent.

Pouvoir : 02 : Les conseillers ci-après ont donné leur mandat : COMBEDAZOU Véronique à HEBRAL Valérie, MARC Laurent à DE LASSAT DE PRESSIGNY Marie-Laure.

Le quorum fixé à 8 membres étant atteint, le Conseil Municipal peut valablement délibérer.

Un scrutin a eu lieu, a été nommé M. BELREPAYRE Rémi pour remplir les fonctions de secrétaire

N° 250528\_10 PLAN LOCAL D'URBANISME – MODIFICATION SIMPLIFIEE DU PLU N°3 (2-1-2)

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L 153-36 et suivants et L 153-45 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 4 Décembre 2008 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) ;

Vu la délibération du Conseil Municipal N°170727\_02 en date du 27 Juillet 2017 approuvant le PLU ;

Vu la délibération N°180405\_25 du Conseil Municipal en date du 5 Avril 2018 approuvant la modification simplifiée N°1 du PLU pour rectification d'erreur matérielle portant sur l'article A5.1 du règlement

Vu la délibération du Conseil Municipal N°221220\_70 en date du 20 Décembre 2022 approuvant la modification simplifiée N°2 du PLU pour rectification d'erreur matérielle portant sur le document graphique ;

Vu l'arrêté du Maire N°25-053 en date du 23 Mai 2025 engageant la modification simplifiée N°3 du PLU pour corriger un oubli de pastillage pour permettre le changement de destination de bâtiments en secteur naturel lié aux activités touristiques du domaine de Massoulac, sur le document graphique du PLU.

Madame le Maire rappelle au conseil municipal les conditions dans lesquelles la modification simplifiée N°3 du plan local d'urbanisme (PLU) a été engagée, à quelle étape de la procédure elle se situe et rappelle les motifs de cette modification simplifiée.

Madame le Maire explique que la procédure de modification simplifiée nécessite la mise à disposition du public du projet de modification simplifiée N°3 du PLU pendant une durée d'un mois en mairie, conformément à l'article L.153-47 du code de l'urbanisme ;

Considérant que le projet de modification simplifiée du plan local d'urbanisme tel qu'il est annexé à la présente est prêt à être mis à la disposition du public,

Le Conseil Municipal,

Où l'exposé de Madame le Maire

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité de ses membres présents et représentés,

... / ...

## AR Prefecture

082-218201135-20250528-250528\_10-DE  
Reçu le 30/05/2025

## DECIDE :

## ARTICLE 1 :

Un dossier comprenant le projet de modification simplifiée N°3 du PLU est mis à disposition du public pendant une durée d'un mois, du 4 Août 2025 au 5 Septembre 2025 inclus. Pendant ce délai, le dossier sera consultable en Mairie de Molières – Place de la Mairie – 82220 MOLIERES, aux jours et heures habituels d'ouverture du secrétariat de Mairie, soit du lundi au vendredi de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures.

## ARTICLE 2 :

Un registre permettant au public de consigner ses observations sera ouvert et joint au dossier durant toute la période selon les modalités précisées dans l'article précédent.

## ARTICLE 3 :

Le dossier comprend :

- le dossier de modification simplifiée N°3 du PLU,
- les avis de l'Etat et des personnes publiques associées prévues aux articles L.132-7 et L.132-9 du code de l'urbanisme
- l'avis de la CDPENAF
- l'avis de l'autorité environnementale

## ARTICLE 4 :

Un avis au public précisant l'objet de la modification simplifiée N°3 du PLU, les lieux, les jours et les heures où le public pourra consulter le dossier et formuler des observations sera publié en caractères apparents, huit jours au moins avant le début de la mise à disposition du public, dans un journal diffusé dans le département.

Cet avis sera affiché à la Mairie de Molières aux emplacements habituels d'affichage et sera mis en ligne sur le site internet de la commune ([www.ville-molieres.fr](http://www.ville-molieres.fr)), huit jours au moins avant le début de la mise à disposition du public et pendant toute la durée de celle-ci.

## ARTICLE 5 :

A l'expiration du délai de la mise à disposition du public prévu à l'article 1, le registre sera clos et signé par Madame le Maire ou son représentant.

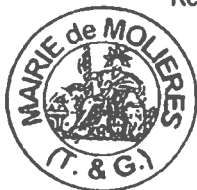
A l'issue de la mise à disposition, Madame le Maire ou son représentant en présentera le bilan devant le Conseil Municipal, qui adoptera le projet de modification simplifiée du PLU par délibération motivée, éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public.

## ARTICLE 6 :

La présente délibération ainsi que l'arrêté N°25-053 en date du 23 Mai 2025 seront affichés en Mairie pendant un mois et la mention de cet affichage sera publiée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. Une copie de la présente délibération sera adressée à Monsieur le préfet.

PUBLIÉ LE 30/05/2025  
Le Maire  
Valérie  
HEBRAL

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus  
POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME  
Le secrétaire  
Rémi BELREPAYRE  
Le Maire  
Valérie HEBRAL



**COMMUNE DE MOLIERES**  
**TARN ET GARONNE**

**PROJET DE MODIFICATION SIMPLIFIEE**  
**DU PLAN LOCAL D'URBANISME**  
**N°3**

**DOSSIER DE MISE A**  
**DISPOSITION DU PUBLIC**

**3- ATTESTATION DE PUBLICATION**

20250110



## CERTIFICAT D’AFFICHAGE ET DE PUBLICATION

Je soussignée Valérie HEBRAL, agissant en qualité de Maire de la Commune de MOLIERES

### **Certifie**

- que l'arrêté N°25-053 en date du 23 Mai 2025 prescrivant une procédure de modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme (PLU) N°3, transmis au contrôle de légalité le 23 Mai 2025, a été affichée au lieu habituel d'affichage à partir du 23 Mai 2025 jusqu'à ce jour.
- que la délibération N°250528 10 en date du 28 Mai 2025 approuvant le projet de modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme (PLU) N°3 organisant la mise à disposition du dossier auprès du public, transmise au contrôle de légalité le 30 Mai 2025, a été affichée au lieu habituel d'affichage à partir du 30 Mai 2025 jusqu'à ce jour.
- que l'avis, mentionnant les affichages ci-dessus, a insérer dans un journal d'annonces légales diffusé dans le département, est paru dans « Le petit journal du Tarn-et-Garonne » dans les éditions en date du :
  - 6 Juin 2025.
  - 25 Juillet 2025

En foi de quoi, le présent certificat est délivré pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à Molières, le 31 Juillet 2025

LE MAIRE  
Valérie HEBRAL



**COMMUNE DE MOLIERES**  
TARN ET GARONNE

**PROJET DE MODIFICATION SIMPLIFIEE  
DU PLAN LOCAL D'URBANISME  
N°3**

**DOSSIER DE MISE A  
DISPOSITION DU PUBLIC**

**4- PRESENTATION DU PROJET ET ELEMENTS GRAPHIQUES**

20250111  
COMMUNE DE MOLIERES  
PLAN LOCAL D'URBANISME  
MODIFICATION SIMPLIFIEE N°3

---

MODIFICATION SIMPLIFIEE N°3

---

| Tampon de la Mairie                                                                 | Tampon de la Préfecture |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------|
|  |                         |

|                                                         |  |
|---------------------------------------------------------|--|
| APPROBATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME                   |  |
| PRESCRIPTION DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE N 3          |  |
| TRANSMISSION AUX PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIEES          |  |
| DELIBERATION FIXANT LES MODALITES DE MISE A DISPOSITION |  |
| MISE A DISPOSITION DU PUBLIC                            |  |
| APPROBATION DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE N 3           |  |

## **PIECES CONSTITUTIVES DU DOSSIER**

1. EXPOSE DES MOTIFS
2. REGLEMENT GRAPHIQUE
3. PIECES ADMINISTRATIVES

20250112

**COMMUNE DE MOLIERES  
PLAN LOCAL D'URBANISME**

---

**MODIFICATION SIMPLIFIEE N°3  
EXPOSÉ DES MOTIFS**

***Pièce 1***

---

| Tampon de la Mairie                                                                 | Tampon de la Préfecture |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------|
|  |                         |

|                                                         |  |
|---------------------------------------------------------|--|
| APPROBATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME                   |  |
| PRESCRIPTION DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE N°3          |  |
| TRANSMISSION AUX PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIÉES          |  |
| DELIBERATION FIXANT LES MODALITES DE MISE A DISPOSITION |  |
| MISE A DISPOSITION DU PUBLIC                            |  |
| APPROBATION DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE N°3           |  |

# SOMMAIRE

|                                                                        |          |
|------------------------------------------------------------------------|----------|
| <b>RAPPELS RÉGLEMENTAIRES DE PROCÉDURE</b>                             | <b>4</b> |
| <b>L'OBJET ET LE MOTIF DE LA MODIFICATION SIMPLIFIÉE</b>               | <b>5</b> |
| <b>LA MODIFICATION DU PLU ET LA JUSTIFICATION</b>                      | <b>7</b> |
| <b>INCIDENCES DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT</b>                        | <b>8</b> |
| <b>INCIDENCES DU PROJET SUR LES PIÈCES DU PLU DE MONCLAR-DE-QUERCY</b> | <b>8</b> |
| <b>INTÉRÊT DE LA MODIFICATION</b>                                      | <b>8</b> |

## RAPPELS REGLEMENTAIRES DE PROCEDURE

### Article L153-36

Sous réserve des cas où une révision s'impose en application de l'article L. 153-31, le plan local d'urbanisme est modifié lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide de modifier le règlement, les orientations d'aménagement et de programmation ou le programme d'orientations et d'actions.

### Articles L.153-37

La procédure de modification est engagée à l'initiative du président de l'établissement public de coopération intercommunale ou du maire qui établit le projet de modification.

### Article L.153-40

Avant l'ouverture de l'enquête publique ou avant la mise à disposition du public du projet, le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le maire notifie le projet de modification aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9. Le projet est également notifié aux maires des communes concernées par la modification.

### Article L132-7

L'Etat, les régions, les départements, les autorités organisatrices prévues à l'article L. 1231-1 du code des transports, les établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière de programme local de l'habitat, les collectivités territoriales ou les établissements publics mentionnés à l'article L. 312-3 du présent code, les établissements publics chargés d'une opération d'intérêt national ainsi que les organismes de gestion des parcs naturels régionaux et des parcs nationaux sont associés à l'élaboration des schémas de cohérence territoriale et des plans locaux d'urbanisme dans les conditions définies aux titres IV et V.

Il en est de même des chambres de commerce et d'industrie territoriales, des chambres de métiers, des chambres d'agriculture et, dans les communes littorales au sens de l'article L. 321-2 du code de l'environnement, des sections régionales de la conchyliculture. Ces organismes assurent les liaisons avec les organisations professionnelles intéressées.

### Article L153-45

Dans les autres cas que ceux mentionnés à l'article L. 153-41, et dans le cas des majorations des droits à construire prévus à l'article L. 151-28, la modification peut, à l'initiative du président de l'établissement public de coopération intercommunale ou du maire, être effectuée selon une procédure simplifiée. Il en est de même lorsque le projet de modification a uniquement pour objet la rectification d'une erreur matérielle.

### Article L153-47

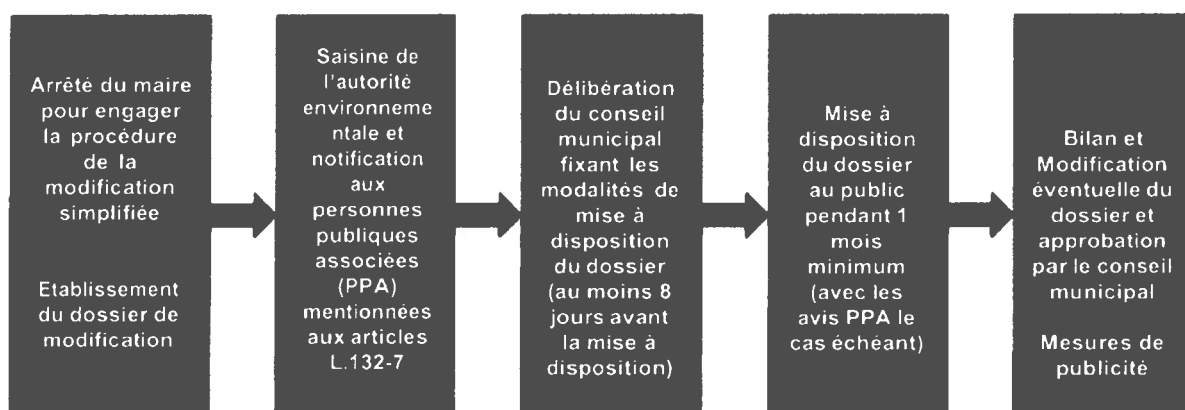
Le projet de modification, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 sont mis à disposition du public pendant un mois, dans des conditions lui permettant de formuler ses observations.

Ces observations sont enregistrées et conservées.

Les modalités de la mise à disposition sont précisées, selon le cas, par l'organe délibérant de l'établissement public compétent ou par le conseil municipal et portées à la connaissance du public au moins huit jours avant le début de cette mise à disposition.

Lorsque la modification simplifiée d'un plan local d'urbanisme intercommunal n'intéresse qu'une ou plusieurs communes, la mise à disposition du public peut n'être organisée que sur le territoire de ces communes.

A l'issue de la mise à disposition, le président de l'établissement public ou le maire en présente le bilan devant l'organe délibérant de l'établissement public ou le conseil municipal, qui en délibère et adopte le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée.



## L'OBJET ET LE MOTIF DE LA MODIFICATION SIMPLIFIÉE

Afin d'être en constante adéquation avec le cadre légal, les documents de planification d'un niveau supérieur ou les projets de la collectivité, mais aussi pour rectifier des incohérences ou bien des erreurs, le code de l'urbanisme a prévu plusieurs procédures permettant aux documents d'urbanisme d'évoluer.

Les articles L153-31 et suivants du code de l'urbanisme régissent ces conditions d'évolution au travers des diverses procédures à engager selon l'évolution souhaitée et les incidences de celle-ci sur le territoire en question d'une part, mais aussi sur le projet de PLU approuvé d'autre part.

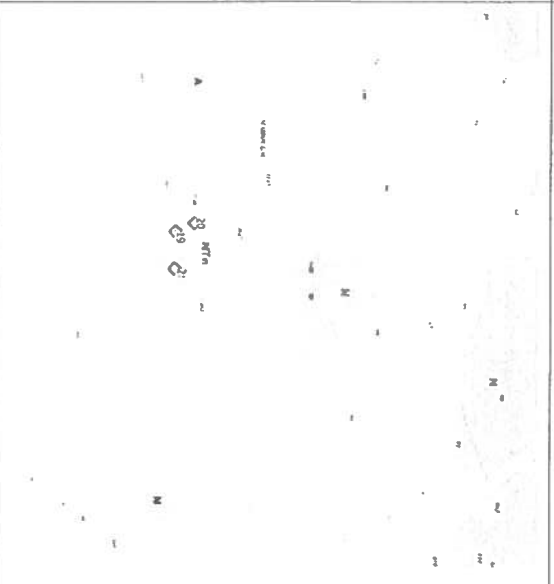
Cette troisième modification simplifiée du PLU de Molières intervient après l'approbation du Plan Local d'Urbanisme le 27 juillet 2017 et une première modification simplifiée approuvée en 2018 et une deuxième approuvée en 2022.

Une nouvelle évolution du document d'urbanisme est aujourd'hui rendue nécessaire, afin de :

- *Modifier le document graphique (oubli de pastillages pour le changement de destination)*

LA MODIFICATION DU PLU ET LA JUSTIFICATION

20250114

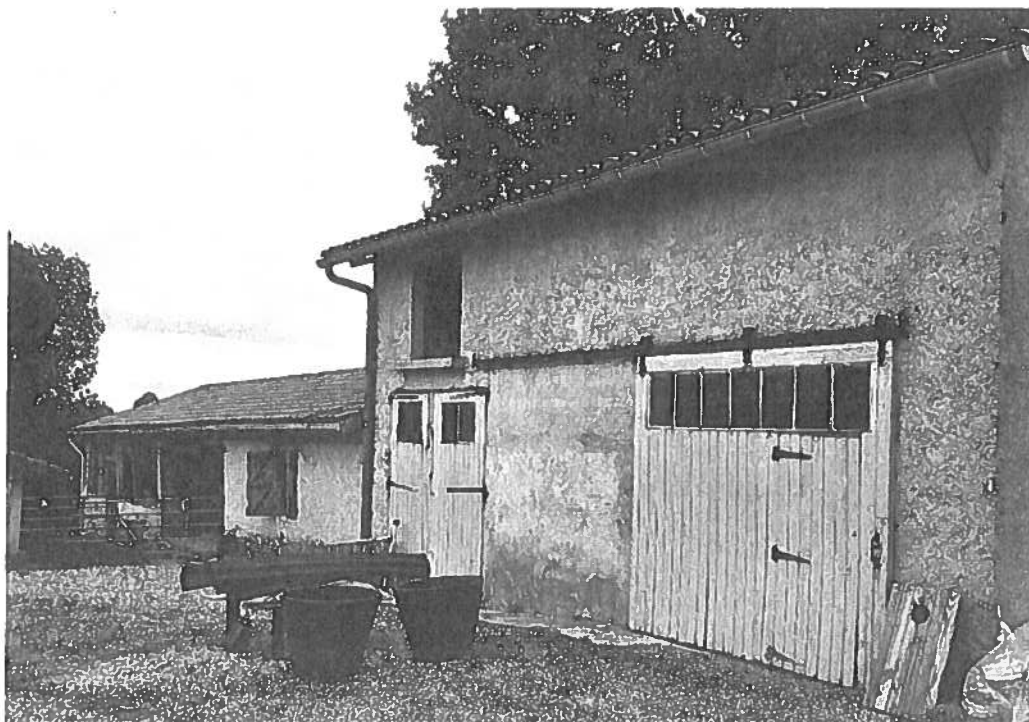
| Zone du<br>PLU<br>concernée | Règlement graphique avant modification                                             | Règlement graphique après modification                                              | Justification                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|-----------------------------|------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Zone NTn                    |  |  | <p>Lors de l'élaboration du PLU de Mohières, le règlement graphique a bien pris en compte le projet de développement touristique sur le site de Massoulac amorcé en 2013 (un premier permis de construire délivré) en classant le secteur en zone NTn "Secteur naturel lié aux activités touristiques du domaine de Massoulac", mais en omettant de passer les bâtiments agricoles pour autoriser le changement de destination intervenu dans un second temps. Entre la première autorisation d'urbanisme et les suivantes, le document d'urbanisme a évolué passant d'une carte communale (dans laquelle le repérage des bâtiments pour le changement de destination n'est pas requis) à un Plan Local d'Urbanisme.</p> <p>Ainsi, les bâtiments du domaine sont passibles afin de permettre l'évolution de ces derniers en lien avec la vocation de la zone et le règlement de celle-ci</p> <p>Il s'agit de la <u>parcelle n°1085, section E, lieu-dit Massoulac</u> comprenant un ensemble de bâtiments dont une habitation. Trois pastilles sont apposées.</p> |

## BÂTIMENTS REPÉRÉS

Pastille n°19 Grange agricole

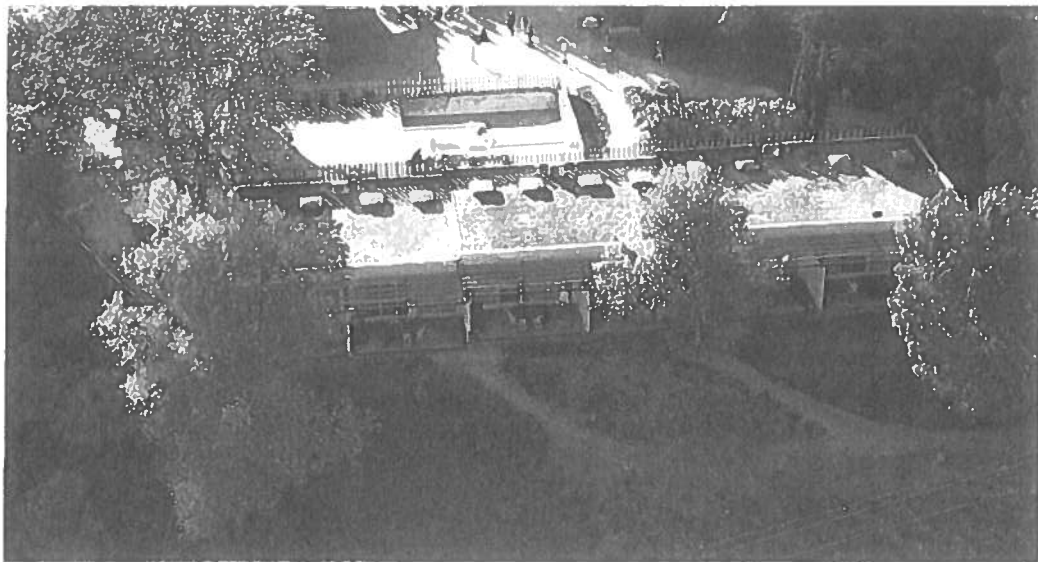
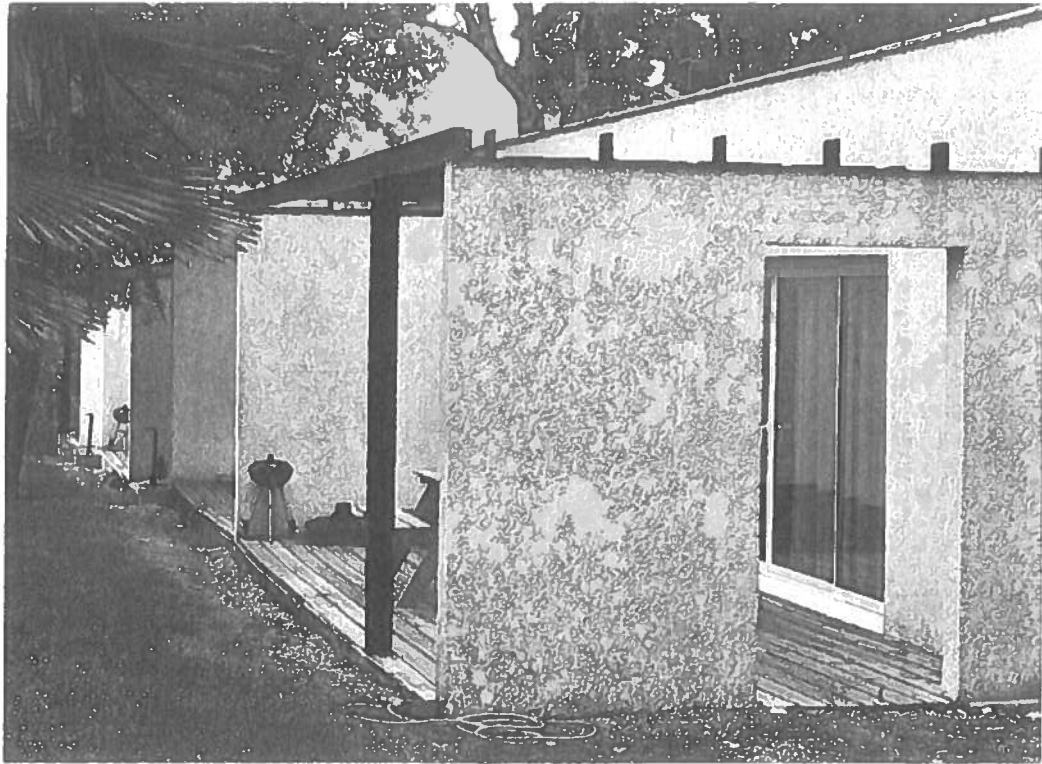


Pastille n°20 Ancienne porcherie et four à pain



20250115

Pastille n°21 Gîtes



## INCIDENCES DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT

- Aucun site Natura 2000 n'est concerné par le projet. Aucune zone humide répertoriée n'est concernée par les conséquences de la correction. Aucune ZNIEFF n'est impactée.
- L'adaptation de ces dispositions réglementaires n'aura pas d'incidence négative sur l'environnement de la commune. En effet, elles n'ont aucun impact sur les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durable (PADD), elles n'induisent aucune réduction d'espace boisé classé, aucune modification des trames vertes et bleues assurant la continuité écologique entre les différents espaces du territoire.
- La modification n'induit aucune ouverture de nouvelle zone à l'urbanisation.

## INCIDENCES DU PROJET SUR LES PIÈCES DU PLU DE MOLIÈRES

L'ajout de ces trois pastilles entraîne une modification du règlement graphique. Aucune incidence sur les autres pièces du PLU (PADD, orientations d'aménagement et de programmation, annexes).

20250116  
COMMUNE DE MOLIERES  
PLAN LOCAL D'URBANISME

---

**MODIFICATION SIMPLIFIEE N°3**  
**Règlement graphique**

***Pièce 2***

---

| Tampon de la Mairie | Tampon de la Préfecture |
|---------------------|-------------------------|
|                     |                         |

|                                                            |  |
|------------------------------------------------------------|--|
| APPROBATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME                      |  |
| PRESCRIPTION DE LA MODIFICATION<br>SIMPLIFIEE N°3          |  |
| TRANSMISSION AUX PERSONNES PUBLIQUES<br>ASSOCIÉES          |  |
| DELIBERATION FIXANT LES MODALITES DE<br>MISE A DISPOSITION |  |
| MISE A DISPOSITION DU PUBLIC                               |  |
| APPROBATION DE LA MODIFICATION<br>SIMPLIFIEE N°3           |  |



20250117

**COMMUNE DE MOLIERES**  
**PLAN LOCAL D'URBANISME**

---

**MODIFICATION SIMPLIFIEE N°3**  
**Pièces administratives**

***Pièce 3***

---

|                                                                                                                   |                                |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------|
| <b>Tampon de la Mairie</b><br> | <b>Tampon de la Préfecture</b> |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------|

|                                                         |  |
|---------------------------------------------------------|--|
| APPROBATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME                   |  |
| PRESCRIPTION DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE N°3          |  |
| TRANSMISSION AUX PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIÉES          |  |
| DELIBERATION FIXANT LES MODALITES DE MISE A DISPOSITION |  |
| MISE A DISPOSITION DU PUBLIC                            |  |
| APPROBATION DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE N°3           |  |

AR Prefecture

082-218201135-20250523-AR25\_053-AR  
Reçu le 23/05/2025

REPUBLIQUE FRANCAISE  
COMMUNE DE MOLIERES

## **ARRETE N° 25-053** **prescrivant une procédure de modification simplifiée N°3** **du Plan Local d'Urbanisme de la commune**

Le Maire de la commune de Molières (Tarn-et-Garonne)

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L 153-36 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 4 Décembre 2008 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) ;

Vu la délibération du Conseil Municipal N°170727 02 en date du 27 Juillet 2017 approuvant le PLU ;

Vu la délibération du Conseil Municipal N°180125 07 en date du 25 Janvier 2018 engageant de la procédure de modification simplifiée du PLU pour rectification d'erreur matérielle N°1 entachant l'article A5.1 du règlement ;

Vu la délibération du Conseil Municipal N°180405 25 en date du 5 Avril 2018 approuvant la modification simplifiée N°1 du PLU pour rectification d'erreur matérielle portant sur l'article A5.1 du règlement ;

Vu la délibération du Conseil Municipal N°220907 13 en date du 22 Septembre 2022 engageant de la procédure de modification simplifiée du PLU pour rectification d'erreur matérielle N°2 entachant le document graphique ;

Vu la délibération du Conseil Municipal N°221220 70 en date du 20 Décembre 2022 approuvant la modification simplifiée N°2 du PLU pour rectification d'erreur matérielle portant sur le document graphique ;

**CONSIDÉRANT** que la modification simplifiée du PLU a pour objet de corriger un oubli de pastillage pour permettre le changement de destination de bâtiments en secteur naturel lié aux activités touristiques du domaine de Massoulac, sur le document graphique du PLU.

**CONSIDÉRANT** que cette modification n'a pas pour conséquence de changer les orientations du plan d'aménagement et de développement durables (PADD), de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou naturelle ou une protection édictée en raison d'un risque de nuisance, de la qualité des sites, des paysages, ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance ;

**CONSIDÉRANT** en conséquence, que cette modification n'entre pas dans le champ d'application de la procédure de révision ;

**CONSIDÉRANT** que cette modification n'a pas pour effet (1) de majorer de plus de 20 % les possibilités de construire résultant, dans la zone, de l'ensemble des règles du plan, (2) de diminuer les possibilités de construire, (3) de diminuer la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser et respecte les majorations de droit à construire définies à l'article L151-28 ;

**CONSIDÉRANT** en conséquence, que cette modification n'entre pas dans le champ d'application de la procédure de modification dite de droit commun ;

**CONSIDÉRANT** que la procédure de modification simplifiée est menée à l'initiative du maire ;

**CONSIDÉRANT** que la procédure de modification doit être notifiée aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du code de l'urbanisme

**CONSIDÉRANT** que la procédure de modification simplifiée nécessite la mise à disposition du public du projet de modification simplifiée du PLU pendant une durée de 1 mois en mairie, conformément à l'article L.153-47 du code de l'urbanisme ;

**Arrête :**

**AR Prefecture**

082-218201135-20250523-AR25\_053-AR  
Reçu le 23/05/2025

20250118

**Article 1<sup>er</sup>.**

Une procédure de modification simplifiée N°3 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Molières est prescrite.

Les modalités de mise à disposition du public du projet de modification simplifiée N°3 du Plan Local d'Urbanisme (PLU), avec l'exposé des motifs et le cas échéant les avis de la Préfecture et des personnes publiques associées, seront définies par délibération du Conseil Municipal. Cette mise à disposition permettant de recueillir les observations du public sur un registre ne pourra être inférieure à un mois calendaire.

**Article 2.**

Le projet de modification simplifiée N°3 porte sur la correction d'un oubli de pastillage pour permettre le changement de destination de bâtiments en secteur naturel lié aux activités touristiques du domaine de Massoulac, sur le document graphique du PLU.

**Article 3.**

Le dossier de modification simplifiée N°3 du PLU sera notifié pour avis au Préfet ainsi qu'aux personnes publiques associées (PPA) mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9, avant la mise à disposition du public.

**Article 4 :** Le dossier de modification simplifiée fera l'objet d'une mise à disposition du public selon les modalités qui seront arrêtées par délibération du conseil municipal conformément aux dispositions de l'article L.153-47 du code de l'urbanisme.

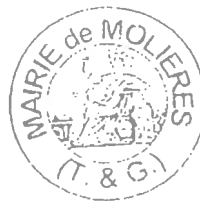
**Article 5 :** Les crédits destinés au financement des dépenses afférentes à la modification du PLU seront inscrits au budget de l'exercice considéré.

**Article 6 :** A l'issue de la mise à disposition prévue à l'article 4 ci-dessus, le maire ou son représentant, en présente le bilan au conseil municipal qui en délibère et adopte le projet éventuellement amendé pour tenir compte des avis émis et des observations du public, par délibération motivée.

**Article 7 :** Le présent arrêté fera l'objet de mesures de publicité définies aux articles R.153-20 à R.153-22. Il sera affiché en mairie pendant le délai d'un mois et la mention de cet affichage sera publiée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. Une copie du présent arrêté sera adressée à Monsieur le préfet.

Fait à Molières, le 23 Mai 2025

Le Maire  
Valérie HEBRAL



A handwritten signature in black ink, reading "V. Hebral", written over a horizontal line.

AR Prefecture

082-218201135-20250528-2505  
Reçu le 30/05/2025

E

VILLE DE

**MOLIERES**

*Pas de Calais*

Commune de MOLIERES - Canton de QUERCY-AVEYRON

Arrondissement de MONTAUBAN  
Département de TARN ET GARONNE

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL  
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
Session ordinaire du 28 Mai 2025

L'an deux-mil-vingt-cinq, le 28 Mai à 18 heures 30, les membres du Conseil Municipal de la Commune de MOLIERES, se sont réunis au lieu ordinaire de ses séances, après convocation légale du 23 Mai 2025.

Etaient présents : 08 : HEBRAL Valérie, BELREPAYRE Rémi, CHEREAU Gisèle, GUGLIELMET Jérôme, COULON Miguel, DE LASSAT DE PRESSIGNY Marie-Laure, PELISSIE Nicolas, BONNET Pierre.

Etaient excusés : 06 : COMBEDAZOU Véronique, SEZILLE Murielle, GRIMEAU Julie, MARC Laurent, NOYER Roland, FERRER Marie-Hélène.

Etaient absents : 01 : GEFFRE Laurent.

Pouvoir : 02 : Les conseillers ci-après ont donné leur mandat : COMBEDAZOU Véronique à HEBRAL Valérie, MARC Laurent à DE LASSAT DE PRESSIGNY Marie-Laure.

Le quorum fixé à 8 membres étant atteint, le Conseil Municipal peut valablement délibérer.

Un scrutin a eu lieu, a été nommé M. BELREPAYRE Rémi pour remplir les fonctions de secrétaire

N° 250528\_10 PLAN LOCAL D'URBANISME – MODIFICATION SIMPLIFIEE DU PLU N°3 (2-1-2)

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L 153-36 et suivants et L 153-45 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 4 Décembre 2008 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) ;

Vu la délibération du Conseil Municipal N°170727\_02 en date du 27 Juillet 2017 approuvant le PLU ;

Vu la délibération N°180405\_25 du Conseil Municipal en date du 5 Avril 2018 approuvant la modification simplifiée N°1 du PLU pour rectification d'erreur matérielle portant sur l'article A5.1 du règlement

Vu la délibération du Conseil Municipal N°221220\_70 en date du 20 Décembre 2022 approuvant la modification simplifiée N°2 du PLU pour rectification d'erreur matérielle portant sur le document graphique ;

Vu l'arrêté du Maire N°25-053 en date du 23 Mai 2025 engageant la modification simplifiée N°3 du PLU pour corriger un oubli de pastillage pour permettre le changement de destination de bâtiments en secteur naturel lié aux activités touristiques du domaine de Massoulac, sur le document graphique du PLU.

Madame le Maire rappelle au conseil municipal les conditions dans lesquelles la modification simplifiée N°3 du plan local d'urbanisme (PLU) a été engagée, à quelle étape de la procédure elle se situe et rappelle les motifs de cette modification simplifiée.

Madame le Maire explique que la procédure de modification simplifiée nécessite la mise à disposition du public du projet de modification simplifiée N°3 du PLU pendant une durée d'un mois en mairie, conformément à l'article L.153-47 du code de l'urbanisme ;

Considérant que le projet de modification simplifiée du plan local d'urbanisme tel qu'il est annexé à la présente est prêt à être mis à la disposition du public,

Le Conseil Municipal,  
Où l'exposé de Madame le Maire  
Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité de ses membres présents et représentés,

... / ...

## DECIDE :

## ARTICLE 1 :

Un dossier comprenant le projet de modification simplifiée N°3 du PLU est mis à disposition du public pendant une durée d'un mois, du 4 Août 2025 au 5 Septembre 2025 inclus. Pendant ce délai, le dossier sera consultable en Mairie de Molières – Place de la Mairie – 82220 MOLIERES, aux jours et heures habituels d'ouverture du secrétariat de Mairie, soit du lundi au vendredi de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures.

## ARTICLE 2 :

Un registre permettant au public de consigner ses observations sera ouvert et joint au dossier durant toute la période selon les modalités précisées dans l'article précédent.

## ARTICLE 3 :

Le dossier comprend :

- le dossier de modification simplifiée N°3 du PLU,
- les avis de l'Etat et des personnes publiques associées prévues aux articles L.132-7 et L.132-9 du code de l'urbanisme
- l'avis de la CDPENAF
- l'avis de l'autorité environnementale

## ARTICLE 4 :

Un avis au public précisant l'objet de la modification simplifiée N°3 du PLU, les lieux, les jours et les heures où le public pourra consulter le dossier et formuler des observations sera publié en caractères apparents, huit jours au moins avant le début de la mise à disposition du public, dans un journal diffusé dans le département.

Cet avis sera affiché à la Mairie de Molières aux emplacements habituels d'affichage et sera mis en ligne sur le site internet de la commune ([www.ville-molieres.fr](http://www.ville-molieres.fr)), huit jours au moins avant le début de la mise à disposition du public et pendant toute la durée de celle-ci.

## ARTICLE 5 :

A l'expiration du délai de la mise à disposition du public prévu à l'article 1, le registre sera clos et signé par Madame le Maire ou son représentant.

A l'issue de la mise à disposition, Madame le Maire ou son représentant en présentera le bilan devant le Conseil Municipal, qui adoptera le projet de modification simplifiée du PLU par délibération motivée, éventuellement modifiée pour tenir compte des avis émis et des observations du public.

## ARTICLE 6 :

La présente délibération ainsi que l'arrêté N°25-053 en date du 23 Mai 2025 seront affichés en Mairie pendant un mois et la mention de cet affichage sera publiée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. Une copie de la présente délibération sera adressée à Monsieur le préfet.

PUBLIÉ LE

30/05/2025

Le Maire  
Valérie  
HEBRAL

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME

Le secrétaire

Rémi BELREPAYRE

Le Maire

Valérie HEBRAL



**COMMUNE DE MOLIERES**  
**TARN ET GARONNE**

**PROJET DE MODIFICATION SIMPLIFIEE  
DU PLAN LOCAL D'URBANISME  
N°3**

**DOSSIER DE MISE A  
DISPOSITION DU PUBLIC**

**5- AVIS DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIÉES**

20250120



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



Mission régionale d'autorité environnementale

**OCCITANIE**

**Inspection générale de l'environnement  
et du développement durable**

**Avis conforme  
de dispense d'évaluation environnementale,  
rendu en application de l'article R. 104-35 du Code de l'urbanisme,  
sur la 3<sup>ème</sup> modification simplifiée du PLU de MOLIERES (82)**

N°Saisine : 2025-014890

N°MRAe : 2025ACO110

Avis émis le 5 août 2025

La mission régionale d'Autorité environnementale de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (MRAe), en tant qu'autorité administrative compétente en matière d'environnement en application de l'article R. 122-6 du Code de l'environnement ;

Vu la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 du parlement européen relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 104-1 à L. 104-8 et R. 104-1 à R. 104-35 ;

Vu le décret n°2022-1165 du 20 août 2022 portant création et organisation de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable ;

Vu les arrêtés ministériels du 21 septembre 2020, 24 décembre 2021, 24 mars 2022, 28 septembre 2022, 19 juillet 2023, 4 septembre 2023, 1<sup>er</sup> janvier 2024, 29 août 2024 et 25 novembre 2024 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale (MRAe) ;

Vu le règlement intérieur de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Occitanie adopté le 29 septembre 2022, et notamment son article 8 ;

Vu la décision de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Occitanie en date du 07 janvier 2022, portant délégation pour adopter les avis ;

Vu la demande d'avis conforme dans le cadre d'un examen au cas par cas relative au dossier suivant :

- **n° 2025-014890 ;**
- **3<sup>ème</sup> modification simplifiée du PLU de MOLIERES (82) ;**
- **déposée par la commune de Molières ;**
- **reçue le 05 juin 2025 ;**

**Considérant** qu'au regard des éléments transmis par la personne publique responsable et des enjeux connus par la MRAe, le projet n'est pas susceptible d'entraîner des impacts notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

**Rend l'avis conforme qui suit :**

#### **Article 1<sup>er</sup>**

Le projet de 3<sup>ème</sup> modification simplifiée du PLU de MOLIERES (82), objet de la demande n°2025-014890, ne nécessite pas d'évaluation environnementale.

Le présent avis conforme sera joint au dossier d'enquête publique ou de mise à disposition du public.

#### **Article 2**

Le présent avis sera publié sur le site internet de la mission régionale d'autorité environnementale Occitanie (MRAe) : [www.mrae.developpement-durable.gouv.fr](http://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr).

Cet avis a été adopté par délégation par Annie VIU conformément aux règles de délégation interne à la MRAe (décision du 07 janvier 2022). Cette dernière atteste qu'aucun intérêt particulier ou élément dans ses activités passées ou présentes n'est de nature à mettre en cause son impartialité dans le présent avis.



Chambre  
de **Métiers**  
et de l'**Artisanat**  
**TARN-ET-GARONNE**

20250121

Montauban, le 25 juin 2025

Mairie de Molières  
Madame le Maire  
Place de la mairie  
82220 Molières

Objet : Avis sur la modification simplifiée d'un PLU

Dossier suivi par : Cédric BARTHES

Madame le Maire,

Comme suite à votre courrier du 5/06/2025 concernant la modification n° 3 du PLU de Molières, nous vous informons, qu'après examen du dossier, nous n'avons pas de remarque particulière à émettre.

Nous tenons à réaffirmer l'intérêt que porte la Chambre de Métiers et de l'Artisanat du Tarn-et-Garonne à tout projet pouvant avoir une incidence sur l'artisanat local. Nous serons très attentifs à toute demande d'information qui pourrait vous être utile dans votre démarche.

Vous trouverez en pj les chiffres clés de l'artisanat de votre commune.

Je vous prie de croire, Madame le Maire, en l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Roland DELZERS

Président

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
Liberté · Égalité · Fraternité

**CHAMBRE DE MÉTIERS ET DE L'ARTISANAT DE TARN-ET-GARONNE**

11 rue du Lycée 82000 Montauban · 05 63 63 09 58

[www.cma82.fr](http://www.cma82.fr) · [contact@cm-montauban.fr](mailto:contact@cm-montauban.fr)

Décret n° 2004-1164 du 2 novembre 2004



**TARN-ET-GARONNE**  
tarnetgaronne.fr

*Le Président*

**Pôle technique et aménagement des territoires  
Direction de l'aménagement et de la voirie  
Unité de gestion du domaine public routier et  
des acquisitions foncières.  
Dossier suivi par Nathalie Tournebize  
05 67 05 51 47  
nathalie.tournebize@tarnetgaronne.fr**

DAV BG.NT AL 265 2025

Montauban, le 11 JUL. 2025

**Madame Valérie HÉBRAL**  
**Maire de la commune de Molières**  
Mairie  
Place de la Mairie  
82220 MOLIERES

**Objet** : modification simplifiée n° 3 du PLU de la Commune de Molières - consultation des personnes publiques associées.

**Réf** : - votre courrier du 5 juin 2025

Madame le Maire,

Par courrier visé en référence, vous m'avez transmis la délibération du Conseil municipal prescrivant la modification n° 3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Molières.

Après consultation de mes services, je n'ai pas d'observations particulières à formuler sur ce dossier.

Par ailleurs, je vous rappelle que le document d'urbanisme devra tenir compte des différentes dispositions contenues dans le règlement départemental de voirie.

Je vous prie d'agréer, Madame le Maire, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Michel WEILL

Copie pour information à :  
Subdivision départementale de Saint-Antonin-Noble-Val

Hôtel du Département  
100 boulevard Hubert Gouze  
B.P. 783 - 82013 MONTAUBAN CEDEX

michel.weill@tarnetgaronne.fr

Tél. : 05 63 91 82 00

20250122

# **COMMUNE DE MOLIERES**

TARN ET GARONNE

## **PROJET DE MODIFICATION SIMPLIFIEE DU PLAN LOCAL D'URBANISME N°3**

### **DOSSIER DE MISE A DISPOSITION DU PUBLIC**

6- REGISTRE DE RECUEIL DES OBSERVATIONS DU PUBLIC

**RÉPUBLIQUE FRANCAISE**

---



**PRÉFECTURE DE TARN ET GARONNE**

---

**COMMUNE DE MOLIÈRES**

---

**REGISTRE DE RECUEIL  
DES AVIS ET OBSERVATIONS  
DU PUBLIC**

**Relatif au projet de modification simplifiée  
Du Plan Local d'Urbanisme (PLU) N°3**

---

---

---

---

---

---

---

---

**MISE A DISPOSITION DU PUBLIC  
DU DOSSIER  
Relatif au projet de modification simplifiée  
Du Plan Local d'Urbanisme (PLU) N°3**

---

---

---

---

En exécution de l'arrêté municipal N° 25-053 en date du 23 Mai 2025 et de la délibération N°250528\_10 en date du 28 Mai 2025, je soussignée, Madame Valérie HEBRAL, Maire de Molières, ai ouvert, ce jour, le présent registre côté et paraphé, contenant 8 feuillets, pour recevoir les observations du public pendant une durée de 32 jours calendaires :

- du Lundi 4 Août 2025 au Vendredi 5 Septembre 2025 inclus
  - aux heures d'ouverture de la Mairie de Molières :
- du Lundi au Vendredi de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures

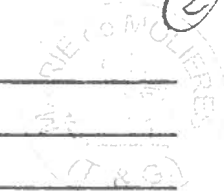
**À MOLIÈRES, LE 4 AOÛT 2025**

**Le Maire**



A handwritten signature in black ink, appearing to read "V. Hebral", written over the official stamp.

Valérie HEBRAL



Lined paper with horizontal ruling lines for writing.

20250124

FOLIO N°

10110103



This image shows a single page of white paper with horizontal blue or grey ruling lines. The lines are evenly spaced and run across the width of the page, leaving small margins at the top and bottom. There is no handwriting or other markings on the paper.

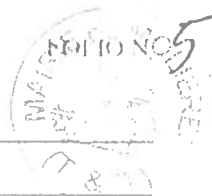


A series of horizontal lines for writing, spanning the width of the page.

20250126

FOLIO N°

This image shows a single sheet of white paper with horizontal ruling lines. The lines are evenly spaced and run across the width of the page. There are no margins, text, or other markings on the paper.



A series of horizontal lines for writing, spanning the width of the page.

20250127

FOLIO N°

This image shows a single page of white paper with horizontal ruling lines. The lines are evenly spaced and run across the width of the page. There is no handwriting or other markings on the paper.



20250128

20250128



20250129

5/10/13

Le Vendredi 5 Septembre 2025 à 17 heures

Le délai d'enquête étant expiré,

Je soussignée Valérie HEBRAL, Maire de MOLIÈRES, déclare clos le présent registre qui a été mis à la disposition du public pendant 32 jours calendaires consécutifs, du Lundi 4 Août 2025 au Vendredi 5 Septembre 2025 inclus, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures.

Les observations ont été consignées par \_\_\_\_\_ personnes

En outre, j'ai reçu \_\_\_\_\_ lettres, courriers électroniques ou notes écrites qui ont été annexés au présent registre :

1- Lettre en date du 3 Septembre 2025 déposée par M. Bernard COULON

2 - Lettre en date du 7 Septembre 2025 déposée par M. et M<sup>me</sup> duy LE GALL

À MOLIÈRES, LE 5 SEPTEMBRE 2025

Le Maire



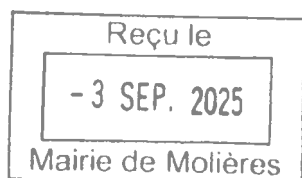
Valérie HEBRAL

20250150

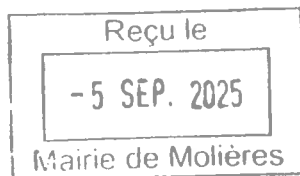
Je soussigné Coulon Bernard  
demeurant 325 chemin du Pech de la  
Peyrière 82220 Molières donc résident Proche  
du Domaine de Massoulac, de ce fait  
je m'oppose à la réalisation des travaux  
d'une salle de réception car je ne souhaite  
pas revivre les mêmes désagréments "auditifs"  
qu'à l'époque des anciens propriétaires.

Fait à Molières le 3.09.25

*B. Coulon*



M et Mme LE GALL Guy  
1055 chemin de massoulac  
82 220 - Molières



Mairie de Molières  
Place de la Mairie  
82 220 - Molières

Objet : modification simplifiée  
N° 3 du P L U

Suite à votre mise en action de la possibilité de modification simplifiée n° 3 du P L U de la commune. Et ayant comme basse une modification graphique, concernant les bâtiments que vous voulez pastiller en n° 19 déclaré comme préau, n° 20 ancienne porcherie, n° 21 ancienne étable sur la parcelle 1085 sections E lieudit massoulac.

À titre préliminaire :

Il reste très surprenant que la mairie de Molières après avoir laissé pendant au moins 14 ans transformer des bâtiments sans permis de construire ou autres sans envisager de faire cette démarche de modification simplifiée du P L U !

Esse la découverte du poteau rose mis au jour qui n'aurait sûrement pas pu avoir lieu sans une certaine connivence, entre, Mme Grimeau Julie deuxième adjointe et madame la mairesse et ancienne secrétaire de la mairie de Molières durant d'aussi nombreuses années.

Des observations sont également à soulever dans le cadre de ce projet dont la demande émane de la mairie par coïncidence, dès lors que le dossier a des rebondissements en justice !

De retirer une telle procédure de modification simplifiée n° 3 du P L U qui porteront une grave atteinte de préjudice qui pourrait devenir irrévocable pour la tranquillité du voisinage et de la faune sauvage, ayant dans ce secteur des amphibiens, dont Tritons et salamandres ! Et la tranquillité d'un petit village préserver jusqu'à ce jour.

Le voisinage ayant déjà pu apprécier toutes les nuisances que pouvait apporter un tel établissement en particulier, celui qui est sonore et insupportable dû à ses locations illicites des bâtiments pour le bien-être financier d'une seule personne !

À la lecture du P L U et plus particulièrement aux paragraphes concernant la zone NTn qu'il n'est possible que d'implanter des constructions légère de loisir et d'une habitation de gardiennage. Il ressort au vu des photos que les six gîtes que la mairie voudrait pastiller n° 21 était une étable et que ses six gîtes d'un seul ensemble ne corresponde pas à la réglementation pour des constructions légères de loisirs et ne pourrons pas correspondre.

Le préau transformé salle de réception et autres à ma connaissance est d'une superficie de 240 m2 qui peut laisser prévoir l'accueil de 120 personnes, hors personne pouvant être accueillis sous les barnums qui sont installé dans la cour de l'établissement pour un parking anarchique non-conforme d'une superficie de 310 m2. "Où est l'erreur ?

Ce qui peut que les invités se servent du chemin de massoulac comme parking et de ce fait continuerions à le faire, alcool aidant !

Si ce projet devait voir le jour et en cas d'accident grave à venir ! On ne peut qu'espérer que la municipalité prendrais toutes ses responsabilités.

Cordialement,

A handwritten signature in black ink, appearing to be "L. P. U." with a long horizontal stroke extending to the right.

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized, cursive letter 'P' followed by a horizontal stroke.

20250151

**COMMUNE DE MOLIERES**  
TARN ET GARONNE

**PROJET DE MODIFICATION SIMPLIFIEE  
DU PLAN LOCAL D'URBANISME  
N°3**

**DOSSIER DE MISE A  
DISPOSITION DU PUBLIC**

7- PROCES VERBAL D'AFFICHAGE



## CERTIFICAT D’AFFICHAGE ET DE PUBLICATION

Je soussignée Valérie HEBRAL, agissant en qualité de Maire de la Commune de MOLIERES

### **Certifie**

- que l’arrêté N°25-053 en date du 23 Mai 2025 prescrivant une procédure de modification simplifiée du Plan Local d’Urbanisme (PLU) N°3, transmis au contrôle de légalité le 23 Mai 2025, a été affichée au lieu habituel d’affichage à partir du 23 Mai 2025 jusqu’à ce jour.
- que la délibération N°250528\_10 en date du 28 Mai 2025 approuvant le projet de modification simplifiée du Plan Local d’Urbanisme (PLU) N°3 organisant la mise à disposition du dossier auprès du public, transmise au contrôle de légalité le 30 Mai 2025, a été affichée au lieu habituel d’affichage à partir du 30 Mai 2025 jusqu’à ce jour.
- que l’avis, mentionnant les affichages ci-dessus, a insérer dans un journal d’annonces légales diffusé dans le département, est paru dans « Le petit journal du Tarn-et-Garonne » dans les éditions en date du :
  - 6 Juin 2025.
  - 25 Juillet 2025
  - 12 Août 2025

En foi de quoi, le présent certificat est délivré pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à Molières, le 8 Septembre 2025

LE MAIRE  
Valérie HEBRAL



## COMMUNE DE MOLIERES

DÉLIBÉRATION N° 250929\_12 DU 29 SEPTEMBRE 2025

## DEMISSION DE LA FEDERATION FRANCAISE DES STATIONS VERTES

DE VACANCES ET VILLAGES DE NEIGE (9-1)

Madame le Maire rappelle au Conseil que par délibération du 10 Juin 2010, la commune de Molières a décidé d'adhérer à la Fédération Française des Stations Vertes de Vacances et Villages de Neige conférant le label « Station verte », conditionné par le respect d'un cahier des charges et le paiement d'une cotisation annuelle.

Elle informe que les retombées de ce label sont insignifiantes malgré une cotisation de 930 € en 2025, que les outils de promotions fournis ne sont pas adaptés à la commune et que la notoriété du label ne justifie pas la poursuite de l'adhésion.

Madame le Maire demande aux membres du Conseil de bien vouloir se prononcer sur cette proposition.

Où l'exposé de Madame le Maire

Après en avoir délibéré

Le Conseil Municipal, à l'unanimité

DECIDE de renoncer au label « Station verte » et de démissionner la commune de MOLIERES de la Fédération Française des Stations Vertes de Vacances et Villages de Neige.

AUTORISE Madame le Maire à signer tout document résultant de la présente décision.

## COMMUNE DE MOLIERES

DÉLIBÉRATION N° 250929\_13 DU 29 SEPTEMBRE 2025

### CRÉATION D'UN EMPLOI LIE A UN ACCROISSEMENT TEMPORAIRE D'ACTIVITE

(Article L332-23 1° du Code Général de la Fonction Publique (4-2-1)

Madame le Maire expose aux membres du conseil municipal, qu'en raison des besoins identifiés d'amélioration d'entretien des espaces verts et des accotements de voirie, il conviendrait de créer un emploi non permanent à temps complet et de voter un crédit au chapitre du budget correspondant à l'emploi.

Madame le Maire propose d'inscrire au **Tableau des Emplois** annexé au budget 2025 :

| Période                                            | Nombre d'emploi | Grade                         | Nature des fonctions                                  | Temps de travail Hebdomadaire |
|----------------------------------------------------|-----------------|-------------------------------|-------------------------------------------------------|-------------------------------|
| Du 1 <sup>er</sup> Octobre 2025<br>au 31 Août 2026 | 1               | Adjoint technique territorial | Entretien et propreté des espaces communaux et voirie | 35 heures                     |

La rémunération de l'agent contractuel sera calculée sur la base de l'indice brut en référence au 1<sup>er</sup> échelon du grade.

Après avoir entendu Madame le Maire,

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés :

**ACCEPTENT** les propositions ci-dessus ;

**CHARGENT** le Maire de procéder à toutes les démarches nécessaires au recrutement de l'agent, et signer le contrat et les éventuels avenants ;

**DISENT** que les crédits nécessaires à la rémunération et les charges afférentes de l'agent nommé dans l'emploi sont disponibles et inscrits au budget de la collectivité aux articles et chapitre prévus à cet effet de l'année en cours.

## QUESTIONS DIVERSES

EXPOSITION DE PHOTOS ANCIENNES

Madame Le Maire fait part au Conseil de sa satisfaction suite au succès qu'a rencontré l'exposition de photos anciennes préparée par les services de la Mairie et inaugurée le dimanche 14 septembre, salle de la Pyramide, lors de la fête votive du village. Elle indique avoir reçu de nombreux remerciements pour avoir pris cette initiative.

Cette exposition présente également le jour du comice, restera visible aux heures d'ouverture du secrétariat de mairie jusqu'au 31 octobre 2025. Elle sera également accessible prochainement sur le site internet de la commune.

FORUM DES ASSOCIATIONS

Madame le Maire informe le Conseil que le forum des associations a eu lieu le dimanche 7 Septembre 2025 en matinée. Sous le beau temps, pas moins d'une vingtaine d'associations ont tenu des stands pour présenter leurs activités. L'ensemble des retours semble être positif. Cette année, les écuries de Merlanes et Mme SAMAKE CASASSUS, sophrologue, étaient conviées et ont appréciées l'initiative.

Elle évoque aussi le projet de l'association Feelingood de Montpezat de Quercy qui proposera dès la mi-octobre, les jeudis à partir de 16 h 15, des cours de danse à destination des enfants, dans la salle de psychomotricité de l'école, en coordination avec le service enfance.

Elle remercie les associations pour leur dynamisme, leurs valeurs, leurs actions et leurs projets vecteurs de lien social et de vivre ensemble.

REFERE INJONCTION

Madame le Maire rappelle que la requête en référé-injonction, présentée devant le tribunal administratif de Toulouse l'enjoignant de dresser des procès-verbaux d'infractions au code de l'urbanisme sur des parcelles appartenant au Domaine de Massoulac, a fait l'objet d'une ordonnance du Tribunal en date du 22 Septembre 2025 déboutant le requérant.

Elle indique également que le traitement de ce dossier se poursuivra jusqu'à la régularisation administrative.

PROJET D'AMENAGEMENT DE L'ENTREE OUEST

Madame le Maire informe le Conseil qu'elle a pris attache du Syndicat Départemental d'Énergies pour avoir une estimation de la dissimulation des réseaux ENEDIS et TELECOM au niveau de l'entrée ouest du village (route de la gare). Elle indique avoir reçu une première estimation s'élevant à 134 200 € TTC pour l'enfouissement du réseau basse tension (102 000 €), les travaux d'éclairage public (17 200 €) et la pose des infrastructures de génie civil et le câblage pour le réseau téléphonique et fibre (15 700 €).

La participation du SDE 82 avoisinant les 70% pour ce type de projet, le reste à charge pour la commune serait de 37 150 €, chiffre à affiner.

Au cours des prochains mois, le Département sera sollicité pour avoir une estimation du coût de la réfection de la voirie.

## STRATÉGIE NATIONALE DES AIRES PROTÉGÉES

Madame le Maire rappelle au Conseil le courrier de M. le Préfet de Tarn-et-Garonne en date du 4 Septembre 2025 invitant les collectivités territoriales à participer à l'objectif de protection des milieux et de la biodiversité. Les conseillers présents n'ayant pas de propositions à faire, elle indique qu'en conséquence, ce point ne sera pas abordé en Conseil à moins qu'un particulier ne propose des terrains naturels à préserver.

## ÉLECTION LÉGISLATIVE PARTIELLE

Madame le Maire rappelle les dates du prochain scrutin législatif fixé aux les 5 et 12 octobre prochain suite à la perte du mandat de députée de madame Brigitte BARREGES par décision du Conseil Constitutionnel. Elle remet à chaque conseiller le planning des présences pour la tenue du bureau de vote lors des deux tours.

## ZOMBIE RACE

Madame le Maire annonce l'animation à l'initiative de la Communauté de Communes du Quercy Caussadais prévue le vendredi 31 Octobre, à la nuit tombée, sur la base de loisirs de Molières, à l'occasion d'Halloween. La Zombie Race est une course d'orientation alliant frissons et histoires, avec des énigmes à résoudre tout en évitant des zombies.

Cette activité par équipe s'adresse particulièrement au public adolescent. Les inscriptions seront prochainement ouvertes à l'office de tourisme au 05-63-26-04-04.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 19 h45.

## COMMUNE DE MOLIERES SEANCE DU 29 Septembre 2025

## SIGNATURES DES CONSEILLERS MUNICIPAUX

|                                    |                                          |
|------------------------------------|------------------------------------------|
| HEBRAL Valérie                     |                                          |
| BELREPAYRE Rémi                    |                                          |
| CHEREAU Gisèle                     |                                          |
| COMBEDAZOU Véronique               |                                          |
| GUGLIELMET Jérôme                  |                                          |
| COULON Miguel                      |                                          |
| SEZILLE Murielle                   |                                          |
| GRIMEAU Julie                      |                                          |
| DE LASSAT DE PRESSIGNY Marie-Laure | Excusée donne pouvoir à SEZILLE Murielle |
| PELISSIE Nicolas                   |                                          |
| MARC Laurent                       |                                          |
| BONNET Pierre                      |                                          |
| NOYER Roland                       |                                          |
| FERRER Marie-Hélène                |                                          |
| GEFFRE Laurent                     | Absent                                   |

## REPERTOIRE SEANCE ORDINAIRE DU 29 SEPTEMBRE 2025

| N°    | Objet                                                                                                      | Folio        |
|-------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|
| N° 1  | DÉCISIONS DU MAIRE PRISES EN APPLICATION DE L'ARTICLE L2122-22 DU CGCT – N° 2025_011 A N° 2025_013 (5-4-1) | 20250076-078 |
| N° 2  | BUDGET GENERAL - DECISION MODIFICATIVE N°2                                                                 | 20250078     |
| N° 3  | BATIMENTS COMMUNAUX - RECUPERATION DE LA TAXE D'ENLEVEMENT DES ORDURES MENAGERES 2025                      | 20250079     |
| N° 4  | BUDGET BAR HOTEL RESTAURANT – RECUPERATION TAXE FONCIERE 2025                                              | 20250079     |
| N° 5  | BUDGET SUPERETTE – RECUPERATION DE LA TAXE D'ENLEVEMENT DES ORDURES MENAGERES 2025                         | 20250080     |
| N° 6  | RPQS ASSAINISSEMENT COLLECTIF                                                                              | 20250080-094 |
| N° 7  | RPQS SPANC de la CCQC                                                                                      | 20250095-102 |
| N° 8  | GROUPEMENT DE COMMANDES GRANULES BOIS - REPARTITION DES FRAIS                                              | 20250102-103 |
| N° 9  | SALLE POLYVALENTE – APPROBATION DU PROJET DE CENTRALE PHOTOVOLTAÏQUE                                       | 20250104     |
| N° 10 | SUPPRESSION D'EMPLOIS PERMANENTS – MISE A JOUR DU TABLEAU DES EFFECTIFS                                    | 20250104-105 |
| N° 11 | MODIFICATION SIMPLIFIEE N° 3 DU PLU                                                                        | 20250105-131 |
| N°12  | DEMISSION DE LA FEDERATION FRANCAISE DES STATIONS VERTES DE VACANCES                                       | 20250132     |
| N° 13 | CREATION D'UN EMPLOI LIE A UN ACCROISSEMENT TEMPORAIRE D'ACTIVITE                                          | 20250132     |
| QD    | EXPOSITION DE PHOTOS ANCIENNES                                                                             | 20250133     |
| QD    | FORUM DES ASSOCIATIONS                                                                                     | 20250133     |
| QD    | REFERE INJONCTION                                                                                          | 20250133     |
| QD    | PROJET D'AMENAGEMENT DE L'ENTREE OUEST                                                                     | 20250133     |
| QD    | STRATEGIE NATIONALE DES AIRES PROTEGEES                                                                    | 20250133     |
| QD    | ELECTION LEGISLATIVE PARTIELLE                                                                             | 20250133     |
| QD    | ZOMBIE RACE                                                                                                | 20250133     |